

Je tiens à dire



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14111 - 8 F

DIMANCHE 10 - LUNDI 11 JUIN 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Accord et désaccord au Canada

« C'EST un des jours les plus importants de l'histoire du Canada. Un message puissant de stabilité vient d'être envoyé au reste du monde. » Evident, mais visiblement souligné, c'est en ces termes emphatiques que le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, a mis fin à plus de soixante heures d'épineuses arguties constitutionnelles, dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 juin, en annonçant l'accord de principe conclu quelques heures plus tôt entre les premiers ministres des dix provinces de la Confédération.

L'une des plus graves crises constitutionnelles que le pays ait connue, vient donc d'être évitée de justesse. Le Québec, seule province francophone, où le vent du séparatisme que l'on croyait essouffé depuis le désastreux référendum sur l'indépendance en 1980 (rejeté par 60% des électeurs) a repris avec une vigueur inattendue depuis le retour en force des « souverainistes » du Parti québécois aux élections provinciales de septembre 1989, devait donc obtenir satisfaction. Et voir enfin reconnu le statut de « société distincte » qu'il réclame depuis près d'un siècle en vertu de ses particularités linguistiques et culturelles. En « échange », le vote tenu d'adhérer lui aussi à la Constitution canadienne, rapatriée de Londres sans son aval en 1982.

De leur côté, les trois provinces anglophones récalcitrantes (Manitoba, Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve) qui s'opposaient depuis des mois à la reconnaissance officielle du statut spécial de la « Belle Province » se sont finalement rendues aux arguments de l'armée de juristes appelés à la rescousse pour dénouer la crise : le nouveau statut du Québec aura la même valeur juridique – mais pas plus – que la Charte des droits et libertés du Canada, adoptée également en 1982 et qui régit les rapports entre les autres provinces.

En théorie, donc, tout est réglé, et le fameux traité du « lac Meech », monument de non-dit et d'ambiguïté signé en 1987 pour régler une bonne fois – sur le papier – les querelles constitutionnelles, va pouvoir être ratifié dans les temps, c'est-à-dire avant le 23 juin. Sans cela, le document serait devenu caduc et il aurait fallu tout reprendre de zéro.

Pourtant, à y regarder de plus près, au-delà des cris de victoire obligés d'un premier ministre fédéral déjà en perte de vitesse auprès de ses électeurs et qui se serait bien passé de ce psychodrame constitutionnel, c'est plutôt un constat d'accord sur les désaccords qui vient d'être dressé. Du reste, le document « final » va devoir être élaboré et discuté pied à pied, donnant lieu peut-être à de nouvelles nuits de négociations.

Il n'en reste pas moins que M. Mulroney a raison de se féliciter. Menacé d'éclatement, la confédération canadienne, qui depuis sa création en 1867 n'a toujours pas surmonté sa « double » crise d'identité, s'est rassurée. Car, si les Canadiens aiment se faire peur, ils ont toujours jusqu'ici – réalisme économique aidant – opté pour la continuité. Le mariage, entre francophones et « maudits Anglais » n'a jamais été parfait, mais en refusant de le dénouer, ce pays, toujours inachevé, a montré sa maturité.

M 0146 - 611 0 - 6 00 F



Un vote du Parlement présidé par M. Eltsine

La Russie affirme la primauté de ses lois par rapport à celles de l'Union soviétique

Le principe de la primauté des lois de la fédération de Russie sur celles de l'Union a été voté vendredi 8 juin par le Parlement de Russie.

M. Boris Eltsine, nouveau président du Parlement de la fédération, a cependant confirmé

que des contacts étaient en cours entre son entourage et celui du président soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, qui a évoqué publiquement la nécessité d'une « entente nationale » entre partisans de la perestroïka et réformistes radicaux.

MOSCOU

de notre correspondant

M. Eltsine a indiqué, vendredi 8 juin, devant le Parlement de Russie, que son entourage était actuellement en contact avec celui de M. Gorbatchev et qu'il pourrait « peut-être » avoir un entretien dès la semaine prochaine avec le président soviétique.

Le président de la Fédération de Russie n'a pas donné de détails sur ces tractations dont le Monde avait révélé l'ouverture (nos éditions datées du 6 juin). Mais le fait même qu'il se soit

décidé à les rendre publiques indique à lui seul qu'elles progressent vers un rapprochement politique entre les deux hommes. Au cours de la conférence de presse qu'il donnait sensiblement à la même heure avec M. Thatcher, M. Gorbatchev a d'ailleurs usé à propos de M. Eltsine d'un ton nettement plus conciliant et a implicitement appelé surtout à l'unité des forces réformatrices.

« Ce qui me désolait, m'inquiétait le plus, serait, à l'étape actuelle de profonds changements de notre société, une division des forces démocratiques, des forces de la perestroïka, de toutes les

forces saines de la société », a-t-il ainsi déclaré après avoir affirmé qu'il pourrait « souscrire à beaucoup de ce qu'a dit, ces derniers jours, M. Eltsine ». Chaque mot était évidemment pesé, et l'affirmation de cette adéquation entre forces démocratiques et perestroïka vaut page d'adoubement pour M. Eltsine et l'ensemble de ses partisans regroupés sous l'étiquette de « Russie démocratique ».

BERNARD GUETTA

Lire la suite page 3 et nos informations sur les affrontements en Asie Centrale

SMIC et bas salaires

M. Rocard fait pression sur le patronat

M. Michel Rocard a proposé aux partenaires sociaux, vendredi 8 juin, de se mettre d'accord avant la fin juin sur un calendrier de négociations à propos des bas et moyens salaires. Le gouvernement fixera le niveau de revalorisation du SMIC au 1^{er} juillet en fonction des engagements pris par le patronat.

Donnant donnant : le gouvernement est disposé à ne procéder qu'à un ajustement modéré du SMIC au 1^{er} juillet mais à condition que, dans chaque branche professionnelle, le patronat joue véritablement le jeu de la négociation. M. Michel Rocard, qui avait tenu vendredi 8 juin à considérer lui-même la réunion de la Commission nationale de la négociation collective, a mis le CNPF au pied du mur. Fort de l'appel lancé à Auxerre le 29 mai par le président de la République en faveur des bas et moyens salaires, le premier ministre a chargé M. Soisson, ministre du travail, d'adresser aux présidents

des fédérations patronales de branche une lettre afin qu'ils réunissent les syndicats avant le 1^{er} octobre.

Le 26 juin, les partenaires sociaux devront s'entendre sur un relevé de conclusions. En cas d'échec, la hausse du SMIC au 1^{er} juillet serait supérieure à celle du salaire moyen. Alors que le CNPF a réclamé un délai de réflexion, les syndicats se sont déclarés favorables à la méthode employée par le premier ministre, même s'ils souhaitent une hausse substantielle du SMIC.

Lire page 15 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND

Coalition de droite en Israël



« Les ininterminables marchandages sur le nouveau gouvernement ont étouffé le débat politique », par notre correspondant en Israël, ALAIN FRACHON.

« L'intransigence de M. Shamir et des Palestiniens « radicaux » réduit à néant les efforts de paix de Washington », par notre correspondant aux Etats-Unis, JAN KRAUZE.

Lire page 4

Un entretien avec M. Walesa

« Je veux qu'un véritable pluralisme s'installe en Pologne »

GDANSK

de notre envoyé spécial

« Vous vous agitez beaucoup ces derniers temps, vous intervenez souvent, parfois de façon autoritaire, par exemple en limogeant le secrétaire des comités civiques Henryk Wujec, ou encore en menaçant de renvoyer Adam Michnik, le directeur de Gazeta ».

« Il n'y a pas de divergences entre moi et Adam Michnik, seulement une appréciation différente de la situation en Pologne, de l'édification de son avenir. Il est inadmissible qu'ayant liquidé notre adversaire, les communistes, nous nous installions à leurs postes. Il faut construire le pluralisme. C'est ce que je passe aujourd'hui, en partie ce qui s'est passé quand Lénine et Staline construisaient leur régime. Nous sommes restés seuls sur le champ de bataille, le gouvernement n'a plus d'opposition, mais il n'a pas de

base. Certains essaient à tout prix de préserver l'union. Ils affirment que cela est indispensable, que la Pologne est pauvre et que nous devons rester unis. Ce sont de beaux slogans, mais à mon avis ils sont erronés. L'union est indispensable dans la lutte. Elle est facile face à un adversaire. L'union dans le travail quotidien est impossible. La société est divisée. Il faut donc permettre à chacun d'y trouver sa place. Actuellement j'ai le sentiment que nous cherchons, comme jadis dans le parti, à conserver de force un bloc uni. C'est dangereux. C'est pourquoi je veux casser ça. Je veux qu'apparaissent une gauche, une droite, un centre. Je veux que s'installe en Pologne, que nous soyons enfin un pays normal, et pas une configuration artificielle et dangereuse.

Propos recueillis par GABRIEL MERETIK Lire la suite page 3

Mondiale : ouverture à contre-pied

En battant les Argentins, champions du monde sortants, les footballeurs camerounais ont ravi les supporters italiens

Vendredi 8 juin à Milan, lors du match d'ouverture de la Coupe du monde de football, à laquelle il participait pour la deuxième fois, le Cameroun a battu contre toute attente l'Argentine (1-0), championne du monde en titre.

MILAN

de notre envoyé spécial

Miracle à Milan : en ce vendredi saint pour tous les fervents du ballon, ven d'or des temps modernes, en ce vendredi soir, premier soir d'un mois de folie planétaire et pas ordinaire, Milan avait pris pour couleur de fête le

noir. Les tifosi étaient Camerounais. Les Italiens étaient Africains. Oui, il avait suffi de six quarts d'heure, d'un petit but et de neuf bonshommes ingénus pour réussir ce miracle-là, qui ne fut pas que sportif.

En ce premier vendredi de Mondiale, on pouvait un instant oublier la déferlante des skin-headers, au poil ras et idées courtes, qui menacent lourdement l'épreuve, et ne plus se souvenir que, chaque dimanche ordinaire, Milan aussi, dans son fastueux club de l'Inter, sélectionne ses racistes, pour oser rêver que cette planète foot serait belle sans les hors-jeux de la race ou les filets de l'intolérance.

DANIEL CARTON Lire page 9 la suite ainsi que l'article de JEAN-JACQUES BOZONNET

Le Monde

NUMERO HORS SERIE

DE GAULLE

« C'était à moi d'assumer la France »

Un numéro hors série du Monde, pour revivre l'aventure exceptionnelle d'un grand homme d'Etat.

30 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LA L'ETRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 700 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 8 F ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 180 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KSE ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 1,75 \$; USA (autres), 2 \$

ÉTRANGER

BULGARIE : le premier tour des élections législatives

L'opposition a marqué des points en fin de campagne

L'opposition bulgare semble avoir redressé la barre à la veille du premier tour des élections législatives, qui se déroulent dimanche 10 juin. Galvanisée par le succès de son dernier meeting national jeudi à Sofia, elle a notamment marqué des points contre le Parti socialiste (ex-communiste) dans le débat télévisé qui a opposé vendredi soir les chefs des trois principales forces politiques.

SOFIA

de notre envoyée spéciale

Certains responsables de l'Union des forces démocratiques (UFD), la coalition qui regroupe seize formations d'opposition, sont convaincus qu'un renversement de tendance s'est produit en leur faveur dans les tout derniers jours de la campagne électorale et que « l'effet Chanorro » allusion à la victoire de l'opposition au Nicaragua, plutôt que le « facteur roumain », pourrait finalement prévaloir dimanche en Bulgarie.

Si l'on en juge par la soirée télévisée qui a clos officiellement la campagne, vendredi soir, il est clair que l'espoir et la conviction sont dans un camp, celui de l'opposition, plutôt que dans celui du Parti socialiste (PSB), au pouvoir sous le nom de Parti communiste depuis quarante-cinq ans. Les deux dernières émissions électorales présentées en début de soirée par chacune des deux formations furent révélatrices à cet égard. L'UFD a simplement passé un reportage d'un quart d'heure sur son meeting géant de jeudi, qui avait réuni, pendant plusieurs heures et dans une ambiance émouvante, plusieurs centaines de milliers de personnes sans l'ombre d'un incident. Le PSB en revanche est retombé dans des procédés staliniens de haine et de calomnie comme si, paniqué à l'idée d'une défaite éventuelle, il tirait ses dernières cartouches.

On a pu ainsi voir dans le spot du PSB des images mêlant les extraits d'un film sur les jeunesse hitlériennes, croix gammées à l'appui, et le portrait du jeune et populaire leader des étudiants indépen-

dants, Emil Kichloukov, ancien député politique devenu l'un des organisateurs de la campagne de l'UFD. Suivaient alors une série d'accusations à l'égard du jeune homme, comme celle de n'avoir pas reconnu un enfant illégitime - nom de la mère fourni en prime, - de s'être compromis en prison, ou d'avoir fait dépenser à l'UFD « 1,3 million de dollars en propagande au lieu d'acheter des médicaments »...

Débat civilisé

Le premier ministre, M. Andreï Loukanov, objet ces derniers temps d'attaques sur sa fortune personnelle dans la presse d'opposition, a ensuite, et très sérieusement, déploré les bassesses dans lesquelles l'opposition avait fait tomber la campagne électorale.

Le débat auquel ont participé aussitôt après, en direct, MM. Alexandre Lilov, président du PSB, Jelio Jeleu, président de l'UFD, et Viktor Valkov, chef de l'Union agrarienne, fut beaucoup plus civilisé et d'un bon niveau : ce ne fut pas un simple échange de

monologues mais un vrai débat, les questions de fond y furent abordées. M. Jeleu, philosophe doux et tranquille qui peut manquer de charisme devant une foule, se montra là à son avantage, fin et tolérant, sans jamais manquer sa cible, alors que M. Lilov donnait l'image du communiste classique, sans agressivité mais gêné par la nature même du débat.

Au PSB, qui joue à fond sur l'image du rassembleur, promettant de former un gouvernement d'union nationale pour sauver la Bulgarie, M. Jeleu répondit clairement pourquoi son mouvement ne gouvernerait pas avec le PSB : « Ce parti a encore trop de péchés, a-t-il dit : lorsqu'il se sera scindé, alors nous pourrions nous allier à certains éléments, séparés des staliniens et des jivkovistes. »

Quant au chef de l'Union agrarienne, parti asservi au PC jusqu'à il y a quelques mois, il se plaignait discrètement mais sûrement dans le camp de l'opposition. Le message de cette dernière semble avoir déjà conquis Sofia : aura-t-il porté jusque dans les campagnes bulgares ? Réponse lundi.

SYLVIE KAUFFMANN

Un entretien avec M. Lech Walesa

Suite de la première page



PANCHO

Aujourd'hui la menace n'est pas si grande car nous avons des gens magnifiques comme Michnik, Gromek, Mazowiecki et en partie Gorbachev. Ce n'est pas dangereux. Mais d'autres viendront après nous. D'autres profiteront de cette union, de ce « Front d'union nationale » car ce n'est rien d'autre. D'autres en profiteront et nous ferons à nos enfants un tel enfer que nos enfants nous maudiront encore plus que nous ne maudissons les communistes. C'est pourquoi j'essaie d'amorcer en Pologne un mouvement de partage, pas du pays, pas de la Pologne, un partage pluraliste, créateur.

- Et comment voyez-vous ce partage ?

- Pour l'instant, je me suis engagé dans une remise en ordre qui me paraissait nécessaire. Il est inadmissible que Henryk Wujec soit à la fois dans les comités civiques et dans le groupe parlementaire (Le Monde du 6 juin). Il faut que nous apprenions, en Pologne, à « partir ». Aux États-Unis, quand le président doit quitter la Maison Blanche, il n'est sans doute pas très gai, mais il trouve cela normal. Chez nous, quand on a installé quelqu'un à un poste, il est impossible de l'en déloger. C'est comme mon différend avec Michnik. Adam est mon ami. Je l'aime beaucoup. Mais quand je l'ai désigné à la tête de Gazeta, c'était pour les élections, pour la campagne électorale. Depuis, les choses ont évolué. Et maintenant, j'apprends que son journal est tenu par une société anonyme, une société commerciale. Ma désignation n'est donc plus valable. Qu'il me rende son poste, ou qu'il se fasse nommer par sa société, mais en tout cas il ne doit plus utiliser le sigle de Solidarité qui n'appartient qu'au syndicat.

- Comment voyez-vous le paysage politique du pays ?

- On nous dit qu'en Pologne les gens ne veulent pas de partis politiques. Ils n'en veulent pas parce que Solidarité n'en veut pas. Parce que nous empêchons leur formation. Même si nous continuons à dire que nous sommes les meilleurs, que nous nous y connaissons le mieux, que nous l'avons prouvé pendant des années, nous, c'est-à-dire Gromek, Mazowiecki, Kuron, Michnik, moi, nous avons prouvé que nous savons lutter. Cela n'est bon pour un temps, celui du combat, mais plus maintenant. Si cela devait continuer cela serait très mal pour la Pologne. Même l'Albanie nous devancerait. Les gens disent qu'il est difficile d'avoir cent partis et d'aller aux élections. Au début, c'est difficile. Mais si ces cent partis ont chacun ne serait-ce que cent adhérents, vous avez déjà 10 000 personnes qui sont engagées dans une lutte politique, qui se sentent impliquées.

« Je ne rêve que d'aller à la pêche... »

Or nous, qu'avons-nous fait ? Une élite à tout prix, moi en tête, comme si les autres ne comptaient pas. Si nous continuons à leur dire « laissez nous faire », cela risque d'être très dangereux pour la Pologne. Il faut accélérer une plus grande participation des citoyens à l'exercice du pouvoir. Il faut favoriser l'apparition de nouveaux partages politiques, gauche, droite, ou encore, comme en Europe, entre des partis chrétiens-démocrates et social-démocrates. Maintenir Solidarité est une mauvaise chose. Solidarité, aujourd'hui, c'est comme jadis le Front d'union nationale. Pour l'instant pas encore entaché, mais dans deux ans le mouvement sera sali. Je ne le veux pas. Nous sommes si joyeusement battus, nous avons vécu d'une si belle façon. Pourquoi abîmer ce beau drapeau ? Rangons-le tant qu'il est intact, préservons-le. Ne le laissons pas à Gzeta qui devient un torchon, ou qui le deviendra tôt ou tard, quand Michnik sera parti. Mettons ce beau drapeau de Solidarité à l'abri, ne le laissons pas salir. Il servira à nos enfants le jour où ils se battront contre nous.

- Quel est votre objectif ?

- Aller à la pêche.

- Pourquoi ?

- Je suis un centriste. Plutôt du centre, un peu à droite. Car je suis de ce peuple... chrétien. Je n'ai aucune expérience des partis. J'aurais pu faire de Solidarité un parti, le plus grand. Je peux d'ailleurs toujours le faire. J'en suis capable. Et tous les autres en seraient estomaqués. Mais une fois de plus, on dirait que j'ai fait quelque chose de grandiose. Or moi je ne veux pas passer pour un grand homme. Je veux seulement bâtir une grande Pologne. Je n'ai pas d'ambitions politiques, je veux uniquement remettre de l'ordre en Pologne. Cela fait vingt-cinq ans que je mène mon combat. Je ne veux pas que dans vingt-cinq ans, mon nom soit maudit. Il y a trop de combines sordides autour de Solidarité et de certains groupes. Et tout ça parce qu'il n'y a pas de pluralisme.

- L'Union du centre a lancé votre candidature comme président...

- Ils veulent se singulariser. C'est pourquoi ils ont avancé cette affaire de présidence et mon nom. Moi, je n'y suis pour rien. Je n'y ai pas participé. Bien sûr ce sont des amis, et le centre m'est très proche, je suis un centriste, je ne dirige absolument pas ce mouvement, je n'y participe pas, mais je me félicite de son existence car cela renforce le pluralisme. Je ne veux vraiment pas être président. Je suis trop agité, trop actif. Mais le destin me jouera un sale tour. Il y aura tant de divergences, tant de conflits que j'y serai obligé. Personne ne sera assez fort pour m'arrêter. Je suis capable d'avoir la majorité et je devrai le faire. Mais sincèrement, je ne rêve que d'aller à la pêche.

M. Mazowiecki « fait de son mieux »

- Etes-vous toujours en guerre avec le gouvernement de Mazowiecki ?

- J'ai employé le mot de guerre au sens figuré, au sens d'une lutte démocratique parlementaire. Le mot a été sorti de son contexte.

- J'ai soutenu Mazowiecki, je le soutiens, je vais continuer à le soutenir, parce qu'il ressemble à la Pologne. Fatigué, exténué, déformé, il a du mal à respirer, comme la Pologne. En même temps c'est un homme que l'on ne peut pas ne pas aimer. D'une grande honnêteté, d'une grande fidélité. C'est pourquoi je vais le soutenir, mais sans renoncer à le critiquer. En tant que syndicaliste je vois les choses différemment, et sur certains points je suis totalement en désaccord. Mais dans la plupart des cas je serai pour lui car il fait de son mieux. (1)

- Faut-il aider M. Gorbachev ?

- Je pense que Gorbachev est un phénomène de son temps. Comme l'a été Solidarité ou Walesa. En ce sens, Gorbachev est un phénomène. Les uns disent que c'est une maladie du système, les autres que c'est une preuve de santé, et du système, et de son époque. Les deux appréciations sont correctes. Cela dépend seulement du point de vue de celui qui parle. Ce qui est sûr, c'est que chaque successeur devra faire un nouveau Gorbachev, devra faire la même chose que lui, mieux ou moins bien, plus ou moins vite, à moindre coût ou au prix de plus d'efforts. Mais à moins d'un cataclysme, personne ne pourra arrêter cette évolution.

Propos recueillis par GABRIEL MERETIK

(1) Cet entretien a été réalisé mercredi 6 juin à Gdansk, c'est-à-dire quelques jours après l'interview accordée par Lech Walesa à l'hebdomadaire Solidarnosc. Interview dans laquelle il attaquait violemment M. Mazowiecki (Le Monde 4 juin).

Selon Siméon II, l'ancien « roi-enfant »

Le communisme « est l'une des pires erreurs que l'homme ait jamais commises »

LONDRES

de notre correspondant

On n'avait pas beaucoup entendu parler de lui jusqu'ici, et pour cause. « J'ai évité les médias pendant des années. A quel servent les mots qui ne sont pas suivis d'action ? Et puis j'étais convaincu que je ne vivais pas de mon vivant une Bulgarie démocratique. » Ainsi s'exprime Siméon II, l'ancien roi des Bulgares, qui régnait de 1943 à 1946 alors qu'il n'était encore qu'un enfant. L'approche des élections des 10 et 17 juin à l'Assemblée constituante - les premières élections libres dans son pays depuis plus de cinquante ans - l'a décidé à sortir de sa réserve. Mais il reste prudent, refusant de citer le nom d'un parti ou d'une personnalité dont il se sentirait proche. Il remarque en souriant que la monarchie a permis le passage du totalitarisme à la démocratie en Espagne, parce que le roi Juan Carlos s'est situé au-dessus des partis.

Sa condamnation du communisme est sans appel. Il s'agit d'une des pires erreurs que l'homme ait jamais commises,

d'une « folie qui a coûté la vie à des dizaines de millions de personnes ». Mais il n'est pas très précis sur l'avenir. La monarchie constitutionnelle, à la belge ou à l'espagnole, a évidemment ses préférences. Mais il estime que ses concitoyens doivent choisir eux-mêmes les autorités bulgares ? Oui, mais il estime qu'il n'a pas à leur demander la permission de rentrer, étant resté citoyen bulgare.

« Un référendum trépidant »

Seigneur Siméon II attend visiblement le résultat des élections. Il est plus précis en ce qui concerne le futur statut international de son pays. Il souhaite pour celui-ci une sorte de neutralité. « On dit parfois que la Bulgarie est la Prusse des Balkans. Je préférerais qu'elle devienne la Costa-Rica », explique-t-il, faisant allusion au seul pays d'Amérique centrale qui n'ait pas d'armée.

Siméon II est né en 1937 à Sofia. Son père, Boris III, monta

sur le trône en 1918, avait pactisé avec Hitler, laissant les troupes allemandes pénétrer sur son territoire, mais avait refusé d'envoyer son armée sur le front de l'Est. Il est mort brutalement le 28 août 1943 au retour d'une entrevue tumultueuse avec Hitler. Siméon a succédé immédiatement à son père. Il a donc été un « roi-enfant », en pleine guerre. Son oncle le prince Cyrille, qui assurait la régence, et la plupart des dignitaires du régime ont été exécutés par les communistes après leur coup d'Etat de septembre 1944. La monarchie a été abolie deux ans plus tard « par un référendum truqué », et le jeune roi, qui affirme n'avoir jamais abdiqué, est parti en exil, en Egypte, puis en Espagne, où il réside toujours. Devenu un homme d'affaires prospère, il parcourt l'Europe en maintenant le contact avec ses compatriotes exilés, convaincu que l'idée monarchique a le temps de faire son chemin : « Après quarante-trois années d'exil, ce n'est pas une année de plus ou de moins qui importe... »

DOMINIQUE D'HOMBRES

URSS : plus de cent morts en une semaine en Asie centrale

Le président de l'Ouzbékistan demande l'aide de Moscou

Le président de l'Ouzbékistan, M. Islam Karimov, a demandé l'aide de Moscou pour mettre un terme aux affrontements entre Kirghizes et Ouzbeks, dont le bilan s'est encore accru : 102 morts depuis lundi, 436 blessés et 350 maisons incendiées, indiquait-on officiellement samedi 9 juin. M. Karimov avait proclamé jeudi l'état d'urgence dans les régions de sa République

proches de la Kirghizie, où les affrontements avaient commencé et où le couvre-feu avait déjà été proclamé (nos dernières éditions du 9 juin).

« Il y a un danger réel que les événements dans la région de Och (en Kirghizie) dégénèrent en conflit entre les deux Républiques », affirme M. Karimov dans son message adressé au président Mikhail Gor-

bachev, cité vendredi par l'agence Tass. L'agence précise que le président ouzbek « demande dans ces conditions l'assistance de l'URSS tout entière, y compris du ministère de la défense ».

A Moscou, un porte-parole du ministère de l'Intérieur a précisé que dans la ville ouzbèke d'Andijan, quelque 10 000 personnes cherchaient à forcer les cordons de sécuri-

rité pour se rendre en Kirghizie porter secours à des parents et que sept personnes y avaient été tuées.

A Frounze, capitale de la Kirghizie, soumise au couvre-feu, plusieurs milliers de personnes rassemblées vendredi se sont dispersées sans incidents après avoir entendu un mollah appeler au calme pour saluer la mémoire des défunts. (AFP)

de lois qui porteraient préjudice à la fédération », a-t-il au contraire déclaré avec force. C'était dire que rien n'était encore fait, puisqu'il ne s'agit que d'un premier vote qui demande confirmation et sur lequel passeront sans aucun doute les parlementaires en cours. Sur le fond, M. Gorbachev sait cependant que cette « souveraineté » de la Russie bénéficie d'un soutien populaire assez massif pour que le quotidien du ministère de la défense décrive samedi matin avec enthousiasme l'ovation qui a accueilli au Parlement la proclamation des résultats du vote (544 voix contre 271).

Comme dans toutes les autres Républiques, la souveraineté de la Russie sera affirmée pour la double raison que cette notion sous-tend tous les textes de réforme des rapports entre le centre et la périphérie et que le mot a été pris au mot. Comme le souligne M. Ambartsumov dans son article, il n'y a rien là de catastrophique ni pour l'URSS ni pour M. Gorbachev. La première ne s'en portera que moins mal et le second n'a plus de cette manière qu'à

entériner un état de fait pour parvenir à la définition de ce nouvel « accord d'union » pour lequel il s'était prononcé il y a plus d'un an, et dont la conclusion aurait été sans M. Eltsine beaucoup plus longue et compliquée.

Reste que ce jeu s'installe, que c'est là un succès et non pas un échec des réformes, et qu'à l'heure où s'annonce le grand compromis international sur l'Allemagne le tableau général de l'URSS n'est pas si sombre qu'on pourrait, trop rapidement, le penser.

BERNARD GUETTA

La Russie affirme la primauté de ses lois

Suite de la première page

Publiquement aussi, M. Gorbachev vient de se déclarer par ces phrases en faveur d'une alliance avec sa gauche - celle à laquelle travaillent depuis plusieurs semaines ses plus proches conseillers, qui aimeraient parvenir, à terme, à la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Souveraineté russe

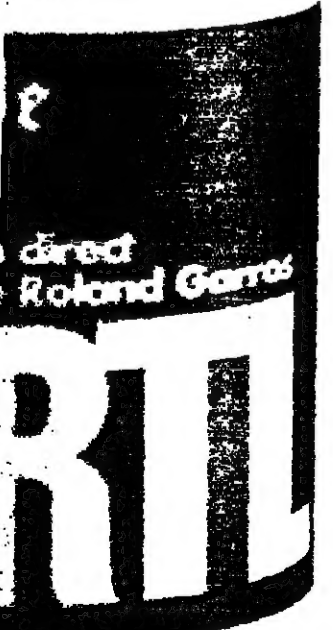
Cela ne signifie ni que cette alliance soit déjà conclue ni qu'elle le sera obligatoirement, mais, signe des temps, le président soviétique a utilisé, vendredi, à deux reprises, l'expression d'« entente nationale ». Le Parlement russe a, de son côté, chargé son président, M. Eltsine, de

prononcer une allocution télévisée pour appeler « les peuples » de la Fédération à l'« accord civique » et à la « consolidation », un mot clé du vocabulaire gorbachevien.

« Si l'on avait pas Eltsine, Gorbachev ne devrait-il pas l'inventer ? », demande en conséquence dans le dernier numéro de l'« Express » M. Ambartsumov, député de Russie, et l'un des principaux figures intellectuelles du milieu réformateur. Qu'il en soit ou non déjà convaincu, le président soviétique s'est en tout cas totalement abstenu vendredi de critiquer le vote par lequel le Parlement de Russie a affirmé la primauté des lois et de la Constitution russes sur celles de l'Union.

« Je suis sûr à cent pour cent que ni le congrès (de Russie) ni son (futur) Soviet suprême n'adopteront

ée rouge



EUROPE

RFA : divisions au sein du SPD

M. Oskar Lafontaine pourrait retirer sa candidature à la chancellerie

BONN
de notre correspondant

M. Oskar Lafontaine, candidat désigné du Parti social-démocrate (SPD) à la chancellerie, pourrait renoncer à briguer la place du chancelier Helmut Kohl lors des élections du mois de décembre au Bundestag. M. Lafontaine estime que le traité d'Etat signé le 18 mai à Bonn entre la RFA et la RDA est un acte de trahison. Il ne prévoit pas suffisamment de mesures destinées à préserver l'emploi en RDA. A son avis, le passage d'un système d'économie planifiée à une économie de marché, tel qu'il est prévu dans le texte, est trop rapide.

Vendredi 8 juin, la plupart des députés du SPD ont toutefois annoncé leur intention de voter le texte lors de ses différentes lectures au Bundestag, arguant du fait que le SPD porterait une très lourde responsabilité aux yeux de la population est-allemande s'il venait à repousser ce traité essentiel pour la future union politique des deux Etats.

M. Lafontaine, qui se remet chez lui à Sarrebruck de l'attente dont il a été victime le 25 avril à Cologne, suggère que les députés SPD rejettent le texte lors de son passage au Bundestag, et l'approu-

vent au Bundesrat. Depuis les élections en Rhénanie-du-Nord-Westphalie et en Basse-Saxe, le SPD est en effet majoritaire à la Chambre basse du Parlement de Bonn.

«Frères ennemis»

Le président du SPD, M. Hans-Jochen Vogel, et plusieurs autres responsables du parti, n'ont jamais montré un grand empressement à épouser la thèse de M. Lafontaine dans le débat sur la ratification du traité.

M. Vogel a rencontré récemment le chancelier Kohl pour évoquer les griefs du SPD contre le traité d'Etat, mais M. Lafontaine n'a pas été associé aux négociations qui se sont ouvertes ensuite. Dimanche, les deux hommes, que la presse conservatrice présente comme «frères ennemis du SPD», M. Vogel et M. Lafontaine, devaient se rencontrer à Sarrebruck pour tenter d'adopter une position commune. Jeudi prochain, les présidents des quatre grands partis, MM. Kohl (CDU), Waigel (CSU), Lambdorff (FDP) et Vogel (SPD) doivent se retrouver une ultime fois pour débattre du traité d'Etat avant sa ratification par le Parlement. — (Inérim)

ALBANIE

Incident à l'ambassade de France à Tirana

Selon des informations en provenance de Tirana, un incident s'est produit le mercredi 30 mai vers 21 h 30 à la résidence de l'ambassadeur de France en Albanie, où un ressortissant albanais venait de se présenter pour réclamer, semble-t-il, l'asile politique. L'ambassadeur ayant ouvert lui-même la porte de sa résidence pour accueillir le visiteur, un groupe de policiers intervint avec brutalité pour se saisir de ce dernier. Une bousculade se produisit alors, au cours de laquelle l'ambassadeur et sa femme auraient été sérieusement malmenés.

La réalité de cet incident n'est pas démentie au Quai d'Orsay, où l'on fait observer que des demandes d'asile se sont présentées ces derniers temps dans plusieurs ambassades occidentales à Tirana. On s'abstenait toutefois samedi matin 9 juin de tout commentaire officiel au sujet de cette information.

On observa que cette affaire, se produisant au moment où l'Albanie déclare vouloir adhérer à la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) — ce qui suppose qu'elle se conforme aux principes de cette organisation, en particulier en matière de respect des droits de l'homme.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CETTE SEMAINE DANS «LE MONDE»

LES ENTREPRISES

**ELF GABON
AVENIR HAVAS MEDIA
ASSOCIATION NEWTON AVENIR
TOTAL**
(Cie française des pétroles)

ont communiqué leur date d'assemblée générale.

Vous pouvez trouver toutes les informations nécessaires sur minitel. Tapez : 3615 LM puis AVIS

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : avant le débat d'investiture lundi à la Knesset

Les interminables marchandages sur le nouveau gouvernement ont étouffé le débat politique

M. Itzhak Shamir, premier ministre israélien sortant, devait présenter lundi 11 juin à l'investiture du Parlement le nouveau gouvernement de droite qu'il a réussi à mettre sur pied vendredi (nos dernières éditions du 9 juin). A moins de déflections de dernière heure, toujours possibles, M. Shamir devrait pouvoir compter sur une majorité de deux voix à la Knesset.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

L'affaire est passablement surréaliste : les Israéliens viennent de traverser la plus longue crise gouvernementale de leur histoire sans que la classe politique ait jamais les grands problèmes du pays, qui n'en manquent pourtant pas. Cette crise avait pourtant été provoquée par une vraie question, un conflit de fond entre la droite et la gauche : fallait-il s'engager dans une négociation avec des personnalités des territoires occupés fidèles aux consignes de l'OLP, et dont l'appui est indispensable si l'on prétend, comme le voulait le gouvernement d'union nationale Likoud-travailliste, organiser des élections en Cisjordanie et à Gaza ? Les travaillistes de M. Shimon Pérès répondirent «oui», comme le souhaitaient les Etats-Unis, cependant que le Likoud de M. Itzhak Shamir refusait de franchir ce pas.

Formée à l'issue du scrutin indirect de novembre 1988, la majorité d'union nationale n'a pas résisté, et ses deux composantes se séparèrent sur cette question. Seulement, durant les trois mois de crise qui ont suivi, la question fut enterrée, le débat politique étouffé, inexistant. Les citoyens de l'Etat hébreu — et les Palestiniens

des territoires — ont assisté à une série d'interminables tractations portant exclusivement sur des sujets «ennuyeux» : répartition des portefeuilles ministériels, attribution des subventions à telle ou telle formation religieuse, négociation des places sur la liste des grands partis dans la perspective des prochaines élections.

Au mieux, on a débattu de la nécessité de renforcer la législation prohibant la vente de la viande de porc, quand les territoires étaient au bord de l'explosion ; ou d'octroyer un droit de préservation du repos sabbatique, quand les relations avec l'allié américain traversaient une phase des plus délicates. Ce jeu-là a mobilisé toute l'énergie des politiques. Il a donné lieu à de peu reluisantes transactions voire à des déflections d'un camp à l'autre de l'échiquier en fonction des promesses faites ici ou là. Des vrais enjeux, des enjeux qui s'accumulent à l'horizon régional, de l'intifada et de l'avenir des relations avec les Etats-Unis, il n'a pas été question, pas plus, d'ailleurs, que de la vague d'immigration des juifs soviétiques.

Seul a compté l'obscur marchandage parlementaire devant permettre à l'un ou l'autre des grands partis de gagner à son camp suffisamment de petites formations pour établir une majorité. Il a en été ainsi jusqu'à ce que M. Shamir surclassa M. Pérès dans l'exercice et arriva, tant bien que mal, à assembler, vendredi 8 juin, une coalition dite restreinte.

Elle va de l'extrême droite aux partis religieux et doit encore subir l'épreuve du débat d'investiture, lundi prochain à la Knesset, avant qu'un gouvernement de même couleur entre réellement en fonction. S'il voit le jour, il aura pour objectif prioritaire, a dit M. Shamir, de préparer l'immigration des juifs soviétiques ; il reprendra le projet d'élections dans les territoires — mais à des conditions inacceptables pour les Palestiniens ; il

refusera toute négociation avec l'OLP et entend développer les implantations en Cisjordanie et à Gaza.

Une coalition mal accueillie

D'ores et déjà, c'est un gouvernement mal accueilli, unanimement. La presse n'avait pas de mots assez durs pour dénoncer un jeu institutionnel incapable de traduire les vrais débats et pour stigmatiser une classe politique dont les occupations n'ont plus grand chose à voir avec les préoccupations des Israéliens. Cette crise gouvernementale fut aussi une crise de régime. Haaretz observe que «les intérêts nationaux ont été délaissés» au profit de «tractations sans précédent relevant du chantage personnel ou de la défense d'intérêts partisans et catégoriels».

Le Yediot Aharonot n'est pas moins sévère : «Notre système politique, dit-il, est pourri jusqu'à la corde ; ce jeu d'ambitions personnelles et cette obsession du pouvoir nous conduiront à la ruine». Le Jerusalem Post rappelle que Manahem Begin «a quitté la scène politique lorsqu'il a senti que la charge du gouvernement était devenue trop lourde pour lui», et ajoute : «un bon nombre de responsables d'aujourd'hui, dans tous les partis, feraient bien de prendre exemple et de s'en aller».

Dans les sondages, la confiance de l'opinion à l'égard du système et de la classe politique n'a cessé de s'effondrer — évolution dangereuse qu'accompagne un début de réaction anti-parlementaire. Le président de l'Etat, M. Haim Herzog, se dit submergé par un courrier «sans précédent» où les Israéliens font part d'une exaspération croissante devant la faiblesse de ce théâtre politique ; les acteurs paraissent bien fatigués et la pièce bien pauvre en un moment crucial de l'histoire du pays. Si le gouvernement et

la Knesset entrent une nouvelle fois les multiples projets de réforme constitutionnelle, M. Herzog menacerait de passer outre et de désigner lui-même un «comité» chargé d'en débattre.

Le coup de déprime a gagné l'entourage de M. Shamir, et certains des plus proches collaborateurs du premier ministre ne cachent pas leur pessimisme. M. Dan Meridor voyait difficilement fonctionner un gouvernement si mal né ; M. Ehud Olmert ne lui assignait qu'un rôle très transitoire et observait que ces derniers jours «ne figuraient pas parmi les plus brillants de l'histoire politique du pays».

Pour se réjouir, il n'y avait que les «durs» du Likoud, ceux qui ont réussi à ébranler l'empire de M. Shamir sur le parti : M. David Lévy, qui se verra confier les affaires étrangères (en remplacement de Moshe Arens, promis à la défense) ; Ariel Sharon, à la réputation si contestée, qui prendrait la tête d'un super-ministère du logement avec la charge d'installer les nouveaux immigrants. La gauche, mal résignée à l'opposition, tout au moins, contre ce gouvernement «le pire et le plus dangereux qu'on puisse imaginer».

ALAIN FRACHON

Le chef du FDLP : sa (gouvernement de fous). — Le chef du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), M. Nayef Hawatme, prévoit «une intensification de la répression» dans les territoires occupés de la part du prochain gouvernement Shamir. «Ce gouvernement de fous, a-t-il dit, constitue la dernière arme en possession des occupants israéliens et de l'administration américaine que le peuple palestinien saura briser pour édifier son Etat indépendant». (AFP)

L'intransigeance de M. Shamir et des Palestiniens «radicaux» réduit à néant les efforts de paix de Washington

WASHINGTON

de notre correspondant

Les Etats-Unis sont-ils sur le point de renoncer de fait à leurs efforts de paix au Proche-Orient au moment même où Israël se dote d'un gouvernement plus intransigent que jamais à l'égard des Palestiniens ? L'équipe que M. Shamir est en train de constituer est aussi éloignée que possible des vœux de l'administration américaine, et le premier ministre israélien lui-même a tout fait ces derniers mois pour mécontenter la Maison Blanche. Mais c'est pourtant à cet homme, qu'il considère comme un obstacle à la paix, que M. Bush envisage de consacrer un royal cadeau d'introduction — la rupture du timide dialogue engagé depuis dix-huit mois entre les Etats-Unis et l'OLP.

Parmi les nombreuses conditions posées par Washington à l'ouverture de ce dialogue — à la fin de la présidence Reagan — figurait la reconnaissance «de l'existence», et, en dépit de critiques constantes qui lui étaient adressées par la plupart des grandes organisations juives américaines et les commentateurs pro-Israéliens, l'administration avait fait valoir depuis dix-huit mois que l'OLP avait tenu parole.

Mais l'attaque avortée de commandos palestiniens en direction de la côte israélienne, le 30 mai dernier, a placé l'exécutif américain dans une position délicate, dont il a voulu se tirer en formulant deux exigences : que Yasser Arafat condamne le raid et expulse son initiateur, Abou Abbas, des rangs de l'OLP. M. Arafat s'est expressément dissocié de l'opération mais il s'est abstenu de la condamner, et, à plus forte raison, d'expulser son organisateur, les statuts de l'OLP ne lui permettant d'ailleurs apparemment pas de le faire.

L'administration peut difficilement «oublier» les exigences qu'elle a elle-même formulées. Questionnées presque chaque jour à ce sujet, les responsables de l'exécutif s'efforcent donc de tempérer. Vendredi 8 juin, c'est M. Bush lui-même qui s'est livré à cet exercice difficile, en déclarant, à propos d'une éventuelle rupture avec l'OLP : «Nous discutons toutes ces questions, mais aucune décision n'a été prise, et je ne suis pas prêt à en annoncer une maintenant». Et même temps, le président américain a estimé que la tentative de débarrasement sur des plages israéliennes constituait «un acte de terrorisme».

On voit mal dans ces conditions

comment Washington pourrait différer très longtemps sa décision — qui pourrait être de «suspendre» le dialogue le temps que M. Arafat se plie aux exigences qui lui sont faites.

Suspension du dialogue avec l'OLP ?

Les responsables américains savent qu'ils risquent par là de ruiner définitivement ce qui reste du plan Baker qui devait poser les bases d'un dialogue entre Israéliens et Palestiniens. Et ils n'ignorent pas que Yasser Arafat, même s'il le souhaitait, pourrait très difficilement, dans le contexte politique et émotionnel actuel, faire ce que Washington requiert de lui.

D'abord parce que la tentative de débarrasement a eu lieu au lendemain d'une phase particulièrement sanglante de la répression dans les territoires occupés. Ensuite parce que les Etats-Unis ont fini par opposer leur veto à l'envoi d'une mission d'enquête du Conseil de sécurité des Nations Unies dans ces territoires, revenant apparemment sur un engagement tacite pris envers l'OLP. Enfin et surtout, parce que M. Arafat n'est en mesure de se prévaloir d'aucun résultat concret au terme de dix-huit mois de ce fameux «dialogue» avec les Etats-Unis, et qu'il lui faut donc à préserver sa propre position.

L'administration Bush souhaite de toute évidence éviter de laisser se développer une nouvelle vague d'anti-américanisme dans le monde arabe, qui se traduit, entre autres, par un déclin de l'influence de l'Egypte au profit de l'Irak, et elle n'en principe pas renoncé à promouvoir des efforts de paix : M. Bush lui-même l'a rappelé vendredi, en indiquant, à propos du nouveau gouvernement Shamir, qu'il était «prêt à travailler avec quiconque sera placé à la tête d'Israël». Mais, a-t-il ajouté, les Israéliens «connaissent notre position sur les négociations de paix, qui est ferme. Nous voulons qu'elles commencent».

Il est tout aussi vrai que le président américain est personnellement choqué par le sort fait aux Palestiniens, et en premier lieu aux enfants, et qu'il ne manque jamais une occasion de réitérer son opposition à la colonisation des territoires occupés — dont le nouveau gouvernement Shamir s'apprête apparemment à faire un objectif prioritaire.

En même temps, et quelle que soit

l'irritation causée à Washington par la politique israélienne, que ce soit à Gaza, à Jérusalem-est, en Afrique du Sud ou en Ethiopie, il semble que M. Shamir, et ceux qui le soutiennent aux Etats-Unis mêmes, soient une fois de plus parvenus, avec l'aide d'une faction palestinienne «dure», à paralyser la volonté du grand protecteur américain. Sans doute parce que cette volonté n'a jamais été très forte, alors que celle de M. Shamir l'est.

Rien n'est encore tout à fait joué, mais la prédiction formulée en privé, il y a un peu moins d'un mois, par un très haut responsable américain semble en passe de se réaliser : «Shamir, expliquait-il, va former une coalition étroite, avec l'appui des petits partis. Il est clair qu'il ne souhaite pas que son propre plan de paix aboutisse, mais il fera semblant de vouloir l'appliquer, tout en faisant trainer les choses. Et il compte qu'un moment où, à tout l'OLP, agira de manière telle que les Etats-Unis seront contraints de se réaligner sur les positions israéliennes».

En même temps, et quelle que soit

AMÉRIQUES

PÉROU : le second tour de l'élection présidentielle

Les instituts de sondage prévoient un résultat très serré

LIMA

de notre correspondant

A la veille du second tour de scrutin pour l'élection présidentielle du 10 juin, M. Alberto Fujimori (indépendant) ne conserve plus qu'un avantage infime sur M. Mario Vargas Llosa (FREDEMO, droite libérale). Selon les instituts de sondage, entre 2 et 5 points séparent les deux prétendants à la succession du président Alan García. Une différence de seulement quelques dizaines de milliers de voix, sur près de dix millions, et qui rendra vraisemblablement difficile la proclamation de résultats rapides. Pour départager les candidats d'un quasi ex æquo, il faudra s'en remettre au verdict officiel du tribunal électoral, prévu pour la fin juin. «Les statistiques nous indiquent un match nul, estime l'agence DATUM. L'empor-

tera celui qui effectuera un meilleur contrôle des urnes.» Au premier tour, les réclamations de ses représentants ont, semble-t-il, fait grimper de 2 à 3 points le score du parti officiel, en obligeant à l'annulation des procès-verbaux de bureaux entiers. «Il ne s'agit pas d'une fraude massive, ajoute DATUM, mais d'une petite manipulation.» Alberto Fujimori, qui

était crédité de 33 % des intentions de vote au lendemain du premier tour de scrutin du 8 avril, ce qui le plaçait à vingt points de l'écrasé, n'a cessé de perdre du terrain pendant la campagne pour le second tour. A l'appui, Mario Vargas Llosa a grignoté lentement le marais électoral urbain sur lequel reposait une partie de la clientèle de son adversaire.

NICOLE BONNET

DIPLOMATIE

Occidentaux feront de nouvelles tentatives de désarmement à l'Est

Les négociations de désarmement à l'Est de l'Europe ont repris, sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), à la fin du mois de mai. Les représentants des pays occidentaux ont réaffirmé leur engagement à poursuivre ces efforts, malgré les difficultés rencontrées. Ils ont souligné l'importance de la transparence et de la confiance mutuelle entre les parties. Les discussions porteront sur la réduction des armements conventionnels et sur la coopération en matière de sécurité humaine.

Le conseil de sécurité de l'ONU a également tenu une session à ce sujet. Les membres du conseil ont discuté des progrès réalisés et des défis qui restent à surmonter. Ils ont convenu de maintenir une pression constante sur les pays concernés pour qu'ils respectent leurs engagements.

Les médias ont largement couvert ces événements, soulignant l'importance stratégique de ces négociations. Les analystes estiment que, malgré les obstacles, les efforts de désarmement à l'Est pourraient aboutir à une réduction significative des armements dans la région.

Les négociations de désarmement à l'Est de l'Europe ont repris, sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), à la fin du mois de mai. Les représentants des pays occidentaux ont réaffirmé leur engagement à poursuivre ces efforts, malgré les difficultés rencontrées. Ils ont souligné l'importance de la transparence et de la confiance mutuelle entre les parties.

Le conseil de sécurité de l'ONU a également tenu une session à ce sujet. Les membres du conseil ont discuté des progrès réalisés et des défis qui restent à surmonter. Ils ont convenu de maintenir une pression constante sur les pays concernés pour qu'ils respectent leurs engagements.

Les médias ont largement couvert ces événements, soulignant l'importance stratégique de ces négociations. Les analystes estiment que, malgré les obstacles, les efforts de désarmement à l'Est pourraient aboutir à une réduction significative des armements dans la région.

Les négociations de désarmement à l'Est de l'Europe ont repris, sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), à la fin du mois de mai. Les représentants des pays occidentaux ont réaffirmé leur engagement à poursuivre ces efforts, malgré les difficultés rencontrées. Ils ont souligné l'importance de la transparence et de la confiance mutuelle entre les parties.

Le conseil de sécurité de l'ONU a également tenu une session à ce sujet. Les membres du conseil ont discuté des progrès réalisés et des défis qui restent à surmonter. Ils ont convenu de maintenir une pression constante sur les pays concernés pour qu'ils respectent leurs engagements.

DIPLOMATIE

Des offres de coopération de l'OTAN à l'URSS

Les Occidentaux feront de nouvelles propositions de désarmement à Vienne

TURNBERRY
de notre envoyé spécial

« Nous adressons à l'Union soviétique et à tous les autres pays européens un message d'amitié et de coopération », lit-on dans le « message » de Turnberry que les ministres des affaires étrangères des seize pays de l'alliance atlantique ont placé en préambule du communiqué publié à l'issue de leur réunion des 7 et 8 juin en Ecosse. Usant ainsi d'une terminologie inédite pour l'OTAN — celle du « partenariat », comme l'expose, non sans emphase, M. Manfred Woerner, le secrétaire général, — les Seize entendent formellement la guerre froide.

« Il faut encourager l'Union soviétique à adopter l'attitude la plus positive possible à l'égard de l'unification allemande », a noté M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, à l'issue de la réunion. De fait, au-delà des bons sentiments exprimés par brassées, l'Ouest n'a pas ménagé ses efforts et semble décidé à faire davantage encore pour convaincre Moscou d'ici au sommet que doivent tenir les trente-cinq pays de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), à Paris, probablement en décembre.

Afin de déboucher les négociations sur la réduction des forces conventionnelles en Europe (CFE), la priorité des priorités pour l'alliance, les Seize ont confirmé leur volonté de « bouger » dans le sens souhaité par l'URSS. « Nous restons prêts à tenir compte des intérêts que les autres participants font valoir et à examiner toutes les questions en suspens avec, donc, de part et d'autre, la volonté de parvenir à des compromis raisonnables. C'est pourquoi nous

avons chargé nos négociateurs à Vienne de définir des approches nouvelles pour arriver à des solutions mutuellement acceptables en ce qui concerne particulièrement les avions, les blindés et la vérification », indique le communiqué.

Les propositions chiffrées, apparemment, sont prêtes, ou même déjà transmises. S'agissant des avions, le pacte de Varsovie trouve insuffisant le plafond de 5 200 appareils proposé pour chacun des deux camps en février par l'OTAN; l'organisation atlantique accepterait de le fixer entre 6 000 et 6 500. L'Ouest serait également prêt à alléger le dispositif de vérification qu'il a proposé et qui est jugé trop lourd par l'URSS. L'offre d'une négociation sur les missiles nucléaires à courte portée basés à terre est confirmée et un groupe de travail à haut niveau sera bientôt mis en place pour définir la position de l'alliance. Mais, à l'évidence, les ministres, à l'approche des élections allemandes, n'ont éprouvé aucune envie de placer ce dossier sensible sur l'agenda.

Le nouvel ordre européen

Les chefs d'Etat et de gouvernement donneront les premières indications lors de leur rendez-vous de juillet à Londres sur la façon dont l'alliance envisage le renforcement et l'institutionnalisation de la CSCE. « Ce sera l'occasion pour l'URSS de retrouver sa place naturelle dans le nouvel ordre européen et d'échapper à son isolement précédent », a commenté M. Manfred Woerner.

Le paragraphe du communiqué concernant l'Allemagne exprime ce qui est aujourd'hui, vis-à-vis de

Moscou, la revendication principale de l'alliance : « Une Allemagne unifiée doit avoir le droit — reconnu dans l'Acte final d'Helsinki — de décider d'être, ou non — partie à un traité d'alliance. Il importe, selon nous, pour assurer la stabilité de l'Europe et répondre aux vœux exprimés par le peuple allemand, que l'Allemagne unifiée soit membre à part entière de l'alliance et de sa structure militaire intégrée, sans préjudice des prises de position concernant le non-déploiement des forces de l'OTAN sur le territoire actuel de l'Allemagne de l'Est. »

La proposition de l'alliance à ce sujet (l'un des neuf points de l'offre faite par M. Bush à M. Gorbatchev) ne vaut que pour une période de transition. Au-delà, il devient difficile de préjuger de la situation, sauf à remettre en cause la souveraineté de l'Allemagne, a expliqué M. Baker, ajoutant cependant que c'était là un sujet sur lequel les Soviétiques pourraient présenter des contre-propositions.

Au-delà de la négociation multiforme entre l'Union soviétique et l'Occident, qui va se poursuivre jusqu'au sommet de la CSCE, les ministres des affaires étrangères se sont préoccupés de la « rénovation » de l'alliance. Ils ont admis, comme le soulignait la France, mais aussi plusieurs partenaires européens, tels l'Italie, l'Espagne et la Belgique, que cette réforme devait être menée sous la conduite des ministres des affaires étrangères et ne pas se limiter à quelques retouches, mais concerner l'ensemble de la doctrine, des structures et du fonctionnement de l'alliance atlantique.

PHILIPPE LEMAITRE

En visite à Moscou

M^{me} Thatcher s'est montrée incrédule envers l'idée d'un système de sécurité paneuropéen

MOSCOU

de notre correspondant

Tandis que l'alliance atlantique offrait, de Turnberry, « amitié » et « coopération » à l'URSS, M^{me} Thatcher était vendredi 8 juin à Moscou, où elle a déclaré qu'il fallait fournir des « assurances » à M. Gorbatchev sur la question allemande.

Ainsi, le vaste effort diplomatique visant à dégarer un consensus international sur le futur statut de l'Allemagne se poursuit. L'essentiel — trouver les solutions concrètes — reste cependant à faire. M. Gorbatchev a précisé, vendredi, devant M^{me} Thatcher, sa manière de voir les choses.

L'essentiel pour lui, a-t-il dit au cours de la conférence de presse qu'il a donnée avec le premier ministre britannique, est que ne soit pas privilégiée une « option » de départ mais qu'on procède, au contraire, à « une recherche intensive [afin de] trouver la meilleure option, à même de satisfaire chacun et de contribuer [...] au développement des processus positifs en Europe ».

Un peu plus tôt au cours de ses entretiens avec M^{me} Thatcher, il avait souligné la nécessité d'une « approche originale » en déclarant : « Il ne faut pas avoir peur de ce que telle ou telle approche puisse sembler irréaliste, [car] l'expérience montre que des idées qui semblaient utopiques sont devenues, quelques années plus tard, des réalités ». Des « idées » sont en train de mûrir, de se former », a-t-il ajouté devant la presse, en répondant, sans autre précision, qu'il ne fallait « pas avoir peur ». Lorsqu'il lui a été demandé, à lui et M^{me} Thatcher, s'ils seraient favorables à la création d'un système de sécurité paneuropéen et d'institutions communes aux deux entités

Un entretien avec le général Iazov

M. Gorbatchev voudrait — situation intérieure oblige — pouvoir brûler les étapes de l'ancrage russe à l'Europe. Plusieurs des dirigeants occidentaux, dont le chef du gouvernement britannique, ont l'évident souci de ne pas laisser, à cette occasion, mettre en question les équilibres internes de l'alliance atlantique. M^{me} Thatcher a beaucoup insisté sur le maintien des forces américaines en Europe, qui sont, a-t-il dit, « vitales pour sa sécurité ». M. Gorbatchev n'a pas dit le contraire, mais l'effacement de la logique des blocs aurait évidemment pour conséquence inéluctable de réduire le rôle de l'Amérique sur un continent qui ne serait plus coupé en deux.

M^{me} Thatcher, en ayant une heure d'entretiens qu'elle a qualifiés de « très intéressants » avec le ministre soviétique de la défense, le général Iazov, a voulu, en tout cas, montrer qu'on n'en était plus seulement à l'approche conceptuelle, mais aux discussions concrètes.

B. G.

A la conférence de la CSCE à Copenhague

Des représentants des trois Etats baltes ont réclamé un statut d'observateur

COPENHAGUE

de notre correspondant

Les ministres des affaires étrangères des trois Etats baltes ont débarqué à l'improvise vendredi 8 juin à Copenhague où se tient une réunion de la CSCE sur les droits de l'homme pour réclamer officiellement le statut d'observateur à ces sessions. La Lituanie avait déjà déposé une demande dans ce sens le 5 juin dernier.

Cette démarche s'est soldée par un semi-échec puisque M. Vladimir Petrovski, vice-ministre des affaires étrangères soviétique a aussitôt rappelé à ses collègues des trente-quatre autres délégations qu'en vertu des accords d'Helsinki signés en 1975, « seuls les Etats souverains peuvent être représentés à cette conférence ». Néanmoins, les trois ministres ont réussi à avoir des entretiens avec les chefs des délégations américaine et britannique et des représentants des trois Etats baltes. Ces derniers ont trouvé appui auprès des milieux politiques nordiques quelle que soit leur appartenance et dans la publicité très large que leur ont fait les médias scandinaves.

C. O.

La Hongrie ne participera à aucune manœuvre du Pacte de Varsovie. — La Hongrie ne participera, cette année, à aucune manœuvre du Pacte de Varsovie et ne retirera ses troupes du commandement intégré de l'alliance militaire des pays de l'Est, a déclaré le ministre hongrois de la défense, M. Lajos Fur, à son homologue soviétique, M. Dimitri Iazov, lors d'entretiens à Moscou en marge du sommet du Pacte. — (AFP)

Le Népál a levé le blocus indien. — L'Inde a accepté de reprendre ses relations commerciales avec le Népál après avoir imposé un blocus économique de 14 mois à ce pays, ont indiqué, vendredi 8 juin, la télévision et des officiels indiens. Le premier ministre indien a pris cette décision au cours d'entretiens avec son homologue népalais, qui a entamé vendredi une visite officielle de trois jours en Inde, a-t-on précisé de mêmes sources. — (AFP)

AFRIQUE

LIBERIA

Elmer Johnson, premier martyr rebelle

Le gouvernement libérien a annoncé vendredi 8 juin qu'il était prêt à engager des discussions avec les rebelles du Front national patriotique, conformément à un plan de paix présenté la veille par les dirigeants religieux du pays. Les insurgés continuent de refuser toute négociation et exigent la capitulation du président Samuel Doe. Ils ont subi un rude coup avec la mort d'Elmer Johnson, principal adjoint du chef rebelle Charles Taylor.

BUCHANAN

de notre envoyé spécial

Les obsèques d'Elmer Johnson, le conseiller militaire de Charles Taylor, qui a trouvé la mort, le 4 juin, dans un accrochage avec des soldats gouvernementaux, viennent d'avoir lieu aux environs de Buchanan, le

port minéralier à présent aux mains des rebelles. Quelques officiers et une section de dix « combattants de la liberté » ont rendu un dernier hommage au premier martyr du Front patriotique national du Libéria (NPFL).

Ce jeune conseiller de trente-trois ans était sans aucun doute le plus politisé des combattants du NPFL. Il a passé près de vingt ans aux Etats-Unis où il a étudié à l'université de Boston avant de s'engager pour six ans dans l'armée américaine. En 1984, il a regagné son pays où il s'est trouvé impliqué dans un complot contre Samuel Doe avec un ressortissant américain noir, Charles Woodhouse, militaire comme lui.

Sous la pression des Etats-Unis, il est libéré après un an de détention. Il retourne aux Etats-Unis et y rejoint Charles Taylor. L'amitié entre les deux hommes sera très forte. Tous deux sont imprégnés du mode de vie d'Ou-

tra-Atlantique. Elmer Johnson était descendant d'esclaves noirs installés au Libéria, du côté de son père, et apparenté à l'ethnie Gio par sa mère. Solide gaillard, il supervisait l'organisation du 1^{er} bataillon des NPFL et rendait compte directement à Charles Taylor.

La veille de sa mort, il expliquait pourquoi le NPFL n'avait aucune raison de négocier avec le pouvoir. Selon lui, les pressions américaines pour que le président Doe se retire permettaient d'éviter des morts inutiles à Monrovia. Il s'intéressait déjà à l'« après-Doe » : « Nous formerons un gouvernement de transition à majorité NPFL et nous accueillerons les gens de bonne volonté. C'est seulement après que nous rétablirons la démocratie totale et pluraliste », affirmait-il.

ROBERT MINANGOY

NIGER

Les syndicats ont lancé un ordre de grève générale

Les syndicats et les étudiants nigériens ont engagé vendredi 8 juin une épreuve de force avec le gouvernement du général Ali Saibou, après l'intervention de la police sur le campus universitaire et le lancement par les syndicats d'un ordre de grève générale pour lundi et mardi. La police est intervenue vendredi matin à la résidence universitaire pour en faire partir les étudiants en grève depuis février et afin d'éviter la poursuite des heurts entre grévistes et non-grévistes. Les étudiants affirment qu'une centaine d'entre eux ont été appréhendés.

De son côté, l'Union des syndicats de travailleurs du Niger (USTN) a déposé un préavis de grève pour lundi et mardi, en particulier dans la fonction publique. Elle s'inscrit dans des projets de réductions budgétaires du gouvernement, auxquels s'opposent aussi les étudiants.

En fin d'après-midi, le président Saibou a appelé les Nigériens à ne pas suivre le mot d'ordre de grève, affirmant que « toutes les dispositions seront prises contre le désordre » et accusant les syndicats d'en être responsables.

Le gouvernement tient cette grève pour illégale, et le préfet de la communauté urbaine de Niamey a interdit la manifestation envisagée par des syndicalistes et des étudiants samedi matin devant l'Assemblée nationale en plein centre de la capitale.

La situation est assez tendue à Niamey, selon des résidents interrogés d'Abidjan par téléphone. Chacun se souvient des incidents du 9 février, où la police avait tiré sur les étudiants, en tuant trois selon le bilan officiel, quatorze selon les étudiants. — (AFP)

ASIE

CHINE

Hongkong est accusée d'être une « base subversive »

PEKIN

de notre correspondant

La Chine paraît décidée à exploiter au maximum un incident au cours duquel un bâtiment neuf et encore inoccupé de sa représentation officielle à Hongkong a été atteint par un tir d'arme à feu au moment même où la population de la colonie britannique manifestait à nouveau contre la ligne dure communiste au pouvoir à Pékin, au début de la semaine.

Le ministre chinois des affaires étrangères a effectué une « sérieuse représentation » auprès de l'ambassade britannique en Chine en soulignant que le projectile, une « balle puissante », qui n'a fait aucune victime, avait été tiré contre une fenêtre d'un immeuble appartenant à l'agence de presse officielle Chine nouvelle « entre le 3 et le 4 juin durant une manifestation organisée dans les parages par l'Alliance pour le soutien du mouvement démocratique patriotique en Chine », le lobby des libéraux de Hongkong hostiles à Pékin. Le ministre a renforcé cette insinua-

tion en faisant valoir que la manifestation avait été autorisée par l'administration britannique, qui « porte la responsabilité de l'incident », a relevé l'agence Chine nouvelle.

Les experts en balistique de la police de Hongkong ont d'ores et déjà fait savoir que l'auteur du tir se trouvait vraisemblablement sur le toit d'un immeuble voisin, à une hauteur supérieure à celle de la fenêtre du onzième étage touchée. Le bruit fait autour de cette affaire par Pékin est à rapprocher d'un nouvel avertissement, le plus sérieux à ce jour, lancé par un haut fonctionnaire chinois à la population de Hongkong dans une interview publiée vendredi par un quotidien local. « Hongkong, à présent, ressemble réellement à une base subversive », a déclaré M. Li Hou, qui a blâmé collectivement les Hongkongais pour avoir « fait plus de bruit encore que quiconque ailleurs dans le monde à l'occasion du prétendu anniversaire du 4 juin », date du massacre de Pékin en 1989.

FRANCIS DERON

Le Népál a levé le blocus indien. — L'Inde a accepté de reprendre ses relations commerciales avec le Népál après avoir imposé un blocus économique de 14 mois à ce pays, ont indiqué, vendredi 8 juin, la télévision et des officiels indiens. Le premier ministre indien a pris cette décision au cours d'entretiens avec son homologue népalais, qui a entamé vendredi une visite officielle de trois jours en Inde, a-t-on précisé de mêmes sources. — (AFP)

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : le retour de Miriam Makeba. — La chanteuse sud-africaine Miriam Makeba a annoncé vendredi 8 juin qu'elle rentrerait au cours du week-end à Johannesburg après vingt-huit années d'exil. « Je me sens enrouillée (...) Je ne le croirai que lorsque je serai dans l'avion », a-t-elle déclaré par téléphone depuis son domicile bruxellois. La chanteuse, âgée de cinquante-huit ans, a déclaré que sa visite, qui durera une semaine, lui permettrait de retrouver sa famille et d'aller se recueillir sur la tombe de sa mère. Après avoir quitté l'Afrique du Sud, Miriam Makeba s'était installée aux Etats-Unis où elle avait acquis une réputation internationale en chantant sur des airs inspirés par les rythmes africains traditionnels. Avant d'habiter en Belgique, elle avait longtemps vécu en Guinée. — (Reuters)

CAMBODGE : réunion des « Cinq » le 9 juillet à Paris. — Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, URSS) se réuniront le 9 juillet à Paris pour de nouvelles discussions sur le Cambodge, a indiqué, vendredi 8 juin à Bangkok, un porte-parole thaïlandais à l'issue d'une rencontre du chef de la diplomatie thaïlandaise avec le vice-ministre chinois des affaires étrangères, M. Xu Duxia. Ce dernier, qui devait se rendre à Hanoi samedi, s'est prononcé en faveur de la participation de toutes les factions cambodgiennes à la réunion de Paris, selon les Thaïlandais. — (AFP)

INDE : assassinat au Cachemire. — Des militants musulmans séparatistes du Cachemire ont assassiné, jeudi 7 juin dans la soirée, l'oncle du ministre indien de l'Intérieur. Plus de 600 personnes ont trouvé la mort depuis le début de l'année dans des actes de violence liés à la lutte pour la sécession du Cachemire. — (AFP)

ETATS-UNIS : un ancien sergent américain admet avoir vendu des plans secrets de l'OTAN au pacte de Varsovie. — Roderick James Ramsey, vingt-huit ans, ancien sergent de l'armée de terre américaine arrêté jeudi soir 7 juin à Tampa (Floride) par les agents du FBI, a reconnu avoir vendu à des pays de l'Est des plans secrets de l'OTAN concernant la défense nucléaire de l'Europe. M. Ramsey a travaillé en RFA de 1983 à 1985 sous les ordres d'un autre officier américain, Clyde Lee Conrad, déjà arrêté et condamné pour trahison par un tribunal ouest-allemand. — (AFP)

Le chancelier Kohl à Washington. — Le chancelier Kohl a souhâit, vendredi 8 juin, après un dîner à la Maison-Blanche avec le président George Bush, que la conférence « 2 + 4 » sur les aspects externes de l'unité allemande puisse achever ses travaux à l'automne prochain. Le président américain a fait part d'un « certain optimisme » et de son sentiment, depuis le sommet de Washington, que les Soviétiques se rallieraient à la position occidentale. « Nous n'avons pas à trouver de compromis; les faits sont de notre côté; une Allemagne unifiée dans l'OTAN n'est pas une menace pour l'URSS », a déclaré le président américain. — (AFP, AP)

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité :

ENSTIM DOUAI, ALÈS
ESC PARIS

36.15 LE MONDE

Tapez RES

HORS SERIE

SCIENCE SA VENIR

SPECIAL

ENVIRONNEMENT

PRECIEUSE PLANETE

EN VENTE PARTOUT 25 F

RAYONNAGES
BIBLIOTHÈQUES A VOS MESURES



PRIX TRÈS COMPÉTITIFS

25 années d'expérience

R.M. Leroy, fabricant - 208, av. du Maine, 75014 Paris. Tél. 01 46 46 57 40

POLITIQUE

Les difficultés de la majorité dans l'opinion

Les trois erreurs de la gauche

Devant leur chute brutale enregistrée par les sondages, les dirigeants de la gauche commentent souvent trois erreurs parfois contradictoires : la minimiser, l'imputer à un simple durcissement du climat politique, vouloir la corriger en allant à la gauche toute.

par Jérôme Jaffré

La première erreur, qui pourrait être commise à l'Elysée, est de contester le recul en comparant la cote du président à celle des autres leaders politiques. La vérité est qu'en quatre mois, François Mitterrand a perdu neuf points de confiance et le Parti socialiste sept points de bonnes opinions. Entre septembre 1989 et mai 1990, la proportion de Français qui approuvent l'action du gouvernement a chuté de quatorze points. Dans la chronologie, le congrès de Rennes a joué un rôle déterminant essentiel dans ce recul. C'est juste après son déroulement que les courbes s'inversent même si les motifs de frustration et de mal-être lui sont bien antérieurs.

Dans l'opinion publique, la situation de François Mitterrand est devenue préoccupante à plusieurs égards. Tout d'abord, le président souffre d'un décalage considérable entre l'image et l'action. L'image demeure bonne - sur ce point, les baromètres qui sont les plus actifs sur ce critère, celui de la SOFRES qui mesure la confiance et celui de BVA qui enregistre les bonnes opinions, sont toujours supérieurs à 50 % de réponses positives.

En revanche, le décalage est impressionnant avec la satisfaction, qui porte bien davantage sur l'action menée. Au dernier baromètre de l'IFOP, le président ne recueille sur ce critère que 35 % de réponses positives. L'écart traditionnel entre image et action est considérablement accru. Jamais, depuis douze ans qu'on le mesure, il n'a été aussi important. Il était en moyenne de huit points sous M. Giscard d'Estaing, de neuf points durant la première législature de la gauche et de deux points sous la cohabitation. Au cours de l'année qui vient de s'écou-

ler, il a été de quinze points. En second lieu, le président de la République est à un niveau de popularité très inférieur à celui de ses prédécesseurs au même terme de leur mandat (voir tableaux 1).

Seul Mitterrand I se situe à un niveau inférieur à Mitterrand II. Mais, il y a exactement sept ans, les sondages enregistraient la chute de popularité consécutive à la troisième dévaluation et au second plan de rigueur. Aucun événement de cet ordre n'explique le médiocre score actuel : le moral des Français n'a pas cessé de s'améliorer au cours des dernières années, la situation de l'économie n'est plus jugée mauvaise, le lien traditionnel entre moral et popularité, entre état de l'économie et satisfaction est rompu.

Déficit dans l'électorat populaire

Enfin, si le président est fortement touché, son premier ministre est, pour sa part, assez bien préservé. Aux neuf points de confiance perdus en quatre mois par M. Mitterrand s'opposent les trois petits points perdus dans le même laps de temps par Michel Rocard. Certes, le premier ministre souffre d'un décalage encore plus accentué entre l'image et l'action mais il parvient à conserver intact son très fort capital de popularité personnelle après deux années passées à l'Hôtel Matignon. Le lien traditionnel de hiérarchie et d'évolution parallèle entre le président de la République et le premier ministre est rompu, plus qu'il ne l'a jamais été jusqu'à présent, y compris sous Georges Pompidou et Jacques Chaban-Delmas. On comprend qu'un tel phénomène soit de nature à altérer les relations au sein de l'exécutif.

La seconde erreur, qui pourrait être commise à l'Hôtel Matignon, consiste à imputer cette baisse de popularité à un simple durcissement du climat politique. En réalité, si l'on examine les évolutions non pas sur un ou deux mois mais en prenant davantage de recul, on constate un impressionnant déficit de l'électorat populaire (voir tableau 2). En dix-huit mois, le gouvernement n'a perdu qu'un point de popularité chez les cadres, trois chez les personnes travaillant à leur compte, six

parmi les électeurs de Chirac du 8 mai 1988 et il en a gagné sept chez les personnes disposant d'un revenu mensuel supérieur à 20 000 F. Parallèlement, la baisse est de vingt-quatre points chez les employés, vingt chez les ouvriers, vingt et un chez les salariés du secteur public, dix-neuf chez les personnes à faible revenu, quatorze enfin parmi les électeurs de M. Mitterrand au second tour de la présidentielle.

La distance qui sépare les catégories populaires des catégories les plus élevées est telle qu'elle donne au gouvernement socialiste des allures sociologiques de parti du centre-droit. L'écart entre ouvriers et cadres était de 9 points en décembre, il atteint désormais vingt-huit points. Entre les personnes d'instruction primaire et supérieure, il est passé de trois à treize points, entre les revenus les plus modestes et les plus aisés de deux à vingt-huit points.

S'il n'est pas résorbé, ce déficit populaire aura des effets électoraux désastreux pour la gauche aux élections législatives de 1993. Ne serait-ce que parce que le poids statistique des catégories populaires est beaucoup plus important que celui des catégories les plus instruites ou les plus aisées. En cas d'élections législatives, les socialistes sont crédités de 28 % des suffrages exprimés contre 37,5 % obtenus dans les urnes en juin 1988. Le recul est de 9 points chez les cadres, professions intermédiaires et employés et il atteint seize points chez les ouvriers.

L'erreur d'un « virage à gauche »

La troisième erreur, qui pourrait être commise au siège du Parti socialiste, consiste à vouloir répondre au déficit populaire par un virage « à gauche toute ». Or, l'état de l'opinion n'autorise nullement une telle interprétation. Dans le vocabulaire de François Mitterrand, chez les électeurs socialistes, les mots « changement » et « réforme » sont fortement dévalorisés. Ils ne recueillent respectivement que 7 % et 8 % de jugements positifs parmi les sympathisants du PS. Dans les reproches adressés au gouvernement, les ouvriers ne citent qu'à

14 % l'absence de volonté de transformation de la société et à 6 % l'insuffisance des réformes.

Moins d'un tiers de l'électorat socialiste (29 % exactement) réclame une politique plus à gauche. Moins de la moitié, selon l'enquête Figaro-RTL-SOFRES du mois d'avril, se prononce pour une véritable politique de réformes : il n'y a que 36 % de l'électorat socialiste pour être favorable à la prise en compte de l'outil de travail dans l'ISF, ou 43 % pour demander une forte augmentation des droits de succession pour les héritages supérieurs à 1 million de francs.

François Mitterrand et Michel Rocard se trouvent confrontés à une demande d'opinion qui ne s'exprime pas en souhaits de grandes réformes ou de coup de barre à gauche. Plus prosaïquement, les reproches portent sur le désordre de l'action politique dont, après neuf ans au pouvoir, les socialistes ne sont plus préservés ; sur l'attitude du président qui, ayant recueilli les profits de la cohabitation, paraît trop souvent se comporter en arbitre, voire en observateur ; sur l'insuffisance de l'amélioration des conditions de vie alors que l'économie, dit-on partout, est repartie. Enfin, la base électorale du gouvernement actuel, limitée pratiquement au seul Parti socialiste, réduite à moins d'un tiers des suffrages, paraît trop étroite dans un système politique fragilisé et étiolé.

L'exécutif doit donc répondre à une double demande sociale et politique. Sur les inégalités, les attentes ne portent pas sur l'amélioration des conditions de vie des classes populaires et moyennes. Sur la vie démocratique, la tâche, qui devrait intéresser tous les partis, est de rétablir l'action politique. Sur les institutions, on attend du couple président-premier ministre qu'il fonctionne en tandem et que le président ne soit pas un atout mais un chef. Enfin, les électeurs, et au premier chef les socialistes, rêvent toujours d'une ouverture vers les centristes mais aussi vers les écologistes.

► M. Jérôme Jaffré est vice-président de la SOFRES.

TABLEAU 1
La popularité des présidents de la V^e République après deux ans de mandat

	Satisfaits	Mécontents	Sans opinion
De Gaulle I	100 %	63	29
De Gaulle II	100 %	58	32
Pompidou	100 %	63	22
Giscard d'Estaing	100 %	53	37
Mitterrand I	100 %	33	50
Mitterrand II	100 %	36	44

(Source : Enquêtes IFOP pour le Journal du dimanche.)

TABLEAU 2
Le recul de popularité du gouvernement Rocard depuis décembre 1988

(Approuve l'action du gouvernement en %)	Déc. 1988	Mai 1990	Evolution
ENSEMBLE DES FRANÇAIS	58	42	- 14
PROFESSION DU CHEF DE MÉNAGE			
- Agriculteur	33	34	+ 1
- Commerçant, artisan, industriel	43	29	- 14
- Cadre, prof., intellectuelle sup.	85	64	- 1
- Profession intermédiaire	55	48	- 7
- Employé	65	41	- 24
- Ouvrier	56	36	- 20
- Inactif, retraité	59	41	- 18
SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'INTERVIEWÉ			
- Travail à son compte	41	38	- 3
- Salarié du secteur public	65	44	- 21
- Salarié du secteur privé	59	46	- 13
NEAU D'INSTRUCTION			
- Primaire	59	39	- 20
- Secondaire	55	42	- 13
- Technique, commercial	49	39	- 10
- Supérieur	62	52	- 10
NEAU DE REVENUS MENSUELS DU FOYER			
- Moins de 5 000 F	55	36	- 19
- De 5 001 à 10 000 F	59	42	- 17
- De 10 001 à 20 000 F	62	47	- 15
- Plus de 20 000 F	57	64	+ 7
VOTE AU 2 ^e TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 1988			
- F. Mitterrand	76	62	- 14
- J. Chirac	30	24	- 6

(Source : enquête SOFRES pour le Figaro.)

L'avenir de l'opposition

M. Carignon se prononce pour un « rassemblement » républicain contre le FN

L'opposition s'interroge à la fois sur son avenir et sur la position à adopter face au Front national. Alors que la première convention des élus du mouvement de la Force unie, favorable à une formation unitaire de l'opposition, se réunissait samedi 9 et dimanche 10 juin à Paris, M. Alain Carignon (RPR), maire de Grenoble et signataire de l'appel du mouvement, s'est déclaré favorable à la constitution d'un « front républicain » pour contrer le Front national.

« Ce n'est ni de la Force unie ni de la confédération que nous avons besoin. (...) Il y a urgence à rassembler ceux qui ne veulent pas se résoudre à être la ligne Maginot des valeurs républicaines », estime M. Carignon dans *Libération* (daté 9 et 10 juin). « Il importe de surprendre rapidement la frilosité des équipes anciennes arc-boutées sur leurs acquis. En clair, j'en appelle à un rassemblement de tous les démocrates, quel que soit leur parti, à l'exclusion des extrêmes », ajoute le maire de Grenoble, qui « préfère, s'il le faut, appeler à voter pour des candidats socialistes plutôt que de cautionner de basses complaisances d'arrière-boutiques ».

M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, s'est également déclaré, vendredi 8 juin, à Lyon, « prêt à tout faire pour empêcher l'élection de candidats dont les valeurs sont celles de la xénophobie, du racisme et de l'intolérance ». Il a envisagé, des désistements en faveur d'un « candidat républicain » le mieux placé, fût-il socialiste, « sans qu'il y ait pour autant confusion des politiques ». Hostile à « toute alliance avec le FN », le député de l'Ain, contrairement à M. Carignon, se déclare également opposé « à tout ralliement à un soi-disant Front républicain ». « L'une ou l'autre de ces attitudes ne pouvant que renforcer le Front national ».

Le concert de SOS-Racisme sur l'esplanade de Vincennes

Le spleen des « potes »

SOS-Racisme organisait son sixième concert annuel dans la nuit du samedi 9 au dimanche 10 juin sur l'esplanade du château de Vincennes. Il devait être précédé d'un « festival des banlieues ». Le maire de Vincennes, M. Jean Clouet, a protesté, vendredi, contre le choix « obstiné » de cet emplacement pour l'organisation antiraciste. Des concerts, retransmis en direct par satellite, devaient se dérouler simultanément à Moscou et à Prague. Une manifestation pour l'abolition de la dette du tiers-monde, organisée par le collectif « Ça suffit comme ça » et soutenue par les organisations et les partis d'extrême gauche et de gauche, dont le PS et le PCF, partie de la place de la Bastille, devait s'achever sur les lieux du concert.

Julien, le spleen. Harlem se veut serin. « SOS » est fébrile. Pour son sixième concert annuel depuis le happening de la Concorde en 1985, l'organisation antiraciste ressemble un peu à un patient qui entre en convalescence. La rumeur court dans Paris : plus personne n'aime SOS-Racisme.

En forme de boutade, un jeune député socialiste, peu soupçonné d'antipathie vis-à-vis du mouvement, ajoute : « Il ne reste plus que Jean-Louis Bianco, pour soutenir SOS ». Il faut dire que l'histoire prête beaucoup au secrétaire général de l'Elysée, présenté comme le parrain de l'organisation. Le trait du désamour est certainement forcé, mais il est vrai que les coups tombent de partout, et surtout du côté où les « potes » ne les attendaient pas.

Que l'extrême droite voue une haine à SOS-Racisme et à M. Har-

lem Désir, appelé naguère « l'Alphonse Birus » par M. Jean-Marie Le Pen, c'est le contraire qui s'est paré. Que le droit ne l'étrénisse pas passionnément, après avoir voulu lui « faire la peau » au moment du mouvement étudiant et lycéen de décembre 1986, cela paraît dans l'ordre des choses. Que la gauche s'aboie SOS - l'association le lui rend bien depuis son dernier congrès, en avril - c'est là que les choses se gâtent.

Du coup, l'assesseur Julien Dray est envahi par une mélancolie qui lui ressemble si peu qu'on la croirait feinte. Comme si la mauvaise rumeur, en définitive, ne lui déplaisait pas totalement. « Si le concert est réussi, ça fera une simple photo dans les journaux, et si c'est un bidon, on aura droit à de longs commentaires », affirme le député (PS) de l'Essonne, ancien vice-président de SOS et qui se dit aujourd'hui « simple militant », tout en se bapant « grand frère ».

Retirer l'eau du bocal de Le Pen

Il ne l'avait pas vue comme ça, la vie. Julien, Harlem non plus, qu'il le soit. Le 18 juin 1988, déclarait : « Dans la période qui vient, croyez-moi, on ne voit pas de SOS-Racisme. Peut-être plus que jamais. Deux ans après, certains, dans les rangs socialistes, ne seraient pas mécontents, dit toujours la rumeur, de se débarrasser de l'encombrante et impatiente organisation ».

Par une touchante inversion des rôles, le PCF relève maintenant des « convergences importantes » avec SOS. Il n'est pas si éloigné, le temps où l'Humanité voyait en M. Désir un homme de paille et, dans son organisation, un « simple instrument du PS ». D'un jugement à l'autre, il s'est tout simplement développé une brouille entre SOS-Racisme et le pouvoir, qui a atteint

son paroxysme au dernier congrès de l'association, consacrant une rupture avec le gouvernement sur la politique d'immigration.

Une subaine pour les communistes, qui, dans la foulée de SOS, ont déploré « l'absence de mesures suffisantes du gouvernement pour endiguer le fléau » des exclusions, et du racisme. La nouvelle consigne de cohabitation avec les « potes » a pourtant déjà été entonnée lors du passage de M. Nelson Mandela à Paris. Agités d'avoir été désignés du perron du Trocadéro, où le dirigeant noir sud-africain rencontrait le président de la République, des éléments de la CGT ont surgi sur les lieux non sans rudoyer quelques jeunes militants de SOS-Racisme qui brandissaient des pancartes représentant la célèbre petite main.

Dans son rôle de groupe de pression, SOS n'a pas réussi un parcours sans faute. Même si M. Désir se défend d'avoir jamais prôné le « droit à la différence », c'était l'image donnée par son organisation à travers des slogans tels que « Black, blanc, beaux ou United colors of Montfermeil ». Le message était bien : « Enrichissons-nous de nos différences ». La position prise par SOS-Racisme au moment de l'affaire du foulard islamique, à l'automne dernier, donnait le même impression, bien que, dès août 1987, Harlem se fût prononcé, à l'heure de vérité sur Antenne 2, pour la rénovation des cages d'escalier graffitiées et la réparation des ascenseurs dégingolés dans les cités HLM.

Fallait-il voir dans ces exemples symboliques un virage vers une conception plus pragmatique de l'intégration ? Battu politiquement sur le terrain du droit à la différence dans l'affrontement sur le foulard, SOS s'est rabattu illico presto sur le second thème, dont sa dernière affiche - le ravisant représentant d'un médecin Rosie, instal-

lée en France, associé au slogan « nous aimons tous la même pays », est la meilleure preuve.

Pour autant, les « potes » n'ont pas eu beaucoup plus de chances avec les socialistes dans ce domaine, puisque le droit de vote des étrangers aux élections municipales a été renvoyé aux calendes grecques. M. Désir enrage : « C'est nul, cette attitude du PS. C'est aussi cela qui profite à Le Pen. Il faudrait, quand même, que les partis politiques défendent leur idée de la France. Bien sûr, il sera le seul à avoir une idée sur la question ».

Histoire d'amour ratée ? MM. Désir et Dray, chacun à sa manière, affirment que SOS représente la jeunesse, que la jeunesse avait des attentes en l'absence de promesses, et que ces attentes n'ont pas été honorées. Les « potes » sont en colère. Alors, ils ont tiré la sonnette d'alarme, ils ont rélé de plus en plus fort dans les allées du pouvoir, jusqu'à claquer la porte. L'organisation antiraciste a proclamé son indépendance, mais, reflétant probablement l'opinion d'une partie de la droite conservatrice, M. Yvon Briant, président du CN, n'y a vu qu'un « piège à gogos ».

Il n'empêche que, avec ses quelques dix-sept mille adhérents revendiqués, SOS se lance dans une nouvelle aventure, en se voulant organisation civique pour « enlever l'eau du bocal de Le Pen », dit M. Dray. Pour « le priver de son oxygène », renchérit M. Désir. Moins de strass et de projecteurs : SOS-Racisme veut aller sur le terrain pour s'occuper de tous les exclus, immigrés ou non.

Ce concert du second souffle en forme de fête de l'Humanité qui ne dit pas son nom, devait permettre à Julien et à Harlem de voir si la partie est jouable.

OLIVIER BIFFAUD

En Polynésie française

M. Léontieff et M. Vernaudon redivorcement.

PAPEETE

de notre correspondant

La réconciliation des deux députés non inscrits de la Polynésie, MM. Alexandre Léontieff, président du gouvernement territorial, et Emile Vernaudon, maire de Mahina, spectaculairement proclamée au terme de leur rencontre commune avec M. François Mitterrand, le 31 mai à l'Elysée (*Le Monde* du 5 juin), n'aura duré que cinq jours. Revenus à Papeete, les deux hommes ont de nouveau divorcé.

Les membres du comité de majorité soutenant l'action de M. Léontieff s'étaient montrés peu enthousiastes, en effet, à l'idée de voir M. Vernaudon retrouver son portefeuille de ministre des postes et télécommunications. Au cours d'une réunion, mardi 5 juin, ils avaient publié, au sujet de cette éventualité, un communiqué indiquant notamment « que la participation à l'action de la majorité doit se faire dans le respect de certains principes : le soutien sans équivoque à l'action du président du gouvernement, qui (...) entend améliorer le statut d'autonomie interne et la représentativité des élus au sein de l'Assemblée territoriale dans le cadre du nouveau découpage électoral des îles du Vent ; le respect des institutions et particulièrement celles de l'Assemblée territoriale et de son président ; la solidarité au sein de la majorité et le respect de ses décisions. » Ces conditions préalablement acceptées et respectées pourraient alors conduire le comité de la majorité à recevoir, une fois le nouveau statut voté, et le moment venu, M. Vernaudon.

M. Vernaudon a jugé inacceptables le ton de ce communiqué et les conditions ainsi posées à son retour au sein de l'équipe gouvernementale. Accusant M. Léontieff d'avoir « menti » sur ses intentions réelles lors de ses conversations parisiennes. Le maire de Mahina a expliqué, mercredi 6 juin, devant le comité directeur de son parti qui sa rupture définitive avec M. Léontieff est désormais consommée, M. Vernaudon a fait savoir qu'il profitera du prochain débat sur la révision du statut du territoire, le 13 juin, au Palais-Bourbon, pour réclamer la dissolution de l'Assemblée territoriale et des élections anticipées.

MICHEL YIENG KOW

POLITIQUE

Les courants du PS sont encore

Les courants du PS sont encore... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de l'angle de la page.)

Les courants du PS sont encore... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de l'angle de la page.)

Les courants du PS sont encore... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de l'angle de la page.)

Les courants du PS sont encore... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de l'angle de la page.)

Les courants du PS sont encore... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de l'angle de la page.)

Les courants du PS sont encore... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de l'angle de la page.)

Les courants du PS sont encore... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de l'angle de la page.)

Les courants du PS sont encore... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de l'angle de la page.)

Les courants du PS sont encore... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de l'angle de la page.)

Les courants du PS sont encore... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de l'angle de la page.)

POLITIQUE

Moins de trois mois après le congrès de Rennes

Les courants du PS sont encore sous le choc

« Sonnés » par le congrès de Rennes, qui les avait révélés sous leur plus mauvais jour, les courants du Parti socialiste commencent à sortir de leur engourdissement. M. Laurent Fabius et ses amis se réunissent samedi 9 et dimanche 10 mai au Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis) pour discuter, entre autres, de la « nouvelle étape sociale » et de la meilleure manière de « barrer la route au Front national ». Socialisme et République, le courant de M. Jean-Pierre Chevènement, se retrouve dimanche à Paris, tandis que les partisans de M. Lionel Jospin s'organisent et que les rocardiens préparent ensemble, le 15 juin, la réunion, le lendemain, du comité directeur du parti.

Moins les courants vont bien, mieux se porte le premier secrétaire, en l'occurrence M. Pierre Mauroy, qui, dès avant le congrès de Rennes, en mars dernier, avait mis en garde contre leurs travers. Premier signataire de la motion 1, mais minoritaire dans une tendance qui apparaît comme étant principalement celle de M. Lionel Jospin, le maire de Lille avait imposé à ses propres amis, avec le soutien du président de la République, un accord d'union, en définitive, le seul à pouvoir se dire satisfait.

Les fabiusiens, en effet, étaient obligés d'accepter des conditions très inférieures à leur ambition initiale de conquête du parti, confortée par leur score dans les votes des militants. Les rocardiens, qui avaient cru un moment pouvoir,

en alliance avec M. Jospin, faire une entrée décisive à la direction du PS, devaient, eux aussi, en rabattre. Les jospinistes étaient contraints de faire bien trop de place, pour leur goût, aux frères ennemis fabiusiens. Les amis de M. Chevènement et ceux de M. Jean Poperen, qui avaient cru pouvoir profiter de l'affrontement entre les « grands » courants, constataient avec amertume que le darwinisme implacable manifesté par les militants tendait à les réduire au statut de sociétés de pensée.

Règlement des contentieux fédéraux

Menacé un temps par l'amertume des jospinistes et des rocardiens, M. Mauroy a rapidement démontré qu'il est, pour tous, la seule solution possible. Il a imposé une répartition des postes à la direction du parti, dont les récalcitrants ont dû finir par admettre qu'elle leur permettait de sortir de leurs querelles sans perdre la face. Encore penauds après leurs exploits de Rennes et l'effet désastreux qu'ils avaient produits dans l'opinion, les courants ont préféré se faire, autant que possible, oublier. En a témoigné encore, le 6 juin, la rapidité avec laquelle ils ont réglé les problèmes de répartition des responsabilités à la direction de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR), à la présidence de laquelle un rocardien, M. Jean-Pierre Joseph, avait été élu grâce au soutien des fabiusiens. Ceux-ci ont évincé sans peine du secrétariat général de la FNESR un jospiniste, M. Guy Vadepied, qui devient deuxième vice-président, et que remplace, dans son ancienne fonction, M. Alain Michel.

L'application de l'accord national dans les fédérations soulève encore quelques difficultés. Lors de la dernière réunion du bureau exécutif, le 6 juin, les fabiusiens ont confirmé leur opposition à la désignation de certains premiers secrétaires fédéraux dérogeant à l'accord de Rennes. Les quatre autres courants ont validé, en revanche, les choix faits par les commissions exécutives fédérales dans sept des huit départements litigieux : les Hautes-Alpes, le Doubs, la Martinique, le Var, l'Ardeche, la Loire et l'Ille-et-Vilaine. Une mission de la direction du parti sera envoyée en Corse-du-Sud, tandis que la Fédération de la Moselle et celle des Français de l'étranger doivent désigner leur premier secrétaire dans les semaines ou les mois qui viennent.

La réunion du bureau exécutif a été l'occasion aussi, pour M. Mauroy, de rappeler sévèrement à l'ordre M. Jean-Luc Mélenchon, animateur de l'Essonne et animateur, avec M. Julien Dray, de la Nouvelle école socialiste (NES), ralliée à M. Fabius à Rennes. Dénonçant la renouveau du PS au droit de vote des étrangers aux élections locales, M. Mélenchon avait publié, dans *A gauche*, bulletin hebdomadaire de la NES, une caricature de M. Rocard se faisant dicter sa politique d'immigration par M. Le Pen via M. Chirac. Ces outrages de précongrès ne sont plus de mise aux yeux du premier secrétaire.

PATRICK JARREAU

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

Si le général de Gaulle a été souvent campé comme un héros de légende, François Mitterrand, lui, est plutôt décrit comme un personnage de roman : tantôt aventurier florentin, tantôt figure stendhalienne, quand on ne lui attribue pas des traits balzaciques. Sa longévité politique, loin de les lasser, continue d'acquiescer les curiosités et d'inspirer tout autant les portraitistes et les analystes.

C'est à qui découvre le vrai François Mitterrand, tandis que les produits de ces recherches enrichissent régulièrement l'aura d'un mystère qui gagne en épaisseur. François Mitterrand échappe à ses poursuivants, comme les meilleurs personnages de roman à leurs auteurs. C'est la raison pour laquelle, la fascination du pouvoir aidant, il reste un bon sujet d'étude, se prêtant aux traitements les plus variés, propres à renouveler le genre.

André Bercoff a choisi - on ne s'en étonnera pas - une voie audacieuse et originale puisqu'il fait colloquer le président de la République, dont il prétend avoir capté et transcrit les « ruminations divines », sur la fameuse roche de Solutré, qu'il gravit tous les ans à la Pentecôte. En vérité, ce ne sont que des amuse-gueule que les journalistes recueillent de la bouche du président au terme du pèlerinage : André Bercoff n'a pas beaucoup plus et, enfin, le révèle ! Ce que n'aurait sûrement pas osé faire le président lui-même, quoi qu'il en ait...

Aussi bien, ce petit essai impertinent est à la limite du crime de lèse-majesté à l'égard du pouvoir présidentiel de communication. Ne découvre-t-il pas le chef de l'Etat dans ses réflexions et ses interrogations les plus secrètes ? On pardonnera ce culot dans la mesure où il permet de mettre sur le marché un commentaire inédit - ironique sur la politique française vue d'en haut, de Très Haut si l'on veut rester dans le vocabulaire du sacré.

Certes, André Bercoff n'a rien d'un apôtre donnant sa version de l'Evangile, bien qu'en rapportant les « ruminations divines » il tente d'exploiter un message qui, apparemment, n'est pas rapu aussi clairement qu'il faudrait (voir sur cinq). Il est vrai que le pèlerin de Solutré n'a pas toujours conduit son action politique dans la plus grande clarté et que le sens qu'elle a pris, ou qu'elle prendra, au regard de

Mitterrand : intérieurs extérieurs

L'auteur nous apprend que ce pragmatisme, qui a vite compris que la politique était une affaire d'homme beaucoup plus que d'idéologie, se désolait, alors qu'il s'essaye de « faire l'histoire », d'être dérangé par ses plus proches lieutenants pour « des anecdotes ». Il ne s'en remet pas de voir ses amis continuer de vivre « aux crochets de leurs fantômes ». Et il le dit en ces termes : « Les socialistes ont encore beaucoup à faire et d'abord à démontrer qu'ils ne sont plus socialistes... Je veux la transformation du PS en grand parti européen, social et libéral, partisan d'une idéologie mixte, comme je le suis d'une économie mixte - qui ne veut certes rien dire, mais qui garantit l'adaptation souple et permanente aux vicissitudes de la conjoncture, - un parti qui ferait cause commune avec les formations de même tendance à l'intérieur de la Communauté et celles nées des premières élections libres à l'Est. »

Car le vrai problème, c'est l'Europe, qui frappe à la porte. « L'un des magistraux défis de notre époque, dit-il encore, consiste en la formulation des bases idéologiques et conceptuelles de la grande confédération européenne que j'appelle de mes vœux. Mais cela, ce n'est pas à moi de l'annoncer... »

Si l'on en croit André Bercoff, François Mitterrand se compare, dans ses meilleurs moments, à de Gaulle, le militaire qui sut débiter avec superbe : lui, il est « le

socialiste qui enterra l'idéologie » ; il se mesure aussi à Gorbatchev : « Gorbatchev et moi sommes aujourd'hui les seuls à avoir compris qu'un véritable homme d'Etat doit être thérapeute et visionnaire, joueur de go et grand exécuteur, briseur de mythes et monarque médiatique. » Si l'on n'a pas toujours le moral aussi haut, ce cynisme garde la foi en une certaine idée de la France et de l'Europe et, quelles que soient ses déceptions, il ne renonce pas. « Je ne serai pas le président de la fin de l'histoire », proclame-t-il.

Voilà qui nous promet d'autres livres à son sujet. D'autant plus que tout le monde ne voit pas le personnage et la situation de la France avec les mêmes lunettes. Ainsi dans les « trois portraits cavaliers » qu'il trace de Charles de Gaulle, Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, Alain Griotteray, député UDF, éditorialiste du *Figaro-Magazine*, a une tout autre vision de ce dernier, qu'il « connaît mal mais depuis longtemps ».

L'auteur, gaulliste déchiré par l'affaire algérienne, qui se réclame de la droite, et reste un giscardien critique, déballe dans le président socialiste « un tempérament d'extrême droite ». Il y a chez lui, affirme-t-il, « l'âme d'un démocrate » ; il est de ceux « pour qui la fin justifie les moyens », la fin étant, à l'origine du moins, toujours noble. Mais à l'arrivée, Alain Griotteray ne retrouve qu'un aventurier habile et courageux qui s'est hissé à la tête d'une France « qui n'inspire plus rien » et d'un peuple qui ne mérite pas « de se voir dicter le mot FIN ».

Si différents qu'ils soient, si irréalistes ou excessifs qu'ils puissent paraître, ces jugements sur l'action présidentielle et le président lui-même restent parfaitement recevables. Et, à tout prendre, plus plaisants, ou plus authentiques, plus instructifs et plus vivants que d'autres verdicts, réputés plus avisés parce que leurs auteurs prétendent, toujours avec la même autorité, démontrer combien ils ont raison d'être d'aujourd'hui par celui qu'ils avaient au raison d'adorer et d'encenser hier.

► *Ruminations divines*, par André Bercoff, Fayard, 204 p., 75 F.

► *Trois portraits cavaliers*, par Alain Griotteray, éditions de Fallois, 158 p., 75 F.

COMMUNICATION

Violence et reportages télévisés

Ouverture de deux informations judiciaires après deux enquêtes de la Cinq

Deux affaires, sujets toutes deux de reportages par des journalistes de la Cinq - l'un diffusé le 18 mai, l'autre qui ne l'a pas été - font l'objet d'une information judiciaire ouverte par le parquet de Paris. Toutes deux, révélées par le *Canard enchaîné*, mettent en cause l'attitude de journalistes de la chaîne, accusés par le journal d'avoir filmé, dans des conditions discutables, des scènes de tabassage sans avoir porté secours aux victimes.

La première concerne un reportage sur le mouvement extrémiste sioniste Betar-Tagar, dans lequel un jeune homme - qui a depuis porté plainte - se fait violemment frapper par des militants du groupe devant la faculté d'Assas. L'information judiciaire,

confiée à M^{me} Le Houx, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, a été ouverte pour « violence ou voies de fait volontaires avec préméditation, complicité ou omission de porter secours à personne en danger ».

La seconde porte sur une enquête de la Cinq sur les skinheads de Paris. Enquête amorcée par un reportage effectué un samedi soir d'avril au Parc des Princes, où se réunissent les skins, et poursuivi tard dans la nuit sur le boulevard Saint-Michel, où le groupe, suivi par les journalistes, a renversé en voiture puis tabassé un homme d'origine africaine, abandonné sur la chaussée grièvement blessé. La scène, affirme le *Canard enchaîné*, a été entièrement filmée par

la Cinq, voire complaisamment organisée par les skins pour satisfaire la caméra, les journalistes ayant disparu sans porter à la victime le moindre secours. L'information ouverte porte là encore sur des « violences avec arme entraînant une incapacité temporaire de travail de plus de huit jours et non-assistance à personne en danger ». La société des rédacteurs de la Cinq a contesté la présentation des faits publiée par le *Canard enchaîné*, affirmant que « le travail réalisé depuis trois ans par cette rédaction la dispense de tout commentaire ». La direction et les journalistes incriminés refusent de s'exprimer sur le fond tant que la procédure judiciaire est en cours.

En 1989

Le chiffre d'affaires de l'édition française a progressé de 8,7 %

L'édition française est en bonne santé, du moins si l'on s'en tient aux chiffres de 1989 publiés par le Syndicat national de l'édition.

Le chiffre d'affaires global du livre français (12,8 milliards de francs) est en hausse de 8,7 % sur l'année précédente, le nombre de livres publiés (35 880) en hausse de 8,8 % et le nombre d'exemplaires produits (396 millions) en augmentation de 5,8 %. Toutefois, ces statistiques globales recouvrent des situations très différentes. C'est ainsi que si le livre d'art progresse à grands pas (+ 20,7 %), tout comme l'édition scientifique (+ 14 %), les encyclopédies et les dictionnaires (+ 9,8 %), l'édition scolaire et celle des sciences humaines (+ 10 %), l'histoire, à cause de l'inflation de titres qui a accompagné le bicentenaire de la Révolution, accuse une baisse de 10 %, les albums et les bandes dessinées régressent, et la littérature pour la jeunesse marque le pas.

Plus grave à terme, la tendance à la baisse des tirages, perceptible depuis 1982, s'est poursuivie (- 2,7 %) : les éditeurs doivent donc publier davantage de titres pour maintenir un chiffre d'affaires constant, ce qui, à terme, fragilise les entreprises. Si l'on ajoute que les deux tiers du chiffre d'affaires de l'édition sont réalisés par 26 maisons sur 436, on perçoit derrière ce bilan satisfaisant des raisons d'inquiétude pour l'avenir : le nombre de lecteurs ne progresse plus, les stocks de livres invendus s'accumulent, la situation de la librairie générale

indépendante se détériore - on en parlera les 10 et 11 juin lors des Rencontres nationales du livre organisées par le ministère de la culture - et la tendance aux concentrations se renforce, mettant en danger l'existence des entreprises d'édition petites et moyennes.

La Cinq autorisée en Belgique francophone. - La Cinq et les responsables de la communauté francophone de Belgique ont signé mercredi 6 juin à Bruxelles une convention autorisant la chaîne française à émettre dans le sud du pays. La Cinq devra affecter 10 millions de francs belges (1,6 millions de francs) par point d'audience moyenne actuelle, à la production et à la coproduction de programmes en Belgique. La chaîne s'est aussi engagée à consacrer 45 % au moins de son temps d'antenne à la diffusion d'œuvres d'expression française ou originaires de pays membres du Conseil de l'Europe.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DU MORBIHAN AMÉNAGEMENT DE LA RN 166 VANNES - PLOERME

- Déviation de Quinquis ;
- Doublement de la déviation d'Elven ;
- Mise à 2 x 2 voies entre les communes de Saint-Guyomard et La Chapelle-Caro ;
- Mise en compatibilité des POS des communes d'Elven, Treffléan et Saint-Nolff ;
- Classement en route express de l'ensemble de l'itinéraire de la RN 166 entre Vannes et Ploermel.

AVIS D'ENQUÊTE

En application de l'arrêté préfectoral en date de ce jour, et en application des dispositions du code de l'urbanisme, du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, de la loi n° 89-413 du 22 juin 1989, relative au code de la voirie routière ainsi que de la loi du 12 juillet 1983, relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, il sera procédé :

- 1) à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des projets :
 - a) de déviation de Quinquis portant également sur la modification des POS des communes d'Elven, Treffléan et Saint-Nolff en résultant ;
 - b) de doublement de la déviation d'Elven portant également sur la modification des POS des communes d'Elven, en résultant ;
 - c) de mise à 2 x 2 voies entre les communes de Saint-Guyomard et La Chapelle-Caro ;
- 2) à une enquête publique portant sur le classement en route express de la RN 166 sur l'ensemble de l'itinéraire entre Vannes et Ploermel.

Ces enquêtes se dérouleront concomitamment du 27 juin au 31 août 1990 inclus. Durant cette période, les dossiers seront déposés à la préfecture du Morbihan (Direction de la réglementation - 24, place de la République à Vannes), siège des enquêtes, ainsi que dans chacune des mairies suivantes :

- Elven
- Pour ce qui concerne l'utilité publique des projets de déviation de Quinquis, de doublement de la déviation d'Elven, la modification des POS de la commune d'Elven en résultant et le classement en route express de la RN 166 :
 - Treffléan et Saint-Nolff
- Pour ce qui concerne l'utilité publique des projets de déviation de Quinquis, la modification des POS des communes de Treffléan et Saint-Nolff en résultant, et le classement en route express de la RN 166 :
 - Saint-Guyomard, Bohal, Saint-Marcel, Sérent, Saint-Abraham, La Chapelle-Caro.

Pour ce qui concerne l'utilité publique des projets de mise à 2 x 2 voies entre les communes de Saint-Guyomard et La Chapelle-Caro et le classement en route express de la RN 166 :

- Vannes, Saint-Avé, La Cour, Montfort-sur-Orsel et Ploermel

Pour ce qui concerne le classement en route express de la RN 166. Pendant la durée des enquêtes, le public pourra prendre connaissance des dossiers aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux des mairies concernées.

Ont été désignés en qualité de commissaires-enquêteurs par le tribunal administratif de Rennes :

- Président
- M. Charles Simon, expert portuaire auprès des Nations unies et expert auprès des cours d'appel et tribunaux administratifs, ancien secrétaire général du port autonome de Nantes-Saint-Nazaire.

- Membres

- M^{me} Danièle Peyron, urbaniste,
- M. Albert Huguier, ingénieur en chef du génie rural des Eaux et Forêts, en retraite.

Un ou plusieurs des membres de la commission d'enquête recueilleront, en personne, les avis :

- en mairie de Vannes, le 27 juillet 1990 de 9 h à 12 h ; Saint-Avé, le 27 juillet 1990 de 9 h à 12 h ; Saint-Nolff, le 27 juillet 1990 de 14 h à 17 h ; Treffléan, le 29 juillet 1990 de 9 h à 12 h ; Elven, le 17 juillet 1990 de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ; La Cour, le 29 juillet 1990 de 14 h à 17 h ; Saint-Guyomard, le 2 juillet 1990 de 14 h à 17 h ; Bohal, le 2 juillet 1990 de 9 h à 12 h ; Sérent, le 18 juillet 1990 de 9 h à 12 h ; Saint-Marcel, le 18 juillet 1990 de 14 h à 30 à 17 h 30 ; Saint-Abraham, le 23 juillet 1990 de 14 h à 17 h ; La Chapelle-Caro, le 23 juillet 1990 de 9 h à 12 h ; Montfort-sur-Orsel, le 25 juillet 1990 de 9 h à 12 h ; Ploermel, le 27 juillet 1990 de 13 h 30 à 16 h 30 ;
- à la préfecture de Vannes, le 27 juillet 1990 de 14 h à 17 h.

En outre, les personnes intéressées auront la faculté de faire parvenir leurs observations, par écrit, au président de la commission d'enquête ainsi qu'à la préfecture du Morbihan, 24, place de la République - BP 501 - 56019 Vannes Cedex. Toutes observations consignées aux registres ou adressées par correspondance seront tenues à la disposition du public.

La commission d'enquête établira un rapport relatant le déroulement de l'enquête et rédigera des conclusions motivées, dans le délai d'un mois à compter de la fin de l'enquête.

Copies de ce rapport et de ces conclusions seront déposées dans les mairies concernées et à la préfecture du Morbihan, pour y être tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Par ailleurs, les intéressés pourront en obtenir communication en s'adressant au préfet dans les conditions prévues au titre I de la loi du 17 juillet 1978.

Vannes, le 31 mai 1990.

Le Préfet.

Pour le préfet et par délégation

le secrétaire général,

Albert Dumeznil-Chapoutier

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
CHAMPS
Le Monde ÉCONOMIQUES

TENNIS : les Internationaux de France

Pour la cinquième fois de leur carrière, l'Équatorien Andres Gomez et l'Américain Andre Agassi devaient se retrouver de part et d'autre d'un filet de tennis dimanche 10 juin, sur le central de Roland-Garros. Mais un match inédit pour les deux joueurs disputant leur finale d'un tournoi du Grand Chelem. Tous deux se sont qualifiés vendredi 8 juin pour l'ultime simple messieurs des Internationaux de France 1990, aux dépens de, respectivement, l'Autrichien Thomas Muster et le Suédois Jonas Svensson, à l'occasion de demi-finales qui n'ont pas relevé la qualité moyenne

de jeu de ce tournoi, fort passable. Lors de ses neuf participations précédentes à Roland-Garros, Andres Gomez qui est âgé de trente ans, avait atteint cinq fois, sans pouvoir le dépasser, le cap des quarts de finale. Venu pour la première fois porte d'Autueil en 1987, Andre Agassi, qui a fêté ses vingt ans fin avril, avait disputé les demi-finales lors de sa deuxième participation. Sur les dix titres qui figurent à son palmarès deux ont été inscrits depuis le début de cette année où sur vingt-six parties, il a en gagné vingt-trois.

Andre Agassi, Pinocchio sur courts

Qui est donc cet Andre Agassi dont le coup droit dévastateur fait baver d'admiration le directeur technique national de la FFT, Jean-Paul Lott, dans ses commentaires à l'Antenne 2 ? Le représentant de la génération surf, le résultat d'une opération de marketing, le souris qui s'est fait grosse comme le bouff ? Sans doute un peu tout cela. Et pas vraiment. Ces cheveux filasse décolorés, cette barbe « gainbar », ces cuissards fluo sont l'écroce, la croûte, l'emballage ou la carapace d'un jeune adolescent qui n'a pas encore franchi le passage entre l'enfant et l'adulte, qui n'a pas trouvé la frontière entre le rêve et la réalité. Et dans cette quête il est multiple, déconcertant, à tiroirs.

Le fils de son père

Andre Agassi a commencé par être le fils de son père, c'est-à-dire l'incarnation d'une ambition transposée. Emmanuel Agassian, boxeur olympique (1948 et 1952), français d'origine arménienne, s'était imaginé un destin sur les rings américains. Mais quand il avait découvert le premier adversaire qui lui était réservé, il avait préféré s'enfuir par une fenêtre des vestiaires du Madison Square Garden de New-York. Et il avait couru jusqu'à Chicago où il avait changé son nom en Mike Agassi et tenté d'échapper à son père et de gloire en devenant garçon de courses.

Cette humiliation a fait naître chez le père un désir obsessionnel de revanche : ce qu'il n'avait pu être, ses enfants - il en a eu quatre nés entre 1960 et 1970 - le seraient : des champions. Puisqu'ils n'avaient pas la stature pour briller en football américain ou en basket-ball, Mike Agassi a choisi le tennis qui s'était ouvert aux professionnels en 1968 et qui commençait à offrir de bons paquets de dollars.

Le climat de Chicago n'était pas propice à l'entraînement. Mike Agassi installa sa famille à Las Vegas où il prit un emploi dans un hôtel-casino et où les enfants apprirent à jouer. L'année 1982, elle abandonna le circuit professionnel où elle pointait vers la cent soixantième place pour épouser son entraîneur, l'ancien champion Pancho Gonzalez. Les deux suivants, Phil et Tamy, n'étaient guère brillants, ils préférèrent poursuivre des études. Les

espoirs de Mike se sont donc reportés sur le petit dernier, André. Le père a accroché une raquette de tennis au-dessus de son bureau à sa naissance. Dès qu'André a su se tenir debout, une raquette de ping-pong lui a été glissée dans la main pour lui donner le goût de frapper dans une balle. « On le retrouvait parfois endormi sur sa raquette dont il se servait comme d'un oreiller », a raconté, avec un monstreux attendrissement, Mike Agassi qui rapidement n'a plus appelé son rejeton que son « petit champion du monde ». Dès qu'une vedette des courts venait faire une exhibition à Las Vegas, André se retrouvait dans le lot de gamins qui échangeaient des balles avec le champion. A treize ans, il a déjà posé pour la photo souvenir aux côtés de Jimmy Connors et de Björn Borg.

C'est à cette époque que Mike Agassi a vu à la télévision un reportage sur le camp d'entraînement de Nick Bollettieri en Floride. Cette « académie », où les pensionnaires paient 750 dollars par semaine, proposait des conditions de vie et de discipline paramilitaires aux candidats champions. Le père a aussitôt pensé que c'était l'endroit idéal. La prise de contact entre l'ancien parachutiste qui a été le professeur privé des Rockefeller et le « kid » de Las Vegas n'a pas été facile.

C'est dans ce complexe sportif superbe de dix hectares qu'Andre Agassi commença à se singulariser en brisant ses raquettes et en badigeonnant les murs de crème à revers. Puis c'est son « look » qui est devenu provocateur : cheveux longs décolorés, boucles dans les oreilles, maquillage, vêtements punk. Mais curieusement alors que tous les autres « académiciens » du coup droit, de Jimmy Arias à Monica Seles en passant par Carlisle Bassett et Chip Hooper, se sont séparés de Nick Bollettieri en l'accusant de mettre en danger leur santé, Andre Agassi lui est resté fidèle.

Coqueluche de l'Amérique

Et les débuts du garçon sur le circuit professionnel furent fulgurants. En octobre 1987, Sports Illustrated, la bible du sport aux Etats-Unis, lui a consacré un article intitulé « Le rêve de l'adolescent qui pourrait révéler le tennis U.S. ». Car il s'est bien posé comme le successeur des Jimmy Connors et John McEnroe vieillissants.

Mais l'opinion publique est versatile. En quelques mois sa cote de popularité allait s'effondrer. Les anciens du circuit l'avaient pris en grippe, Jimmy Connors en particulier qui ne lui pardonnait pas de l'avoir « chambé » lors d'une demi-finale à Flushing Meadow et qui l'accusait d'être une « poule mouillée ». Il portait des shorts en jeans ? Il lançait ses affaires au public pour le remercier de son soutien ? Il applaudissait les points gagnants de ses adversaires ? Il s'endormait en lisant la Bible ? Chiqué ! Le short avait été créé pour McEnroe qui l'avait refait. Le reste n'était que facéties de « singe savant ». Pour séduire, Agassi en avait trop fait. Il allait le payer. Car les résultats de 1989 n'allaient pas être à la hauteur de ceux de 1988. Il n'a pas gagné le moindre tournoi avant le mois d'octobre, et surtout il a perdu en juillet un match de coupe Davis contre Boris Becker en donnant le sentiment de renoncer à la lutte.

Les incartades du gagnant étaient sévères, celles du perdant sont odieuses. 6 millions de dollars pour une raquette. Fin 1989, Andre Agassi était toujours classé dans les dix meilleurs joueurs mondiaux, mais l'Amérique ne croyait plus en lui. Elle ne s'expliquait pas comment, après avoir obtenu le plus gros contrat jamais signé par un fabricant de raquettes - 6 millions de dollars pour jouer avec une Donnay - il pouvait prétendre ne pas avoir de cadre qui lui convenait. Pendant les longs mois mis par la firme belge pour adapter son modèle, Andre Agassi jouait avec la raquette, maquillée, de son ancien fournisseur.

Les relations de l'Amérique avec le jeune champion n'allaient pas s'améliorer début 1990 quand il a refusé de participer à l'équipe de coupe Davis qui devait affronter la Tchecoslovaquie au deuxième tour. Le prétexte invoqué était que le capitaine de l'équipe, Tom Gorman, voulait l'isoler de son environnement habituel. Au moins sept personnes entouraient en effet en permanence Andre Agassi : son frère, son préparateur physique, son entraîneur, son homme d'affaires, son commanditaire principal, son ami-garçon du corps, son agent. Et le groupe n'a pas très bonne réputation. Pourtant, après des mois d'efforts, Andre Agassi a retrouvé le chemin du succès : il a ajouté trois tournois à son palmarès. Et après un premier tour laborieux à Roland-Garros contre le Canadien Wostenholme, il fait sérieusement figure de candidat au titre.

Une victoire à Paris fixerait-elle définitivement son image, en ferait-elle définitivement un champion à part entière ? Le rare élément de sa personnalité qu'Andre Agassi n'a pu travestir est son regard. Or, dans ses yeux, il y a par moments toutes les frayeurs de l'enfance, toute la crainte de décevoir le père, de ne pas combler les ambitions de sa famille. Une fragilité qui rend humain, attendrissant, ce Pinocchio des courts.

ALAIN GIRAUDO

Les résultats

Demi-finales simples messieurs
A. Agassi (E-U, n°3) b. J. Svensson (SUE) 6-1, 6-4, 3-6, 6-3.
A. Gomez (ECU, n°4) b. T. Muster (AUT, n°7) 7-5, 6-1, 7-5.

SERGE BOLLOCH

FOOTBALL : la quatorzième Coupe du monde

« J'espérons que je m'en sortira »

Avant son premier match contre l'Autriche à Rome, samedi 9 juin, l'équipe d'Italie s'entraînait à Marino

MARINO

de notre envoyé spécial
Marino n'a jamais autant pavé. A chaque fenêtre, le drapeau national flotte parmi les drapeaux de la ville. Les 23 000 habitants se préparent, certes, à fêter Saint-Barnabé le 11 juin. Mais le patron de cette petite ville, à 30 kilomètres de Rome, n'a jamais eu droit à un tel déploiement. Marino ne connaît une telle agitation, mélange de fièvre populaire et de ferveur religieuse, que le premier dimanche d'octobre, pour la fête des raisins.

Ce jour-là, pendant une heure, la fontaine baroque de la place Matteotti crache du vin pur. Personne bien sûr, à part quelques soifards prêts à se damner, ne croit à ce faux miracle. Mais l'Italie aime les symboles appuyés.

Marino a donc reçu comme un don du ciel le privilège d'héberger l'équipe nationale italienne pendant le Mondial. La ville n'en finit pas d'en remercier la Squadra par voie d'affiches et de banderoles. Le petit stade communal est plein de supporters de la fête, programmée pour tout le mois de juin. Marino s'est embrasé à l'idée de devenir bientôt un haut lieu. Le triomphe des footballeurs italiens, le 11 juillet prochain, remplacera avantageusement dans le cœur des Marinens le seul fait d'armes de l'histoire locale : la victoire, en 1379, des partisans du pape Urbain VI sur les barons français de l'antipape Clément VII.

Car l'Italie vaincra. Maurizio, le barbillon de Marino, n'est pas le seul à le proclamer. Son auditoire, assis en terrasse autour d'un café molto ristretto, acquiesce bruyamment. Tous les journaux du pays ont écrit en manchette le scénario inmanquable : l'Italie battra le Brésil en finale. Les plus éminents spécialistes, consultés par référendum, sont d'accord. Même Charles Aznavour, connaisseur méconnu des choses du football, a lâché son pronostic en direct sur la RAI à une heure de grande écoute. Le vainqueur sera la Squadra Azzura, « l'équipe de mon cœur », a-t-il juré à la blonde présentatrice.

La modestie de la Squadra

L'Italie, donc, se voit déjà en haut de l'affiche. C'est pour échapper à cette ivresse collective que le sélectionneur Azeglio Vicini et ses joueurs se sont réfugiés parmi les vignobles des castelli romains. Sur la route des lacs, à 2 kilomètres de Castel Gandolfo, leur hôtel est perché sur un nid d'aigle. Dans ce havre de paix quatre étoiles, les demi-dieux ont vécu les dernières semaines reclus, dans l'abstinence sexuelle totale exigée par leur entraîneur, se gavant, paraît-il, de pâtes pour reconstituer leurs organismes épuisés par la folle saison 1989-1990. Car la fatigue ne serait pas une excuse recevable par les tifosi en cas d'échec.

A l'inverse de leurs supporters, les joueurs de la Squadra n'abandonnent pas la compétition en bombant le torse. Chaque interview est l'occasion de faire le modeste. Les favoris ? Le Brésil, l'Allemagne, les Pays-Bas. Et vous alors ? Pour un peu, les joueurs reprendraient à



sur compte l'expression qui fait fureur actuellement en Italie : « Io speriamo che me la cavo ». Cette phrase, qui se traduit approximativement par « J'espérons que je m'en sortira », sort de titre à un best-seller vendu déjà à plus d'un demi-million d'exemplaires. Instigateur de la banquette de Naples, Marcello d'Orta a rassemblé les soixante « meilleurs » rédactions de ses élèves pour constituer, non seulement un hilarant recueil de perles et de barbarismes en tout genre, mais surtout une satire féroce de la vie quotidienne en Italie qui fait grincer de rire tout le pays.

S'en sortir ! Voilà ce que doit espérer secrètement le préfet de Rome, qui a multiplié les réunions sur la sécurité et la circulation, ainsi que le responsable de l'aménagement du stade olympique. Vendredi 8 juin, veille de l'entrée en lice de l'Italie contre l'Autriche, les ouvriers y travaillaient encore, dans le bruit des perceuses et les gerbes d'étincelles de la soudure à l'arc ; les jardiniers, à genoux sur les pelouses, plantaient les derniers géraniums dans les massifs. Simples finitions. Mais, ce jour-là, on s'est aussi aperçu que les normes de sécurité n'avaient pas toutes été respectées : les tunnels d'accès, notamment, sont trop bas pour laisser passer la grande échelle des pompiers. Quant au toit, élégant et coûteuse architecture construite pour l'occasion, il prend l'eau. Le ministre de l'intérieur a dû accorder une dérogation spéciale pour que le stade soit provisoirement homologué.

Seule une victoire finale des Azzurri pourrait gommer d'un trait ces bavures, et toutes celles qui ont précédé. Io speriamo che me la cavo.

JEAN-JACQUES BOZONNET

Ouverture à contre-pied

Suite de la première page

Les Camerounais s'y attendaient-ils d'ailleurs eux-mêmes ? Pas vraiment. « Les lions indomptables », comme on les appelle sous leur soleil, devaient bien se douter que, dans ce grand cirque, ils étaient voués à être dévorés tout crus. Une préparation improvisée en Yougoslavie, un entraîneur venu des Soviets, de plus en plus contesté, et puis ces équipements qui n'étaient pas fournis, ces primes négociées au lance-pierres, qui faisaient dire à leur travailleur émigré de luxe, Joseph-Antoine Bell, le portier bordelais, que, décidément, « tout allait de travers » et que, s'il y avait une porte à prendre pour lui, c'était celle de la sortie.

« C'est un désastre. Rien ne va ! Il y a beaucoup trop d'improvisation chez nous », se répandait-il partout, avant le match. Pour une fois, le brave Joseph avait mal parié. Il put voir de la touche que, dans ce

football où les chasseurs de primes sont, hélas ! devenus plus nombreux que les chasseurs de buts, il y a précisément encore place pour l'improvisation, celle du cœur, celle de la fantaisie ou, comme le disait après coup le seigneur des lieux, Silvio Berlusconi, pour l'ingéniosité.

Ils étaient onze, puis dix, puis neuf à jouer le match de leur vie. Si bien qu'on en vint à leur pardonner les cartons qui pleuvaient. Même Michel Vautrot, l'arbitre français qui, pour l'occasion, remplumait un peu le coq national, en paraissait presque navré. Le Cameroun jouait, s'amusait ; l'Argentine posait, calculait, pensait que, dans les flonflons de cette belle fête, ouverte sous les hymnes confondus de Verdi et des Beatles, il leur suffirait de figurer pour ne pas perdre. Hélas ! cette équipe argentine a vieilli et son capitaine, Diego Maradona, n'est pas redevenu Dieu. Certes, le gardien noir d'en

face ne le ménagea point, mais, en d'autres temps, il s'en serait abstenue joué.

Enfin, mais cela était prévisible, la foule italienne avait brûlé des cierges pour voir cette équipe-là, sérieuse rivale de la Squadra, se consumer, immédiatement sur place. Elle n'avait pas hésité sur les prières pour voir mettre sous la cendre la tête de ce Maradona, roi de Naples, sudiste chez les nordistes, donc ici vomie. La foule criait à mort à l'Argentine et longue vie au Cameroun. Il fallait que les Noirs soient bons, que ceux de la savane l'emportent sur ceux de la pampa.

Maradona anticriste

Le Cameroun, alors, s'excédait. Ses émigrés, encore eux, se décarcassèrent pour montrer qu'ils n'oublièrent pas le pays. Le grand Nkono dans son but, employé de Barcelone (préféré à l'impétueux Joseph-Antoine Bell), fut souverain. Le numéro 20, Cyrille Makaky, qui s'en va, après ce Mondial, de La Roche-sur-Yon à Saint-Etienne, fut de tous les bons coups. Et le premier buteur de cette équipe, l'échassier François-Oman Biyik, le Lavallois meilleur oientôt à Rennes, fut le meilleur. Lui avait cru en cette victoire, se souvenant, comme il disait qu'« en sport, rien n'est jamais écrit d'avance ».

Vendredi soir, ils étaient tout simplement heureux. Comme cet autre baroudeur des terrains de France, Roger Milla, entré en fin de match et Dieu dans son pays, et qui use à présent ses derniers crampons sous le soleil de la Réunion : « Cette victoire va changer beaucoup de choses pour la jeunesse camerounaise, expliquait-il, après ce match d'anthologie. J'espère qu'on va pouvoir enfin s'occuper d'elle, lui trouver des terrains, lui donner de l'ambition. » Jeudi prochain, « les lions indomptables » se retrouveront face à la Roumanie.

Clin d'oeil, cette fois, de l'histoire. Dans le vestiaire d'à côté, Diego Maradona jouait quand même les grands seigneurs. « Moi, déclarait-il, j'ai joué au moins aidé le public italien à être moins raciste. » S'il était écrit que les tifosi n'oublient pas cette leçon, ce ne serait pas une mince victoire.

DANIEL CARTON

Les réactions en Argentine

Le mauvais œil du président Menem

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

C'en est trop. Comme si la crise économique que traverse l'Argentine, la plus grave de son histoire, et les scènes de méprisage publiques entre le président et son épouse n'étaient pas suffisantes, il fallait encore que son équipe perde devant le Cameroun. Dans le buffet de la gare de Retiro, une des grandes gares de la capitale, sous les marbres et les lambris poussiéreux et dévotés, des dizaines de personnes suivaient le match sur des téléviseurs installés pour l'occasion. A la confiance du départ, succédait une nette morosité en fin de première mi-temps. Après le but camerounais, l'atmosphère devint pesante et après le coup de sifflet final, elle est devenue carrément sinistre.

La présence dans les tribunes, à Milan, du président Carlos

Menem était vue par beaucoup comme un présage de mauvais augure. La rumeur locale veut en effet que M. Menem porte malchance. Un champion argentin de hors-bord n'a-t-il pas perdu un bras lors d'une compétition après avoir laissé le volant à M. Menem la veille ? Maradona n'a-t-il pas été éliminé de l'équipe nationale et même de son club après avoir prêté son maillot au président lors d'un match de charité ? Deux ministres ne sont-ils pas morts en moins de six mois ?

Toutefois, dans un pays où la psychanalyse est presque aussi populaire que le football, nombreux sont ceux qui cherchent déjà à évaluer les effets cathartiques de la défaite. Pas seulement sur l'équipe mais sur l'ensemble de la société...

EDITH CORON

DEMAN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde CHAMPS ECONOMIQUES

CULTURE

PHOTOGRAPHIE

Le regard sévère du photographe sur la presse

Des photographes de renom dénoncent le mauvais traitement de leur travail par les journaux

« Nous manifestons notre inquiétude devant le traitement fréquemment réservé à nos photos : non-respect de l'esprit du travail, photos recadrées arbitrairement ou en dépit du bon sens, présentation ou légendes discutables et, enfin, non-respect de l'éthique (sélection, NDLR) du photographe, véritable deuxième regard sur l'ensemble des images réalisées. »

En juillet 1989, lors des rencontres d'Arles, le photographe Ferdinando Scianna lisait, au centre des arènes, le manifeste de l'association Droit de regard (1), un texte solennel, péremptoire, qui en dit long sur l'état des relations de la profession avec la presse magazine. Un cri d'alarme collectif qui avait surpris, venant d'une profession pour le moins individualiste.

Henri Cartier-Bresson, Raymond Depardon, René Burri, William Klein, Gilles Peress, Marc Riboud, Willy Ronis et Sebastião Salgado sont parmi les cent vingt-six premiers signataires de ce manifeste, où l'on retrouve également les représentants de la nouvelle génération, Xavier Lambours, Hugues de Wurstemberger ou Patrick Zachmann. Bref, beaucoup de « photographes-auteurs » — c'est ainsi qu'ils s'intitulent — mais peu de reporters des grandes agences (Gammu, Sygma ou Sipa), ces derniers affirmant rarement leurs états d'âme alors même qu'ils sont les premiers concernés.

Les signataires entendent avant tout défendre la photographie d'auteur dont l'existence est menacée dans une grande partie de la presse illustrée et affirment que « le regard personnel et la recherche d'une qualité plastique n'existent pas — bien au contraire — l'information ».

Car le problème est bien là : le regard du photographe est-il compatible avec les contraintes du magazine ? Peut-on être à la fois auteur et journaliste ? Oui, affirme Droit de regard. Non, répondent certains magazines comme *Géo* (2), *Eugène* (3) ou *l'Espresso* (4), qui ont déjà porté de vive force la question de la photo de presse en 1991, et définitivement en 1993. « Je suis éternellement déchiré, affir-



Une photographie d'auteur de Michael Rand a été prise par « Droit de regard » pour la publication de cette photo de Gilles Peress (Magasin) sur les événements en Irlande du Nord.

mais-il, entre l'attitude du journaliste — qui doit enregistrer les faits — et celle de l'artiste, qui est en mauvais termes avec les faits. »

Aujourd'hui, tel jeune reporter s'insurge contre la publicité qui vient « couper » la lecture de ses photos. Tel autre dénonce un choix d'images, souvent « manichéen et primaire » par les directeurs artistiques. Un troisième, le décalage de plus en plus

important entre son travail et la publication. Mais les photographes ne sont-ils pas en partie responsables de ce divorce ? Beaucoup ont capitulé devant les exigences des agences photos et des vendeurs d'images. Rares sont les photographes qui connaissent les rouages d'un journal. Combien ont fait le siège d'une rédaction (comme Jane Evelyn Atwood, auteur d'un travail sur la

vie quotidienne d'un malade du sida), pour éviter le dérapage d'un reportage-photo ?

Pour « renouer le fil » avec les professionnels de l'image, les photographes de Droit de regard ont décidé de couronner, tous les deux ans, le meilleur directeur de la photo et le meilleur directeur artistique de la presse européenne (3).

Ont été primés Giovanna Calvini pour son travail dans *Sette* (le supplément du quotidien italien *Corriere della Sera*) et le Britannique Michael Rand, directeur artistique du *Sunday Times Magazine*. La première, pour avoir donné un coup de fouet à la presse italienne avec un hebdomadaire d'information entièrement en images, le second pour ses vingt-sept ans passés à promouvoir le reportage dans un des meilleurs magazines illustrés au monde.

Reste le regard sévère, porté sur la presse française. Comment ne pas faire un lien entre le manifeste de Droit de regard, le palmarès de son jury et l'absence, en France, de grands magazines où la photographie d'auteur pourrait se loger ? Car il n'y a pas d'équivalents français à *Life* aux États-Unis, *Sette* et *il Venerdì* en Italie, *El País* en Espagne, *Frankfurter Allgemeine* en RFA et *The Independent* ou *The Sunday Times* en Grande-Bretagne. Ces magazines, pour la plupart supplémentaires du dimanche de grands quotidiens, sont les artisans d'un renouveau du photojournalisme.

MICHEL GUERRIN.

BIBLIOGRAPHIE

Cinéma : contrôle ou censure ?

Pour en finir une bonne fois pour toute avec la censure, l'ouvrage de Jean-François Thériault met à mal les idées reçues sur la censure. Président depuis huit ans de la commission de contrôle des films cinématographiques, qui se réunit à l'hôtel de Clémence les mardis et jeudis, il a voulu informer « une bonne fois pour toutes », tous ceux qui continuent de parler de « censure » à propos de ce fameux contrôle, de ses interdictions à certaines tranches d'âge, de ses classements, de ses recommandations.

La commission (que l'on voit fonctionner en lisant ce livre averti, précis, honnête) n'exerce aucune censure politique, ne s'en prend pas à l'expression de la pensée et des opinions. Mais elle est obligée de mettre des garde-fous à certains spectacles risquant de perturber les enfants et les adolescents.

Violence, drogue, sexualité, pornographie... Il s'agit donc de censure morale ? Non plus. La liberté des créateurs passe par celle de ceux qui pourraient se sentir heurtés, choqués, fiers à dire du classement X. Il ne touche qu'un secteur particulier. Mais les interdictions aux moins de 16 ans et de 12 ans ont une répercussion sur la distribution des films, les recettes d'exploitation, et sur la diffusion à la télévision. Beaucoup d'adultes, de parents, cependant, récla-

ment un contrôle plus strict. Ils demandent en somme à un organisme d'État de prendre des mesures et de les faire appliquer à leur place.

Jean-François Thériault parle en faveur d'une réforme qui viendrait à « construire un système souple, reposant sur un consensus » (avec les éducateurs, les parents, l'opinion publique, et, bien sûr, les cinéastes). On le sent un peu inquiet de la « demande sécuritaire » d'une partie des citoyens. Lorsqu'on se retranche derrière le besoin de sécurité, l'intolérance n'est pas loin.

Jean-François Thériault défend sa commission de contrôle et la responsabilité qu'elle a à l'égard des jeunes générations. Mais il ne transige pas avec la vieille censure cherchant à pointer à nouveau sa tête. L'ouvrage fait appel à la raison et au bon sens. Il permet de découvrir et de comprendre une institution souvent décriée, mais qui est la garante de certaines libertés.

JACQUES SICHER.

► Pour en finir une bonne fois pour toute avec la censure, de Jean-François Thériault, Éditions du Cerf, 254 pages, 80 F.

MUSIQUES

Les six Samoans

Débuts parisiens de Boo-Ya Tribe, gang de Los Angeles reconverti dans le rap

Au fur et à mesure que les groupes de rap font scandale les uns après les autres à Paris, se dessine une géopolitique musicale. Boo-Ya Tribe qui a fait ses débuts vendredi soir à Paris, est constitué le versant pacifique (comme l'océan) et martial (comme les arts).

Les six frères Devoux sont originaires de Samoa et ont (beaucoup) grandi à Los Angeles. A mi-chemin entre le luthier de sumo et le défenseur de football américain pour le carrure, le samouraï et le maquereau pour la tenue, les frères Devoux impressionnent.

Leur histoire est édifiante : à peine élevée par un père pasteur et très souvent absent, la fratrie fut obligée de subsister en dehors de la loi. Roscoe Devoux a terminé ses années de ténement en prison et Robert, le septième frère, est mort victime de la guerre des gangs. Après le meurtre de Robert, Ted, l'aîné, a voulu sortir la tribu du cycle des casses et des drive-by (représailles entre gangs) et les adversaires sont conciliés à partir d'une voiture en mouvement.

Il a emmené son peuple au Japon. Là-bas, les Devoux ont payé leur sushi quotidien en rapport pour les Japonais. Finalement, la tribu s'est laissée convaincre par les Américains de passage à Osaka de revenir tenter sa chance en Californie. Après plusieurs tentatives infructueuses auprès des majors (l'entrevue entre les frères et le directeur artistique d'une maison de disque californienne se termina par un échange de coups de poing), Boo-Ya Tribe a fini par signer avec Island. New Funky

Nation, leur premier album, n'est pas une révolution, à peine un bon album de rap, simple et concis, qui va chercher ses références musicales dans les années 70, du temps de la splendeur de George Clinton.

C'est sur scène que les Boo-Ya (le gang d'une arme à feu, dans les ghettos de Los Angeles) sont en train de trouver leur identité. Pour l'instant, le spectacle d'un groupe de rap était, dans le meilleur des cas, d'une grande sobriété (KRS 1) et, le plus souvent, d'une immense pauvreté en regard de la force du son et du propos. Rien que par leur volume, les frères Devoux échappent à ce minimalisme. Mais ils y mettent aussi de leur, en rassemblant quelques idées de chorégraphes et de costumes et, surtout, en jouant. L'un d'eux, OMB (One Man Band, l'homme orchestre), maltraité correctement la basse, les autres sont capables de chanter quand les circonstances l'exigent, pas très souvent. Avec quelques musiciens (batterie, guitare, percussionniste), ils arrivent à faire respirer le rap, à lui donner sur scène un peu de la souplesse du disque.

Le concert de l'Elysée Montmartre (qui avait attiré plusieurs centaines de spectateurs, alors que le groupe ne s'est jamais produit et que son premier disque est sorti il y a trois semaines) a montré que la formule demandait un peu plus d'aisance avec les instruments, le son, la mise en place. Mais l'énergie de rouleaux compresseurs des frères Devoux et leur terrible bonne humeur les propulsent sur la bonne voie.

THOMAS SOTINEL.

THÉÂTRE

« Perspectives » au risque de l'Europe

A Sarrebruck, la treizième édition du festival du théâtre français manquait d'ambition

A un vol d'oiseau de la frontière française, la ville de Sarrebruck, en Allemagne, vit, chaque printemps, pendant un semaine au rythme de la création théâtrale française, et ce depuis treize ans. En 1978, Oskar Lafontaine, alors maire de la cité, créait Perspectives, un festival du théâtre français unique en son genre outre-Rhin, et au-delà. Un public majoritairement allemand vient y découvrir de jeunes troupes auxquelles le festival est par tradition consacré, même si la tradition a connu, en treize ans, des avatars. Il existe également à Sarrebruck un Institut d'études françaises actif qui invite tout au long de la saison des écrivains, ainsi récemment Marie Redonnet et Charles Juliet.

La direction du festival a été confiée en 1987 à un Français, Marc Adam, qui travaille principalement sur les scènes lyriques allemandes ou allemandes. Pour la treizième édition de Perspectives, il a privilégié la danse (Prejlocaj, Christine Bastin), et le théâtre de rue, soumis à beaucoup d'atouts : le climat de Sarrebruck n'est pas celui d'Avignon. Il a fallu à Philippe Vincenot et à Laurent Vercelletto de l'attroupement II de Lyon (et à leur public) une certaine constance pour jouer à 11 heures du soir en plein air. Feu, qu'ils ont écrit, qui regorge d'images et de mots rares, à tel point qu'on se demande parfois s'ils n'ont pas pillé les dictionnaires : le public allemand a apprécié, preuve qu'à Sarrebruck la langue française n'est pas un handicap.

Mais ce spectacle où deux clowns en frac noir vivent de la guerre, de l'amour et du sens de la vie, reste bon enfant, voire complaisant. On a revu aussi *Divas blues*, créé off Avignon 1989, théâtre musical orchestré par Vincent Collin, avec trois chanteuses qui ne manquent pas de talent : Michèle Bernard, Françoise Monneret et Annie Tasset.

On attendait avec curiosité le « Diner-spectacle » d'une équipe belge au titre prometteur : la Compagnie extrêmement prétextuelle. Titre à prendre, hélas, au premier

degré : après des bords d'œuvre puisés dans un aquarium, un potage servi par des garçons de café sans humour ravager ni maintenir hilarant, pendant une heure il ne se passe rien, et on s'en va. Parmi les invités de cette année : Grand Magasin, Le biscuit qui craque, Générif vaporeux, et Hervé Royer qui a la des fragments de textes d'auteurs contemporains, dont lui-même. Les années précédentes, les pièces étaient lues dans leur intégralité et, pour certaines, traduites en allemand : on se demande pourquoi cette formule plus riche a été abandonnée.

Echanges de productions

On peut apprécier le théâtre dit de rue — une rubrique très brico-brac — mais regretter les éditions précédentes de Perspectives, où sont venus Le radeau, L'emballage théâtre, Philippe Adrien, René Loyon ou Charles Tordjmann, plus représentatifs. Cette année, Perspectives ne pouvait prétendre à une audience autre que locale. C'est dommage, car les pouvoirs publics français qui avaient longtemps semblé ignorer cette manifestation, l'ont soutenue fortement. Le directeur du théâtre, Bernard Faivre d'Arcier, a d'ailleurs fait le déplacement pour présider une réunion des instituts culturels français en Allemagne.

De plus, à Sarrebruck, siège désormais le secrétariat du Haut Conseil culturel franco-allemand dont les recommandations ont été retenues lors du dernier sommet entre MM. Mitterrand et Kohl le 25 avril dernier. En matière théâtrale, le Haut Conseil met en place un système de bourses qui permettront à des auteurs, metteurs en scène ou techniciens de séjourner dans des équipes de l'autre côté de la frontière : une quinzaine de Français devraient en bénéficier cette année.

Le Haut Conseil prépare la signature d'accords d'échange de productions entre trois théâtres des provinces allemandes et françaises,

vraisemblablement Brême, Kassel, Karlsruhe et Toulouse, Saint-Etienne, Angers ou Caen. Une formule de traduction rapide devrait être trouvée afin de permettre la circulation plus souple des textes contemporains dans les deux pays.

Pour l'essentiel, le financement de ces actions en France reste encore à trouver. Mais dans ce nouveau contexte, tant franco-allemand qu'à l'intérieur même de l'Allemagne plus que jamais préoccupée de ce qui vient de l'Est, Perspectives se doit de trouver une place originale, audacieuse, comme a su le faire dans cette même ville le Festival Max Ophüls, consacré aux jeunes cinéastes.

ODILE QUIROT

ARTS

Souvenirs de l'abstraction

Tal-Coat, Lansky : la peinture des années 50 continue à faire le bonheur des galeries. Pour les amateurs, c'est plus variable

Lieu commun : l'abstraction française de l'après-guerre, qui se cachait jadis, se montre désormais partout — et se vend. La peinture d'André Lansky se voit ainsi de plus en plus dans les ventes publiques et les galeries. Presque à tout coup, il s'agit d'huiles et de gouaches non figuratives, reconnaissables à l'acidité des couleurs et à l'emploi d'empâtements en écaillé. Avant de se donner ce style chatoyant, Lansky, fils d'aristocrate moscovite né en 1910, avait combattu contre la révolution d'Octobre, émigré à Paris, étudié à l'académie de la Grande Chaumière et survécu grâce à l'aide de Uhde et du collectionneur Dutilleul.

Ses toiles d'alors, où l'expressionnisme, Paul Klee et la Russie tentent

de faire bon ménage, sont fort étranges et, quelquefois, fort réussies dans leur primitivisme. Ce ne sont pas elles que l'on expose, mais les abstractions d'après-guerre, uniformément, systématiquement. Or Lansky a cédé plus qu'il ne convenait à la commodité de la répétition et fait dans les années 50 « du » Lansky avec plus de prolixité que de génie. Résultat : l'exposition organisée par la galerie Carré ne lui rend pas justice.

Elle ne montre de lui qu'un talent d'enlumineur infatigable qui use du fond noir afin de donner encore plus d'éclat à ses rouges et verts. La composition se réduit souvent à une frise de taches de couleurs disposées le long d'une ligne qui traverse la sur-

face d'un bord à l'autre. Faut-il le dire ? Ce n'est ni très original, ni très exaltant. Lansky n'a pas de chance, il est vrai : à cent mètres des salles où ses œuvres sont accrochées, la galerie Guillon-Laffaille présente une anthologie de peintures de Tal-Coat, la plus ancienne de 1948, les plus récentes du début des années 80. L'ex dernier, au même endroit, s'était tenue une remarquable exposition des Tal-Coat de l'entre-deux-guerres. De l'une à l'autre, alors que l'image a disparu, que le dessin s'est dissous dans la matière picturale, des constantes demeurent : le dépouillement des constructions, la volupté des nuances et des reflets, la densité de chaque œuvre.

Alors qu'il n'y a, croit-on, à peu

près rien à voir, un jaune, un vert strié de filaments rouge-brun, deux bleus, l'alliance de deux roses qui ne devraient pas aller ensemble, la plus petite toile force le regard à demeurer sur elle.

Il semble alors que Tal-Coat ne se soit passé des plaisirs de la figure que pour rendre plus vifs et grisants ceux de la matière colorée dans laquelle il plonge et se pâme.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Louis Carré et Cie, 10 avenue de Messine, jusqu'au 13 juillet.

► Galerie Fanny Guillon-Laffaille, 133, boulevard Haussmann, jusqu'au 30 juin.

5^e Concours international de Design d'Or

Le 5^e Concours international de Design d'Or, organisé par la Fédération française des industries de la mode, a ouvert ses portes à la Bibliothèque de Paris. L'exposition, qui se tiendra jusqu'au 15 juillet, présente les créations de 100 designers internationaux. Les visiteurs pourront admirer des œuvres de haute qualité, allant du design d'intérieur au design de produit. Les gagnants du concours recevront une médaille d'or et une somme d'argent. L'exposition est gratuite.

BIBLIOTHÈQUE DE PARIS

Le 5^e Concours international de Design d'Or, organisé par la Fédération française des industries de la mode, a ouvert ses portes à la Bibliothèque de Paris. L'exposition, qui se tiendra jusqu'au 15 juillet, présente les créations de 100 designers internationaux. Les visiteurs pourront admirer des œuvres de haute qualité, allant du design d'intérieur au design de produit. Les gagnants du concours recevront une médaille d'or et une somme d'argent. L'exposition est gratuite.

RÉGIONS

Avec un patrimoine naturel exceptionnel

La Guadeloupe se lance dans le tourisme vert

Sea, sand and sun : les atouts de la Guadeloupe n'empêchent pas le déclin du nombre de touristes américains. Pour y remédier, la découverte des merveilles naturelles.

BASSE-TERRE

de notre envoyé spécial

La Guadeloupe ? La perle des Antilles ! « Après avoir visité toutes les îles de la Caraïbe, je suis formel : c'est la Guadeloupe la plus belle, la plus variée, celle qui offre le plus de ressources naturelles », affirme Edouard Benito-Espinal, un bouillonnant ornithologue aujourd'hui chargé de l'environnement au sein de l'AGETL (Agence guadeloupéenne de l'environnement, du tourisme et des loisirs).

La Guadeloupe dispose d'un patrimoine naturel exceptionnel : 70 kilomètres de plages (sur 511 kilomètres de côte), des fonds marins de toute beauté que l'on peut admirer à travers une eau cristalline, un climat tropical qui évolue entre la chaleur sèche de la Désirade (moins de 1 mètre de pluie par an) et la fraîcheur humide du volcan de la Soufrière (plus de 9 mètres de pluie à 1 467 mètres d'altitude).

Sans même quitter le « papillon » — l'ensemble principal des îles de Grande et Basse-Terre, qui se déploie comme les ailes d'un papillon, on peut découvrir à quelques kilomètres de distance des sites complètement différents : plages de sable blanc (ou noir en zone volcanique), marais envahis de palétuviers (la mangrove), caps rocheux battus par les vents

comme en Bretagne, plateaux semi-arides hérissés de cactus, maquis d'arbres malingres ou forêt dense.

Si l'on ajoute la diversité des îles de l'archipel, depuis les vertes Saintes, paradis de la voile et de la plongée, jusqu'à Saint-Martin la cosmopolite, carrefour du tourisme et des affaires, en passant par Saint-Barthélemy, l'île des milliardaires et des fils de paysans bretons, on imagine le potentiel touristique de ce département d'outre-mer.

L'arrivée des « métros »

Et pourtant le tourisme ne se développe pas comme on pourrait s'y attendre en un haut lieu des « trois S » (sea, sand and sun, la mer, le sable et le soleil), situé au carrefour des croisières qui sillonnent la mer des Caraïbes, en plein cœur du jardin tropical de l'Amérique. Certes, la saison aura été gâchée cette année par le cyclone Hugo, qui a ravagé la Grande-Terre à l'automne 1989. Mais ce coup du sort n'empêche pas que le tourisme est devenu la première activité économique du département, depuis qu'il a dépassé la canne à sucre (en 1988). Il emploie aujourd'hui environ 8 000 personnes (3 000 emplois directs et 5 000 indirects) et produit un chiffre d'affaires de près de 2 milliards de francs (contre 1,4 pour l'agriculture).

Mais ces chiffres globaux masquent une profonde transformation de l'activité touristique en Guadeloupe. En 1983, la clientèle américaine (Etats-Unis et Canada) représentait encore 38 % des séjours.

Elle est tombée en 1989 à 15 %. Elle a été numériquement compensée par l'afflux des Français de métropole, passés de 122 000 en 1985 (30 % des séjours) à 220 000 en 1989 (près de 70 %), et aussi les autres Européens (Allemands surtout), passés dans le même temps de 25 000 (10 %) à près de 45 000.

Les « métros », par définition, n'apportent pas les précieux dollars de la clientèle américaine. Surtout, ils forment une catégorie de population à très faibles revenus, envoyés en Guadeloupe par des comités d'entreprise et des organismes de tourisme social. Ces nouveaux touristes-là, beaucoup plus regardants avec leurs sous, économisent sur les dépenses annexes de leur séjour.

« On observe une banalisation des destinations exotiques », explique Erik Rotin, directeur de l'Office départemental du tourisme. Mais nous souffrons aussi de la pénurie de places dans les avions, qui sont occupées dix mois à l'avance par les familles des « métros ». Tous les secteurs du tourisme en Guadeloupe constatent « une baisse de la qualité des touristes », qui réduit à néant la progression des chiffres des nuitées. Les 320 000 touristes enregistrés en 1989 (pour 333 000 habitants de l'archipel) n'ont pas laissé autant d'argent qu'on l'espérait.

La « réserve Costeque »

C'est une spirale diabolique, dit un hôtelier. On serve les prix pour faire du nombre et la qualité du service en pâtit. Mais les prix, malgré tout, restent élevés, aussi bien pour les Américains, dont le

dollar a baissé, que pour les « métros », habitués aux tarifs de l'Hexagone. Sans parler de cette répugnance instinctive des Guadeloupéens à « servir » le touriste — lointain souvenir des temps de l'esclavage.

Aux premières assises du tourisme organisées cette année par l'AGETL, on a admis ces défailances. Mais l'on fonde de nouveaux espoirs dans le développement d'un tourisme « vert », plus tourné vers la découverte des merveilles naturelles de l'archipel. En 1988 et 1989, plus de 22 000 personnes ont visité la « réserve Costeque » et l'île aux iguanes de Pigeon, en bateau à fond de verre. Près de 2 000 randonneurs à pied ont sillonné le parc national de Guadeloupe avec des guides de montagne. On multiplie les tours de la mangrove, les jardins de cactus ou d'orchidées, la randonnée en char à bœufs, et l'on crée des itinéraires passant par les superbes maisons de planteurs.

La planche à voile et le tennis dans les hôtels du Gosier, c'est bien. La piscine et le golf à Saint-François, pourquoi pas ? Mais la Guadeloupe offre tout de même d'autres ressources à vacancier que de « bronzer idiot » sous les cocotiers. Encore faut-il que l'on ne vienne pas tout gâcher avec le projet de raffinerie géante de Port-Louis, toujours en suspens malgré l'opposition du conseil régional. Ou encore par des erreurs à ne plus commettre, comme ces décharges d'ordures en bord de mer entre Sainte-Rose et Deshaies, à deux pas du nouveau complexe touristique de Fort-Royal, qui doit être inauguré en juillet prochain.

ROGER CANS

Les journées du Conservatoire du littoral

Anniversaire en Corse

AJACCIO

de notre envoyée spéciale

Pour son quinzième anniversaire, le Conservatoire du littoral s'est offert un voyage en Corse. Ce fut un bel anniversaire avec survol des rivages pâles, coquillecots et carises, que l'on mange à l'orée du désert des Agriates pendant que, sous une tonnelle, les vieux chefs de clan, les Jean-Paul de Rocca Serra, les François Giacobbi, fissaient mine d'être ulcérés par les dernières propositions autonomistes de Pierre Joxe. « Tu as vu ce qu'il nous a fait... »

Les hommes du conservatoire n'avaient rien vu mais ne s'en mêlaient pas. Etablissement public national créé en 1975, le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, selon l'intitulé complet, ne fait pas de politique, quoi qu'en pense son chardon emblématique. Il achète des terrains, les conserve à l'abri des intérêts particuliers et quinze ans après, on peut revenir, il ne manque pas un genévrier. Le conservatoire est ainsi l'heureux propriétaire de quelques-unes des plus belles plages de Corse, où il possède 111 km de côtes (sur 802 km), représentant plus de 30 % de ses acquisitions totales depuis sa création.

Mur de béton et de calamités

C'est un établissement qui fait peu parler de lui. Discret, même en Corse, ce « pays où les résultats acquis sont plutôt dans le rapport inverse de la sobriété », comme l'affirme Nicolas Alfonsi, président sans papier à en-tête de l'antenne locale du conservatoire, généreusement baptisé « l'Einstein de nos rivages » par le préfet Alain Bidou, pour son art de terminer des phrases qui flambent à l'oreille et ne les attend pas. Discret sauf lorsque les nationalistes monopolisent par trop bruyamment le thème de l'environnement et qu'il s'agit de ne pas laisser se répandre l'idée

que la Corse, cette île dont 29 % du littoral est urbanisé contre 52 % sur le continent, serait « défigurée » par le béton.

On fit donc le tour du propriétaire, de Campomoro à Santa Giuglia, en bonne compagnie présidentielle : M. Guy Lenguagne, président du conservatoire ; M. de Rocca Serra, président de l'assemblée régionale, M. Alfonsi, président du conseil de rivage, M. Giacobbi, président du conseil général de Haute-Corse... Tous scrutant farouchement l'horizon. Nul ne vit le « mur de béton » et M. Giacobbi n'aperçut qu'un « mur de calamités ». Ajoutons néanmoins, pour rendre à César et à l'objectivité la part qui leur revient, que les nationalistes ont moins dénoncé une situation existante que mis en garde contre le « danger de balnéarisation ». Et que le plasticage, par exemple, de la maison de leur gardien, encourage manifestement les Rothschild à vendre leur terre des Agriates au conservatoire, dont ce fut la première acquisition en 1978.

Les écolo-nationalistes ne vinrent pas fêter cet anniversaire. Le consensus, chez les présents, fut donc parfait. On entendit seulement quelques élus se plaindre de ce que les communes courageuses se condamnent à la pauvreté pendant que les communes « bétonneuses » — comment cela, du béton ? — s'enrichissent. M. Lenguagne plaça pour des taxes et une péréquation.

Les participants à cette belle escapade s'en retournèrent rassurés. Entre le conservatoire, qui a entrepris l'expropriation de deux cents personnes pour sauver les pins de Palombaggia, près de Porto-Vecchio, et les élus, touchés par la grâce, la Corse, leur semble-t-il, avait encore de beaux anniversaires devant elle.

CORINE LESNES

Un colloque sur le développement rural

Guérilla contre le désert

Quatre ministres, Pierre Bérégovoy (économie), Jean-Pierre Soisson (travail), Henri Nallet (agriculture) et Jacques Chérèque (aménagement du territoire), se sont retrouvés le 27 mai à Châtillon-en-Bazois (Nièvre) pour participer à un colloque sur « le développement local en milieu rural profond ». Ils n'ont pas été avares de bons sentiments.

CHATILLON-EN-BAZOIS (NIEVRE)
de notre correspondant

Le développement local est à la mode, mais cette vague ne suffit pas à expliquer la présence de quatre ministres dans un « trou perdu », aussi charmant soit-il : qui connaît le Bazois en dehors des limites du département ? Mais il se trouve que ce département est la Nièvre et que l'organisateur de ce colloque, Eugène Teissière, a de l'entregent. Ancien député général du PS aux élections, ancien député, premier secrétaire de la Fédération socialiste de la Nièvre, il est aussi vice-président du conseil général et président du groupe PS au conseil régional de Bourgogne. Préparé pendant plus de six mois, la rencontre a été conçue comme une simple étape, certes prestigieuse, dans un combat contre le désert.

Le colloque a servi à la fois de déclaration de guerre et d'appel à la mobilisation générale du Bazois. La guerre sera longue et son issue est incertaine. Mais l'enjeu est vital : « Si on ne bouge pas, on est mort », a expliqué Eugène Teissière.



Au vu des statistiques, les forces dont dispose le Bazois peuvent paraître bien maigres : à peine 4 500 habitants (dont 36,5 % ont plus de soixante ans) disséminés dans quinze communes ; 12 habitants/km² ; 36 % des actifs concentrés dans l'agriculture ; 51,4 % des foyers ayant un revenu trop faible pour être imposable ; 82 % de la population dont le niveau de formation ne dépasse pas le certificat d'études.

Le canton a pourtant des atouts : un secteur agricole de grandes exploitations (76 hectares en moyenne) tourné surtout vers la pro-

duction de charolais, qui, pour l'essentiel, sont vendus à l'étranger, notamment en Italie, pour y être engraisés ; une forêt qui fournit en abondance du chêne, livré lui aussi à l'étranger, en particulier en Allemagne, pour y être transformé en meubles ; le canal du Nivernais, emprunté chaque année par 12 000 touristes, en majorité britanniques, néerlandais et allemands. Et au milieu d'un tissu commercial et artisanal qui se délite, on parvient à dénicher une entreprise de 40 salariés, Mercatique et Distribution, qui a été fondée il y a dix ans par un Parisien venu se mettre au vert.

Lucidité et naïveté

Si les ministres ont assez bien tiré leur épingle du jeu, c'est que Pierre Bérégovoy (à Nevers), Jean-Pierre Soisson (à Auxerre), Henri Nallet (à Tonnerre) et Jacques Chérèque (à Pompey) sont aussi des élus locaux. Mais, avec leur sincérité et leur simplicité, leur lucidité ou leur naïveté, ce sont en fait les habitants qui ont été les vrais vedettes du colloque par leurs interventions dans la salle, au milieu de 400 personnes, comme par leurs propos diffusés dans l'« audit vidéo » du canton effectué par André Campana (animateur du débat) et l'agence de communication Lucie SA.

Ce qu'ont demandé les habitants du Bazois est simple. Conscients que le développement local est avant tout l'affaire de la population locale, ils n'ont pas réclamé l'assistance, mais la bienveillance. Ils veulent d'abord que « les décideurs »

encouragent leurs petits projets (ils sont grands à l'échelle du Bazois), qu'ils ne jugent pas en fonction des règlements et des critères définis pour l'autre monde, celui des villes. Ils veulent que les handicaps des zones rurales soient compensés, ou au moins qu'ils ne soient pas accentués.

A propos des handicaps, Jacques Chérèque a évoqué la question cruciale du maintien des services dans les zones rurales : « La balle est dans le camp du gouvernement », a-t-il reconnu ; « il faut créer une structure interministérielle pour faire la synthèse des projets de modernisation et de restructuration des différentes administrations et entreprises publiques » afin d'en mesurer globalement les répercussions à l'échelon local.

Comme ses collègues, le ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux reconversions n'a pas été avare de bons sentiments : « Il faut favoriser le développement des villes et ne pas sacrifier le reste, conjuguer efficacité économique et solidarité des territoires ». Le ministre de l'économie et des finances a réchigné : « Les villes ne peuvent pas compter sur leurs seules forces pour se développer ». Le ministre du travail et de l'emploi n'a pas voulu être en reste : « Je crois en une politique de l'Etat correctrice, notamment pour lutter contre l'exclusion ; si on laisse faire les mécanismes du marché, la richesse va à la richesse ».

Henri Nallet, qui venait de confier une délégation d'agriculteurs son souhait de voir baisser l'impôt foncier, est allé aussi loin qu'il le pouvait en public : « Il faut arrêter de faire peser sur les épaules des agriculteurs le développement rural. Les agriculteurs sont de plus en plus indispensables pour l'occupation de l'espace. Mais il faut savoir le prix qu'on veut mettre pour conserver l'espace rural dans certaines régions ».

An bout du compte, les ministres n'ont pas saisi la perche tendue par Eugène Teissière, qui leur a demandé que le Bazois soit reconnu comme une « zone expérimentale » de développement, une zone qui puisse avoir « valeur d'exemple » (« Il existe en France 3 000 cantons comme le nôtre », a rappelé Claude Neuschwander, président du cabinet d'études TEN). Qu'importe ! Sur le terrain, la guérilla contre le désert va continuer.

JACQUES SPINDLER

Cette page a été réalisée avec notre correspondante Ginette de Matha. Coordination : Yves Agnès.

AQUITAINE

Concertation du « Sud-Europe atlantique »

Douze régions françaises, espagnoles et portugaises (Aquitaine, Poitou-Charentes, Pays basque espagnol, Asturies, Galice, Nord-Portugal, Communauté de Madrid, Castille y León, Euzkadi, Limousin et Centre) ont conclu à Bordeaux, fin avril, une « charte interrégionale pour le développement de Sud-Europe atlantique ». Cette entité englobe des régions de la côte atlantique, mais aussi des régions plus centrales comme le Communauté de Madrid. Elle se présente comme un « sous-ensemble de l'arc atlantique », lui-même récemment créé pour faire contrepoids aux régions européennes de fort développement situées sur l'axe Londres-Milan.

Les douze partenaires du Sud-Europe atlantique veulent proposer à leurs Etats respectifs et à la CEE des « opérations concrètes de développement et d'aménagement du territoire ». Les régions du Sud-Europe atlantique veulent peser sur l'Etat espagnol pour accélérer la mise à l'écarterement européen du réseau ferré ibérique, ce qui leverait le principal handicap pour la création de la ligne Paris-Madrid.

PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR

Une fondation Renoir à Cagnes-sur-Mer

La municipalité de Cagnes-sur-Mer, ville dans laquelle Renoir passa la dernière partie de sa vie et mourut en 1919, a transformé sa maison, le domaine des Colinetes (acquis en 1977), en musée. Une dizaine d'œuvres du maître, quelques sculptures ainsi que des tableaux originaux de Bonnard, Dufy et André y sont présentés.

Une Fondation Renoir vient de voir le jour. Elle s'est fixée un triple objectif : promouvoir et faire rayonner l'œuvre d'un peintre qui a le privilège d'être représentée dans la plupart des musées du monde ; élargir le patrimoine actuel du musée par l'acquisition régulière d'un dessin, d'une huile ou d'une sculpture de Renoir, sachant que chaque mois l'œuvre du peintre a l'honneur de la salle Drouot ; rechercher les financements nécessaires auprès d'entreprises désireuses d'associer leur image à celle de ce grand artiste.

...Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier.

CRÉDIT FONCIER

En premier, le Crédit Foncier.

« Pour favoriser la fluidité du trafic, le conseil de la communauté urbaine avait trouvé la voie : faire construire une ligne de tramway... »



FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

CHRONOLOGIE

ÉTRANGER

1. - **CHINE** : Au Tibet, la loi martiale, instaurée à Lhassa en mars 1989, est levée, mais la répression se poursuit (3, 9 et 30).

1. - **URSS** : Des milliers de manifestants conspuent M. Gorbatchev à l'issue de la célébration officielle du 1^{er} mai sur la place Rouge à Moscou (3 et 9).

2. - **URSS** : Mort de Mgr Pimène, patriarche de Moscou et chef de l'Eglise orthodoxe depuis 1971 (5).

2-4. - **AFRIQUE DU SUD** : Le gouvernement et l'ANC tiennent leur première série de discussions directes au Cap ; ils s'engagent à « lutter contre la violence et l'intimidation, d'où qu'elles viennent ». La droite manifeste de plus en plus ouvertement son opposition à la politique de réforme menée par M. De Klerk. Du 16 au 21, des affrontements raciaux font quinze morts dans la cité minière de Welkom (du 3 au 8, 18, du 20 au 24, 29 et 30).

3. - **CÔTE-D'IVOIRE** : Le président Houphouët-Boigny autorise le multipartisme. Le 31, neuf partis d'opposition sont agréés, tandis que la contestation sociale s'étend aux appels du contingent, aux policiers, aux pompiers et aux douaniers (4, 5, 6-7, du 17 au 23, 29 et 30/V, 2/V).

3. - **OTAN** : Le président Bush annonce un sommet de l'OTAN début juillet à Londres afin d'adapter la stratégie de l'alliance atlantique aux bouleversements à l'Est. Il précise que les États-Unis renouent la modernisation des missiles nucléaires à courte portée en Europe (du 4 au 7, 10, 11, 12, 24 et 25).

4. - **FRANCE-GRANDE-BRETAGNE** : M^{rs} Thatcher et M. Mitterrand, réunis près de Londres, décident de renforcer la coopération franco-britannique en matière de défense (5 et 6-7).

4. - **GRÈCE** : M. Constantinos Caramanlis (conservateur), élu par le Parlement, redevient président de la République. Il remplace M. Christos Sartzetakis (socialiste) qui lui avait succédé en 1985 (5 et 6-7).

4. - **REFA** : Un accord est conclu entre le patronat et le syndicat de la métallurgie prévoyant de ramener la semaine de travail de 37 h 30 à 35 heures au 1^{er} octobre 1993 (3, 4, 5, 8, 10 et 20-21).

4. - **URSS** : Le Parlement letton est le troisième Parlement balte, après ceux de Lituanie, le 11 mars, et d'Estonie, le 30 mars, à voter en faveur de l'indépendance. Mais une « période de transition » d'une durée indéterminée est prévue. Le 14, deux députés prisés, M. Gorbatchev déclare illégaux les déclarations d'indépendance de l'Estonie et de la Lettonie (du 3 au 17 et 24).

5. - **ALLEMAGNE** : La première réunion ministérielle de la conférence dite « 2+2 » (RDA, RFA, États-Unis, France, Grande-Bretagne, URSS) sur les aspects extérieurs de l'unification allemande se tient à Bonn. L'URSS s'oppose aux autres participants en refusant que la future Allemagne unie appartienne à l'OTAN. Le 8, à Moscou, M. Gorbatchev réclame un « traité de paix » et, le 17, est annoncée la suspension du retrait des troupes soviétiques (380 000 hommes) de RDA (du 3 au 8, 10, 11, 18, 19 et 23).

6. - **FINANCES MONDIALES** : Les ministres des finances des sept principaux pays industrialisés, réunis à Washington, acceptent d'augmenter de 30 % les ressources du Fonds monétaire international (FMI). Les membres du G 7 se félicitent que le yen se soit « stabilisé » après leur déclaration du 7 avril : les cours reviennent à 150 yens pour un dollar à la fin du mois (8, 9, 10, 15 et 27-28).

6-7. - **ITALIE** : Les élections régionales et municipales sont marquées par un net recul des communistes et par une percée des régionalistes (6-7 et 9).

6-7. - **VOUGOSLAVIE** : Lors du deuxième tour des premières élections libres en Croatie, l'Union, démocratie croate (droite nationaliste) remporte les deux tiers des sièges du Parlement de Zagreb. Après la Slovaquie, la Croatie devient, le 31, la deuxième des six Républiques yougoslaves à avoir un gouvernement non communiste. Le 15, M. Borisav Jovic (Serbe), nouveau président de la Fédération pour un an, s'installe, dans son discours inaugural, du « danger d'une guerre civile et d'une désintégration du pays » (8, 10, 12, 15, 17, 23 et 29/V, 1^{er} et 2/V).

6-13. - **VATICAN** : Visite de Jean-Paul II au Mexique (du 6 au 15).

7-13. - **LIBAN** : De nouveaux duels d'artillerie dans le « pays chrétien » entre l'armée du général Aoun et la milice des Forces libanaises font près de soixante-dix morts, ce qui porte à plus de mille le nombre des tués de la « guerre des chrétiens » depuis le 31 janvier (9, 11, 13-14, 15, 29 et 31).

8. - **ALBANIE** : Le Parlement vote plusieurs mesures de libéralisation. Le 12, M. Ramiz Alia, chef du PC, affirme que la démocratisation est « irréversible » (10, 11, 13-14 et 15).

9. - **AÉRONAUTIQUE** : Aérospatiale et British Aerospace décident d'étudier la construction d'un nouveau supersonique qui succéderait à Concorde. Des constructeurs américains, allemands et italiens s'associent ensuite à ce projet (6-7, 10, 24 et 26).

9. - **AFRIQUE DU SUD** : Le président De Klerk commence une tournée européenne par Paris, où il est reçu, le 10, par MM. Mitterrand et Rocard. Il se rend ensuite jusqu'au 25 en Grèce, au Portugal, en Belgique, en Grande-Bretagne, en RFA, en Suisse, en Espagne et en Italie (10, 11, 12, 24 et 29).

9. - **BRESIL** : Le président Collor annonce un plan de réduction des dépenses de l'Etat, qui prévoit le licenciement de 20 à 25 % des 1,6 million de fonctionnaires et la privatisation des entreprises publiques « non stratégiques » (11).

11-12. - **ZAIRE** : Plus de cinquante étudiants sont tués à l'arme blanche par des éléments de la garde présidentielle à Lumumbashi. Ce massacre, démenté à Kinshasa, est confirmé par plusieurs sources (18, 23, 24, 26, 27-28 et 30/V, 2/V).

13. - **RFA** : Les sociaux-démocrates (SPD) remportent les élections régionales en Rhénanie du Nord-Westphalie et en Basse-Saxe. La défaite des chrétiens-démocrates (CDU) du chancelier Kohl illustre l'inquiétude suscitée par le coût de l'unification avec la RDA (12 et 15).

15. - **CHINE** : M. Lee Teng-hui, président du régime nationaliste de Taïwan, propose l'ouverture d'un dialogue « intergouvernemental » avec Pékin, qui refuse cette offre tout en se félicitant de la volonté de M. Lee d'œuvrer à la réunification de la Chine (du 16 au 19, 22 et 23).

16. - **RÉPUBLIQUE DOMINICAINE** : M. Joaquín Balaguer (conservateur), chef de l'Etat sortant, remporte sa sixième élection présidentielle avec une avance de moins de 1 % sur le juge Bosch (gauche), son rival depuis près de cinquante ans (16, du 18 au 22 et 27).

17. - **ALGÉRIE** : Le FLN réussit à mobiliser deux cent mille manifestants dans les rues d'Alger, en réponse au défilé du 20 avril des islamistes. Deux autres manifestations d'une ampleur comparable sont organisées, le 10 par les partis de gauche, et le 31 par le Front des forces socialistes (FFS) de M. Hocine Ait Ahmed (du 9 au 12, 15, 19 et 31/V, 2 et 3/V).

18. - **ALLEMAGNE** : Le traité d'Etat instituant, le 2 juillet, l'union monétaire, économique et sociale entre la RFA et la RDA est paraphé à Bonn. Les sociaux-démocrates ouest-allemands refusent de le ratifier si des modifications ne sont pas apportées (3, 4, 5, 8, 12, du 15 au 19, 22, 30 et 31).

19. - **LIBÉRIA** : Les rebelles du Front national patriotique du Libéria de M. Charles Taylor attaquent Buchanan, deuxième port du pays, dont ils prennent le contrôle après de violents combats. Dans tout le pays, la rébellion gagne du terrain, menaçant le régime du président Samuel Doe (2, 17 et du 22/V au 2/V).

20. - **ISRAËL** : Sept ouvriers palestiniens, originaires de Gaza, sont tués par un jeune Israélien à Rishon-le-Zion, près de Tel-Aviv. Ce meurtre, commis par un « déséquilibré », provoque une explosion de colère et de violence dans les territoires occupés, qui est sévèrement réprimée : en trois jours, douze Palestiniens sont tués dans des affrontements avec l'armée dans la bande de Gaza. M. Yasser Arafat, parlant, le 25, devant le Conseil de sécurité réuni à Genève, demande l'envoi de forces de l'ONU dans les territoires occupés (du 22 au 30/V et 2/V).

20. - **ROUMANIE** : Lors du premier scrutin libre depuis plus de cinquante ans, M. Ion Iliescu remporte l'élection présidentielle avec 85,07 % des suffrages et, aux législatives, le Front de salut national qu'il dirige obtient 233 des 348 sièges de députés à pourvoir et 92 des 119 sièges de sénateurs. Après son triomphe, M. Iliescu, ancien dirigeant communiste écarté par Ceausescu à partir de 1971, affirme son refus de tout retour au communisme et appelle à la formation d'un gouvernement de large coalition (3, 4 et du 6 au 30).

21. - **INDE** : Maulvi Farooq, principal chef musulman de la vallée du Cachemire, est assassiné à Srinagar. Les troupes paramilitaires tirent sur la foule transportant sa dépouille, faisant plus de cent morts (6-7, 17 et du 22 au 28).

22. - **ETHIOPIE** : Douze généraux, qui avaient participé, le 16 mai 1989, à une tentative de coup d'Etat contre le président Mengistu, sont exécutés (13-14, 18 et 23/V, 2/V).

22. - **YÉMEN** : Les deux Yéménites, celui du Sud, marxiste, et celui du Nord, conservateur, sont unifiés avec pour président le général Ali Abdullah Saleh, chef de l'Etat

Mai 1990 dans le monde

La chronologie paraît habituellement le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

EDOUARD MASUREL

nord-yéménite depuis 1978 (5, 22, 23, 24 et 27-28).

23. - **FRANCE-URSS** : Elf signe avec le gouvernement soviétique un contrat d'exploitation pétrolière, le premier jamais conclu entre l'URSS et une compagnie occidentale (24 et 25).

23. - **GABON** : Au lendemain de l'adoption du multipartisme par le Parlement, le parti suspecté d'un opposant provoque des émeutes antigouvernementales, en particulier à Port-Gentil, capitale économique du pays. Des renforts militaires français sont envoyés au Gabon pour assurer la sécurité des 20 000 Français : 2 000 d'entre eux sont rapatriés, dont une partie du personnel d'Elf qui interromp, dès le 23, la production de pétrole. Le 29, l'intervention de l'armée gabonaise rétablit l'ordre à Port-Gentil, et Elf reprend sa production après un ultimatum du président Bongo (du 25/V au 4/V).

23. - **HONGRIE** : Le gouvernement de coalition de centre-droit formé par M. József Antall, président du Forum démocratique (MDF), est investi par le Parlement, où il dispose d'une majorité de 229 sièges sur 386. Composés surtout d'enseignants, il comprend huit ministres du MDF, quatre du parti chrétien-démocrate et quatre indépendants (4, 5, 18, 24 et 25).

23. - **URSS** : Le Parlement lituanien offre de suspendre les décisions découlant de la déclaration d'indépendance du 11 mars, mais pas la déclaration elle-même. Moscou juge ces concessions insuffisantes, et M. Gorbatchev précise, le 24, que la Lituanie pourrait être indépendante « d'ici deux ans » si son Parlement votait un gel de la proclamation du 11 mars (3, 4, 5, du 9 au 15, 18, 20-21, 22, 25, 26, 27-28 et du 31/V au 3/V).

24. - **URSS** : M. Nikolai Ryjkov, premier ministre, présente devant le Soviet suprême le plan de réformes économiques, qui prévoit le passage à « l'économie de marché planifiée ». Les hausses de prix qu'il entraîne provoquent la panique chez les consommateurs. M. Gorbatchev s'empresse à les rassurer, le 27,

dans un discours télévisé (13-14 et du 23/V au 1^{er}/V).

25. - **ÉTATS-UNIS** : Le président Bush signe la loi sur l'aide d'urgence de 420 millions de dollars pour le Panama et de 300 millions de dollars pour le Nicaragua. Après plusieurs appels pressants de M. Bush, le Congrès avait fini par approuver cette aide (18 et 30).

25. - **FRANCE-URSS** : M. Gorbatchev, recevant M. Mitterrand à Moscou, menace de remettre en cause les négociations sur le désarmement en Europe si les Occidentaux maintiennent leur volonté de voir l'Allemagne unie appartenir à l'OTAN (23 et du 25 au 28).

26-31. - **PAKISTAN** : Des affrontements interethniques font plus de deux cents morts à Karachi et à Hyderabad, les deux grandes villes de la province du Sind (18, 29 et 30/V, 1^{er} et 2/V).

27. - **BIRMANIE** : L'opposition remporte largement les élections organisées par les militaires au pouvoir depuis 1962. La Ligue nationale pour la démocratie de M^{rs} Aung San Suu Kyi, assignée à résidence à son domicile depuis juillet 1989, revendique 391 des 485 sièges (4, 22 et du 27 au 30/V, 2/V).

27. - **COLOMBIE** : A l'élection présidentielle, M. César Gaviria (libéral) est élu, avec 47,7 % des voix pour succéder le 7 août au président Virgilio Barco (libéral). De tous les candidats, il était le plus partisan d'une « lutte sans merci » contre la mafia de la drogue, alors qu'en 1990 près de 5 000 personnes ont été victimes d'assassinats ou d'attentats à la bombe attribués pour la plupart aux narcotrafiquants (5, 15, 19, 22, 23 et du 25 au 29).

27. - **POLOGNE** : Aux élections municipales, le premier scrutin totalement libre, Solidarité remporte 85 % des sièges dans les grandes villes, mais les candidats indépendants dominent dans les petites villes et à la campagne. Les ex-communistes n'obtiennent que 0,7 % des sièges (22 et du 24 au 30/V, 1^{er}/V).

27. - **URSS** : En Arménie, des affrontements entre groupes nationalistes et militaires soviétiques font vingt-quatre morts à Erevan (du 27 au 31).

28. - **DOMINIQUE** : Aux élections législatives, le parti de M^{rs} Eugénie Charles, premier ministre conservateur depuis 1980, remporte 11 (sur 4) des 21 sièges (31).

28-30. - **SOMMET ARABE** : Cinq chefs d'Etat (Algérie, Maroc, Syrie, Liban, Oman) refusent de se rendre à Bagdad pour le sommet arabe extraordinaire convoqué à la demande de l'OPLP pour examiner « les dangers de l'immigration des juifs soviétiques en Israël ». Seules des résolutions très générales sont adoptées par ce sommet (4, 5, 9, 11, 12, 17, 23, 24 et du 27/V au 2/V).

29. - **EST-OUEST** : Les statuts de la Banque européenne pour la reconstruction en Europe (BERD) sont officiellement adoptés par les quarante-deux membres fondateurs. Présidée par M. Jacques Attali et siégeant à Londres, elle disposera, à partir du 1^{er} avril 1991, de 12 milliards de dollars pour aider les huit pays d'Europe de l'Est (9, 11, 13-14, du 18 au 22, 29, 30 et 31).

29. - **URSS** : M. Boris Eltsine, chef de file des radicaux, est élu président du Parlement de la Fédération de Russie, au troisième tour de scrutin, malgré l'opposition de M. Gorbatchev. Le 30, il se prononce pour une « souveraineté réelle » de la Russie tout en souhaitant une réconciliation avec M. Gorbatchev (17, 18, 24 et du 27/V au 1^{er}/V).

30. - **ÉTATS-UNIS-URSS** : M. Gorbatchev arrive à Washington pour son deuxième sommet avec M. Bush, du 31 mai au 3 juin, après une visite officielle au Canada les 29 et 30 (du 16 au 23 et à partir du 26).

30. - **ISRAËL** : Lors de la plus importante tentative d'infiltration d'un commando par mer, quatre Palestiniens sont tués et deux autres capturés. Washington menace de suspendre son dialogue avec l'OPLP si celle-ci ne dénonce pas ce raid (du 1^{er} au 4/V).

FRANCE

2. - Dans l'affaire des fausses factures de la SORMAE, neuf des trente-six inculpés sont renvoyés en correctionnelle. Les autres, dont les huit élus, bénéficient d'un non-lieu ou de l'amnistie. Cette décision judiciaire relance la polémique autour de l'amnistie des délits politico-financiers, et l'opposition (RPR, UDF, UDC) dépose, le 3, sur l'initiative de M. Chirac, une motion de censure. Discutée le 9 à l'Assemblée nationale, elle ne recueille que 263 des 289 voix nécessaires pour renverser le gouvernement. Le PFC, après avoir maintenu le suspense, ayant refusé de le voter (du 3 au 15).

2. - L'expulsion de trois cents personnes qui squattaient deux immeubles parisiens suscite les protestations de nombreuses associations humanitaires (4, 6-7, 8, 11, 12, 20-21, 22 et 29).

3. - La loi sur le logement des plus démunis est définitivement votée. Les pouvoirs des préfets en matière d'attribution des logements sociaux ont été renforcés (5, 7, 12, 20, 22-23 et 29-30/V, 3, 23 et 31/V).

4. - Le projet de loi relatif au crédit-formation est adopté en première lecture grâce au vote de sept députés de l'opposition et de quinze non-inscrits qui se joignent au 272 PS. Après un accord, le 23, sur une série d'amendements entre le gouvernement et les parlementaires sociaux, le projet est voté le 31 par le Sénat (3, 6-7, 18, 23 et 27-28/V, 1^{er} et 2/V).

4. - Un litige entre démographes sur les indices de fécondité donne lieu à une controverse sur la baisse de la natalité en France (5 et 17/V, 2/V).

9. - M. Rocard présente en conseil des ministres le programme français de lutte contre la drogue. Un projet de loi contre le blanchiment de l'argent prévoit la levée partielle du secret bancaire (10 et 12).

9. - Le conseil des ministres approuve le projet de loi sur le travail précaire qui reprend l'essentiel de l'accord conclu le 24 mars entre les partenaires sociaux. Le 22, M. Jean-Pierre Soisson parvient à lever les réserves des députés socialistes sur ce texte (9, 10, 12, 17, 20-21, 23, 24 et 26).

10. - M. Mitterrand, recevant à l'Élysée M. Hergot, président du CNPF, souhaite l'ouverture rapide de négociations sur les bas et moyens salaires entre les partenaires sociaux. Le 29, prononçant à Auxerre un discours sur la lutte contre les inégalités, il affirme que l'Etat interviendrait si les salaires ne pouvaient être revus par la voie contractuelle (du 12 au 16, 23 et du 29/V au 4/V).

12. - Le projet de réforme des PTT est voté en première lecture à l'Assemblée nationale grâce à l'abstention de la plupart des élus de droite et du centre (3, 4, 9, du 11 au 14 et 30).

15. - Le gouvernement apporte son soutien à l'accord conclu par Thomson et Philips qui ont décidé d'investir 20 milliards de francs sur cinq ans dans la télévision à haute définition (17, 20-21, 25 et 26/V, 2 et 15/V).

15-17. - Visite de M. Mitterrand en Pologne française. Le 17, il se déclare prêt à « ouvrir l'information au maximum » sur les expériences nucléaires françaises (du 16 au 20-21).

18. - M. Jacques Chirac se rallie à l'idée d'une confédération du RPR, de l'UDF et du CNL. M. Valéry Giscard d'Estaing lui adresse, dans une lettre datée du 21, ses projets de statuts pour cette confédération qu'il propose d'appeler « l'Alliance » (du 20-21 au 25).

18. - Le TGV, en atteignant 515,3 kilomètres-heure, bat son propre record du monde de vitesse sur rail (11, 19 et 20-21).

21. - Le gouvernement autorise la construction à Marcoule (Gard) de l'usine Melox pour la fabrication de combustible mixte (MOX) permettant d'utiliser dans les centrales nucléaires le plutonium issu du retraitement (23, 24 et 26).

22. - Un compromis est conclu entre le gouvernement et la Commission européenne sur la dette de Renault : sur les 12 milliards de francs annuels en décembre 1988, 6 milliards devront être remboursés, dont 3,5 milliards immédiatement (12, 18, 22, 23 et 24).

22. - En avril, le déficit du commerce extérieur a atteint 4,3 milliards de francs, le nombre des chômeurs a diminué de 0,9 % et les prix ont augmenté de 0,4 % (12, 17, 23, 25 et 27-28/V, 1^{er}/V).

23. - Le conseil des ministres approuve un plan de développement des universités qui prévoit 16 milliards de francs supplémentaires pour l'enseignement supérieur de 1991 à 1995 (24 et 25).

23. - M. Pierre Joxe soumet aux élus indices des aménagements du statut particulier de l'île. Il propose que des compétences élargies soient confiées à un exécutif régional, distinct de l'Assemblée (du 26/V au 1^{er}/V).

23. - M. Pierre Rosenberg, chef du département des peintures au Musée du Louvre, et M^{rs} Paul Lombard, avocat marseillais, bénéficient d'un non-lieu dans l'affaire de la capture de l'héritage de Suzanne Canson. Ils avaient été inculpés de vol en décembre 1988 après l'achat par le Louvre d'un tableau de Murrillo (12 et 25).

28. - Hachette acquiert 22 % du capital de la Cinq, tandis que les Mutuelles agricoles et le groupe Chaussons se retirent de la chaîne de M. Hergot et Berlusconi (29 et 30/V, 2 et 3-4/V).

30. - M. Mitterrand s'inquiète en conseil des ministres des retards dans la publication des décrets d'application des lois (1^{er} et 2/V).

30. - Dans l'affaire de la Société générale, le parquet de Paris demande l'inculpation pour délit d'initié de cinq personnes, dont le directeur du cabinet de M. Bérégovoy, entre 1982 et 1986 (29-30/V, 5/V et 1^{er}/V).

30. - Un accord est annoncé entre Paribas et la Compagnie de navigation mixte après l'échec de l'OPA lancée par Paribas en octobre 1989. La participation Paribas dans le capital de la Mixte va être ramenée de 40,5 % à 30 % et celle de la Mixte dans Paribas de 12,7 % à 9,7 % (31/V et 1^{er}/V).

31. - M. Mitterrand déclare, à Evry, devant deux mille lycéens et étudiants, qu'il faudrait « accroître considérablement, peut-être doubler, le nombre des élèves dans les grandes écoles » (2 et 3-4/V).

Antiracisme, profanations, immigration

Le 3, à l'Assemblée nationale, la proposition de loi renforçant les sanctions contre le racisme est adoptée en première lecture par 307 voix (PS, PC) contre 268 (RPR, UDF, UDC). Lors du débat, particulièrement houleux, l'opposition a dénoncé, après M. Le Pen, le 1^{er}, un texte « liberticide » et a refusé de voter une proposition de loi d'origine communautaire.

Dans la nuit du 9 au 10, le cimetière juif de Carpeaux est profané : trente-quatre sépultures sont violées et le corps d'un octogénaire récemment inhumé est déterré et emporté. L'indignation est unanime. M. Mitterrand appelle les Français à se ressourcer. L'attachement n'est pas revendiqué et l'enquête policière se révèle assez piètre.

Le 14, environ deux cent mille personnes manifestent à Paris leur refus du racisme et de l'antisémitisme. La présence de M. Mitterrand, de M. Rocard et de très nombreux hommes politiques de gauche comme de droite renforce l'isolement du Front national accusé d'être responsable de la montée du racisme. Les jours suivants, le FN, qui s'estime victime d'une « diffamation d'Etat », se voit interdire de tenir des réunions par plusieurs municipalités.

Le 15, M. Rocard accepte de reporter du 16 au 29 mai la table ronde sur l'immigration qui fait suite à celle sur le racisme du 3 avril. L'opposition avait demandé ce report, sou-

haitant que la « clarification », lors du débat parlementaire du 22, précède la « concertation ».

Le 16, le bureau exécutif du PS renonce, pour le court terme, à la revendication du droit de vote aux élections locales pour les résidents étrangers. Des socialistes reprochent à leurs dirigeants d'avoir cédé à la pression de la droite qui faisait de cet abandon la condition de sa participation à la table ronde de Matignon.

Le 22, à l'Assemblée nationale, lors du débat sur l'immigration et l'intégration, gouvernement et opposition apparaissent loin de pouvoir s'entendre.

Le 25, M. Rocard, recensant, dans une lettre aux responsables politiques de la majorité et de l'opposition, de nombreuses mesures pouvant « faire l'objet d'un large accord », propose considérablement, peut-être doubler, l'établissement d'une « charte solennelle » sur l'immigration et l'intégration.

Le 29, l'opposition accepte de participer à la table ronde qui rassemble à l'hôtel Matignon les dirigeants de tous les partis, sauf le FN. A l'issue de la réunion, M. Rocard se félicite de « la volonté unanimement partagée de maîtriser les flux d'immigration et de travailler à l'intégration des étrangers en situation régulière », mais l'opposition exprime son refus de « cautionner l'inaction » du gouvernement et décide de ne plus se prêter à « de nouvelles concertations-alibis » (du 3/V au 1^{er}/V).

Un entretien avec
de l'Union départ

Les ba

Hitachi aux
une mémoire

101, 101, 101

ÉCONOMIE

... La Monde • Dimanche 10 - Lundi 11 juin 1990 15

Un entretien avec le secrétaire général de l'Union départementale FO de Paris

M. Jacques Mairé : Nous pourrions refaire l'unité de la confédération par de vrais débats

Réduire le secrétaire général de l'Union départementale FO de Paris, M. Jacques Mairé s'oppose sur de nombreux points à la politique confédérale de M. Marc Blondel. A la veille du comité confédéral national de FO à Orléans, qui s'ouvrira le 11 juin, M. Mairé s'explique sur ses positions, dans l'entretien qu'il nous a accordé.

« Depuis dix-huit mois, Marc Blondel est secrétaire général de FO. Quel bilan dresserez-vous de son action alors que vous avez soutenu son concurrent ? »

— Le congrès confédéral nous a laissés très divisés et je pense qu'on aurait dû avoir beaucoup plus le souci d'utiliser ces dix-huit mois à faire disparaître, ou du moins à atténuer, ces divisions. Je ne suis pas du tout sûr qu'on y soit parvenu. On maintient entre nous le débat artificiel sur ce que seraient deux conceptions du syndicalisme : contestation et accompagnement. On pourrait plus utilement rechercher ensemble ce que doit être le syndicalisme pour le

monde du travail tel qu'il est aujourd'hui. J'ai pour ma part essayé d'ouvrir ce débat à plusieurs reprises. Je n'ai jamais eu de réponse.

Privilégier le contractuel

« Faut-il signer l'accord sur le travail précaire ? »

— Sur ce projet d'accord, on peut décider de signer ou non mais encore faut-il le faire clairement. Moi, je suis favorable à la signature tout simplement parce que cet accord améliore la situation de plusieurs centaines de milliers de salariés. Sur des sujets de ce type, je crois que nous devons privilégier le contractuel par rapport au législatif. C'est dans la droite ligne de la politique de la confédération depuis qu'elle existe. On choisit un texte pour ce qu'il y a dedans et non pas en fonction des jeux politiques qu'il peut susciter.

« Qu'est-ce qui a le plus changé : la stratégie de la confédération ou son fonctionnement démocratique ? »

— Je ne connais pas la stratégie confédérale. Le fait que le large

consensus qui s'organisait autour d'André Bergeron n'existe plus réclame de notre part une plus grande attention au fonctionnement démocratique. Il y a des majorités et des minorités dans nos organisations : il faut s'habituer à vivre avec.

« Est-ce une politique alternative regroupant les opposants à Marc Blondel que vous proposez ? »

— Je ne sais pas s'il faut proposer une politique alternative. Il faut d'abord de vrais débats à tous les niveaux de la confédération sur les vrais problèmes et non sur les vieilles lunes idéologiques. C'est par ce moyen que nous pourrions refaire notre unité. Les querelles de personnes ne présentent aucun intérêt.

Assurer des services

« Votre UD de Paris vient de lancer la carte « FO Plus ». Le développement des services est-il une solution à la crise du syndicalisme ? »

— Je ne crois pas qu'on puisse promouvoir un syndicalisme de services par opposition à un autre

syndicalisme qui ne rendrait aucun service. Par contre le syndicalisme tout court doit pouvoir assurer à ses adhérents un certain nombre de services. La défense du locataire est un élément de la défense du pouvoir d'achat. On peut développer la mutualité pour ceux qui n'en bénéficient pas encore plutôt que de laisser le champ libre aux compagnies d'assurances.

« Notre projet « FO Plus » garantira à nos adhérents une assurance juridique dans de nombreux domaines de la vie civile et de la consommation. Je préfère cela plutôt que de laisser tel banquier ou tel assureur proposer à ses clients de les défendre dans le domaine du droit du travail. La défense syndicale n'a rien à gagner à ces formes de sous-traitance. Bien sûr, ce n'est pas révolutionnaire et l'essentiel pour le syndicat c'est d'être d'abord dans les entreprises et notamment dans les plus petites. Mais cela peut aider à avoir plus d'adhérents et à les garder. »

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT

M. Rocard propose un calendrier au CNPF

Le relèvement du SMIC sera lié à l'ouverture de négociations salariales

« Le gouvernement n'arrêtera sa position définitive sur la hausse du SMIC qu'au 1^{er} juillet en fonction des positions que prendront les partenaires sociaux sur la relance des négociations de branche ». M. Michel Rocard a proposé un calendrier tout à fait clair au CNPF, vendredi 8 juin, lors de la réunion exceptionnelle de la Commission nationale de la négociation collective (CNCC). Si le patronat accepte une amélioration des décrets de carrière des basses et moyennes rémunérations, « le relèvement accompagnera cette relance de la négociation en faisant évoluer le SMIC comme le taux de salaire horaire, c'est-à-dire le salaire minimal comme le salaire moyen », a explicité le premier ministre. Le 26 juin, lorsque se réunira de nouveau la CNCC, un calendrier devra être fixé afin d'engager « immédiatement » des discussions dont le terme ne devra pas excéder le 31 décembre 1992.

S'il a qualifié de « franchement inacceptable » le fait que certaines « règles de progression à l'ancienneté (...) deviennent inopérantes », le premier ministre a admis que « la meilleure solution est une relance de la négociation (...) accompagnée d'une politique du SMIC comportant, comme en 1988 et 1989, des coups de pouce limités ». Une trop forte progression du SMIC, a-t-il insisté, serait « contre-

productive en terme d'emploi » : une hausse de 10 % (comme celle qui avait été accordée en juin 1981...) « conduirait à 400 000 chômeurs de plus ».

La balle est donc dans le camp des organisations professionnelles. Le président de chacune d'entre elles recevra dans les prochains jours une lettre du ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, les invitant à prendre contact avant le 1^{er} octobre avec leurs interlocuteurs syndicaux. Se sentant quelque peu pris au piège, M. Jean-Louis Girat, président de la commission sociale du CNPF, s'est placé sur la défensive. La procédure choisie par le gouvernement lui est apparue « un peu étonnante » et, soucieux de ne pas donner l'impression de cautionner ce qui ressemble fort à une mise en demeure aux fédérations patronales, il a réclamé « un délai de réflexion ».

Les syndicats se sont déclarés partisans d'une relance des négociations salariales, en regrettant la prudence de M. Rocard sur la prochaine revalorisation du SMIC. Des contacts vont se nouer entre pouvoirs publics et partenaires sociaux pour préparer la séance du 26 juin à l'issue de laquelle ils devront s'entendre sur un relèvement de conclusions.

JEAN-MICHEL NORMAND

Investissement suédois dans le Bordelais

EKA Nobel va s'implanter en Gironde

BORDEAUX

de notre correspondante

EKA Nobel, filiale du suédois nobel industries, va implanter en Gironde une unité de chlorate de sodium, matière de base pour la production de chlorure de chlore servant au blanchiment de la pâte à papier. D'une capacité de 50 000 tonnes, elle créera 50 à 70 emplois et sera opérationnelle début 1992. L'investissement sera de l'ordre de 300 millions de francs.

EKA Nobel, premier producteur mondial de chlorate de sodium, portera ainsi sa capacité à 510 000 tonnes/an. Elle réalise actuellement 2 milliards de chiffre d'affaires et emploie 1 700 salariés en Suède, au Canada et aux USA et mise sur le développement des agents de blanchiment moins polluants que le chlore organique, au profit du chlorure de chlore, de l'eau oxygénée et de l'oxygène.

Selon M. Gunnar Eidem, responsable des implantations à l'étranger, la société a choisi le bordelais pour « sa bonne localisation géographique pour l'Europe du sud » et les tarifs « compétitifs » consentis par EDF. Car le chlorate de sodium exige beaucoup d'énergie et l'électricité représente 35 % de son prix de vente. La DATAR accordera une prime d'aménagement du territoire dont la hauteur n'est pas fixée mais de toute façon « inférieure à 5 % de l'investissement ». EKA Nobel participe en effet à la reconversion de la zone de l'Ambès, naguère vouée à la chimie et à la pétrochimie mais en friche depuis le début des années 80. Elf y a fermé une raffinerie et EDF mis sous cocon une centrale thermique. La SOFREA, société financière d'Elf, qui soutient habituellement les implantations sur la presqu'île, est la seule à ne pas prêter main forte au chimiste, concurrent potentiel d'Atchem. M. Eidem a assuré enfin que l'usine ne ferait « en principe pas de rejet dans la Garonne ni dans l'atmosphère ».

GINETTE DE MATHA

EN BREF

□ Conagra va racheter Beatrice. — Le groupe agro-alimentaire Conagra va racheter la firme de produits alimentaires Beatrice Co pour un montant de 1,34 milliard de dollars (7,6 milliards de francs), ont annoncé les deux sociétés américaines le jeudi 7 juin. Beatrice avait été rachetée en avril 1986 par la firme d'investissements KKR qui, depuis cette date, la revend par morceaux. D'après M. Charles Harper, le président de Conagra, qui réalise un chiffre d'affaires supérieur à 15 milliards de dollars (85,5 milliards de francs), l'acquisition de Beatrice constitue « une opportunité stratégique majeure ». L'accord prévu entre les deux sociétés, dont l'application reste soumise à l'approbation des autorités fédérales, prévoit le versement

La Conférence monétaire internationale de San-Francisco

Les banques dans l'arène internationale

C'est dans l'optimisme que la conférence monétaire internationale annuelle a conclu jeudi 7 juin ses assises en Californie. La détente du climat politique en Europe de l'est, ajoutée à l'absence de pressions inflationnistes majeures, a sous-tendu la bonne humeur des deux cents banquiers mondiaux. Les orateurs ont même su éviter quelques lieux communs, signe que la finance internationale bouge, mue par une propension inhabituelle à l'autocritique.

SAN-FRANCISCO

correspondance

L'aéroport, assemblée dans les salons rochers de l'hôtel Fairmont de San Francisco, ne manquait guère de cibles. Au premier chef, l'indolence des autorités publiques américaines, face au dérapage budgétaire des années 80. M. Paul Volker, l'ancien dirigeant du Federal Reserve Board devenu le président de la banque privée James D. Wolfensohn, a réitéré ses critiques : « Les pouvoirs publics ont perdu le contrôle de l'économie à cause de l'absence d'un taux d'épargne décent », s'est-il plaint, ajoutant même « je doute qu'ils puissent un jour se rattraper ». Le secrétaire d'Etat au Trésor,

M. Nicholas Brady, s'est efforcé, quant à lui, de demander au Congrès de cesser de « jouer à colin-maillard » et d'adopter des règles strictes de coupes budgétaires.

En second lieu, la conférence a permis aux anti-soviétiques d'exprimer largement leurs vues. L'incertitude à propos de l'avenir politique de M. Gorbatchev s'est mêlée au mécontentement lié au retard dans le règlement des emprunts par les autorités de Moscou. M. John Reed, le patron de City Corp., la seconde banque mondiale, n'a pas mâché ses mots : « Auparavant, les Russes payaient rubis sur l'ongle » ; l'absence du système décentralisé déroute tous les dirigeants et même les banquiers occidentaux.

Le rôle des outils informatiques

La conférence internationale a cependant surpris par l'intérêt sincère porté à la protection de l'environnement : l'idée fait son chemin que les banques ont une responsabilité dans ce domaine au moment d'attribuer les prêts. « L'invitation de certains industriels à cet égard, montre a priori que les banques portent moins d'outilleries qu'on ne leur en prête », remarquait complaisamment le PDG de Ciba Geigy.

La nécessité de mieux appréhender les risques, passe — consensus rare — par un renforcement du rôle

des outils informatiques. Bankers Trust et Morgan Stanley consacrent chacune plus de cent millions de dollars par an à la mise en place de systèmes de gestion, d'analyse et d'optimisation de leurs portefeuilles. « Ces investissements portent leurs fruits », affirme M. Dick Fisher, dirigeant de Morgan Stanley, dont au moins des profits proviennent des salles de marché.

La surprise majeure a émané des débats sur la réglementation bancaire. Du fait de l'incapacité à contrôler les flux de capitaux et de devises, les normes établies par les banques centrales contreviennent à leurs objectifs initiaux, disent les financiers, soutenus par leurs autorités monétaires. « Le cycle d'innovation dans les salles de marché a déjoué les tentatives les plus sincères », raconte avec amertume le patron de la Morgan Guaranty Trust. En fait, les Européens partis en retard, ont bénéficié des insuffisances américaines. Pour les banquiers nippons la collusion parfaite avec le ministère des Finances qui maintient un œil vissé sur leurs livres et « sur une des suggestions », selon l'expression de M. Yasufuku, numéro 2 de la Sanwa Bank, crée une structure consensuelle entre intérêts publics et privés.

De son côté M. Alan Greenspan, le patron du Fed, n'a pas ménagé ses critiques envers le microcosme. D'une part, le débat sur le risque ne

saurait obérer l'incapacité de ces institutions à s'auto-réguler. Le scandale des Savings & Loans où des centaines de dirigeants se sont enrichis aux frais du contribuable américain, laissera des traces et incitera à une vigilance redoublée, malgré les discours d'assouplissement du carcan de règles. « On ne peut à la fois coûter six cents milliards de dollars à la collectivité et demander qu'elle détache les menottes », conclut, sardonique, un banquier de Boston.

Les financiers, habituellement peu enclins à la philanthropie, ont évoqué d'autre part les conséquences désastreuses pour les pays endettés du Tiers-monde du déficit des Etats-Unis. « Le maintien d'un fort taux d'intérêt réel, a asséné un coup fatal aux économies en reconstruction », remarquait vivement un banquier néerlandais, polémiquant avec le secrétaire d'Etat américain.

Enfin, « les critiques acerbes à l'égard du système soviétique, accompagnées de compliments à l'égard de Mikhaïl Gorbatchev, tiennent du double langage », assure un banquier français expert des pays de l'Est. Tout le monde s'accorde en effet à accepter la nécessité de renforcer la nouvelle Europe, mais personne ne se presse au portillon.

ALEX SERGE-VIEUX

Le Cocom assouplit le contrôle des exportations technologiques vers l'Est

Les dix-sept pays occidentaux membres du Cocom (Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations) ont décidé jeudi 7 juin de réduire les restrictions depuis 1949 aux ventes de technologie aux pays communistes.

Réduction quantitative d'abord : la « liste noire » est amputée de toutes les technologies les plus stratégiques. La RDA n'est pratiquement plus touchée par les interdictions, à l'exception de quelques technologies ultra-sensibles.

L'URSS et les autres pays de l'Est bénéficieront d'un accès plus facile aux exportations occidentales dans trois domaines : les ordinateurs (exportation libre jusqu'à 275 mégabits par seconde, « facilités » jusqu'à 500, examen au cas par cas au dessus de 1 000); les machines-outils (jusqu'à une précision de 3 microns pour certaines applications); les télécommunications (avec un traitement plus favorable pour la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie).

Un séminaire de l'OCDE sur les initiatives locales

La création de petites entreprises : des recettes pour l'Est

Même dans les plus grands pays industriels l'emploi se crée par le bas : l'an dernier, 950 000 Américains, 390 000 Italiens, 300 000 Allemands et 270 000 Français ont créé une entreprise. La grande majorité d'entre eux l'ont fait pour s'assurer à eux-mêmes un revenu mais certains — la catégorie dite des « bâtisseurs » — ont voulu développer leur activité et employer en peu d'années des dizaines, voire des centaines de personnes.

TRIESTE

de notre envoyée spéciale

Sur le diagnostic, il y a peu de divergences : les PME sont le socle des économies saines. Elles assurent le renouvellement du tissu industriel, l'innovation et la diffusion technologique. Elles sont à l'origine de la plupart des emplois créés (plus de 80 % des créations aux Etats-Unis entre 1981 et 1985 ont été le fait d'entreprises de moins de vingt salariés). Du point de vue des statistiques d'emploi, les chiffres sont aussi impressionnants. Au Japon, plus de 80 % des salariés travaillent dans des PME.

Cela posé, on est resté, lors du séminaire de Trieste, en pleine ambiguïté, et la démonstration à l'usage des économistes européens en transition n'en a pas été clarifiée. Parfois on a la même chose lorsqu'on évoque l'essaimage d'entreprises de haute technologie dans la Silicon Valley (dont certaines sont devenues en quelques années leaders mondiaux sur leur marché) et, comme l'a fait une

Fortes de ce constat, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), associée pour l'occasion à la SPI, une filiale financière du groupe public italien IRI pour la promotion de jeunes entreprises, a organisé, les 5 et 6 juin, à Trieste, un séminaire international qui avait pour but de présenter à des interlocuteurs des pays de l'Est les enseignements des expériences occidentales en matière de création d'entreprises au niveau local.

intervenante française, le recyclage des piqueuses-surjeteuses de la région de Roanne comme ouvrières dans l'industrie électronique ? D'un côté, les marchands de gloire et les chantiers de formation pour jeunes en difficulté, de l'autre l'effort d'internationalisation des PME japonaises qui sont des milliers à investir à l'étranger.

M. Carlo Patrucco, vice-président de la Confindustria, le patronat italien, l'a dit ouvertement : « On a fait une confusion désastreuse entre la lutte contre le chômage et l'aide à la création d'entreprises. Ce sont des démarches différentes. »

Traitement social ou traitement économique du chômage, M. Nicolai Chmelov, le conseiller économique du président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, est resté réticent devant ces arguments : « Nous aurons besoin de toutes les initiatives, vraiment toutes, pour faire face au chômage, avoué-t-il sans fard. Dans chacune de nos usines, il y a au moins 25 % de personnel excédentaire. Au total, ce sont 25 à

30 millions de personnes qui vont perdre leur travail. Il faut absolument leur trouver une occupation. Mais je ne vois pas les choses se mettre en place très vite. Nous sommes dans une période chaotique. » A la question de savoir si les PME occidentales doivent tenter leurs chances sur le marché de l'URSS, le responsable soviétique répond par un « non » catégorique. « Trop risqué. Il faut de très grands groupes très solides pour faire quelque chose chez nous, dans la situation présente. »

Le vice-président du patronat italien a lancé, à l'usage des PME de la Péninsule, un avertissement presque aussi sévère : « Les Soviétiques ne paient plus. Des centaines de conteneurs sont bloqués dans leurs ports, chargés de machines neuves, de voitures. Ce qu'il faut maintenant c'est qu'ils produisent avec le matériel qu'ils ont, les qualifications qu'ils ont et, pour faire fonctionner des usines comme elles sont, les PME italiennes sont les champions du monde. »

SOPHIE GHERARDI

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 4 JUIN AU 8 JUIN

PARIS

Coup de froid sur le CAC

INDICE CAC 40
-3,1%

Au lendemain du long week-end de la Pentecôte, l'atmosphère s'est épaissie rue Vivienne sous le double effet des déclarations politiques concernant les projets de taxation mobilière et de l'incertitude liée à l'évolution des taux d'intérêt. Le marché a vécu sa deuxième semaine consécutive de baisse et les pertes sont allées en s'aggravant. Alors que le recul s'était limité à 1,1% lors de la dernière semaine de mai, il dépassait les 3% au terme de ces quatre séances. Cette correction a ainsi quasiment annulé toute l'avance enregistrée lors de la reprise de printemps. Au soir du 8 juin, le gain de l'indice CAC 40 depuis le 31 décembre n'était plus que de 1%. Il s'était apprécié de 6,4% au plus fort de la hausse spectaculaire d'avril, effaçant ainsi les séquelles du krach larvé de février.

L'offensive sociale lancée par le président de la République, le 29 mai à Auxerre, et sa critique contre ceux qui « gagnent de l'argent en dormant » a jeté un froid immédiat sur le marché. Froid d'autant plus vigoureux que ce coup de barre à gauche intervient à un moment où le marché cherche ses marques et doute

d'une possibilité de détente des taux d'intérêt. La publication officielle, mercredi, du rapport Hollande sur la fiscalité du patrimoine n'a fait qu'alourdir la tension. Ce jour-là l'indice CAC 40 se dépréciait de 1,16%, vivant ainsi sa cinquième journée consécutive de baisse. Même si « la politique de la France ne se fait pas à la corbeille », comme le disait le général de Gaulle, le premier ministre s'empresse de rassurer les milieux financiers. M. Michel Rocard affirmait alors devant les députés que la France ne pouvait accepter une pénalisation accrue des activités boursières sans pénaliser les investissements et la libre circulation des capitaux.

De son côté, dès jeudi, le ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, rappelait que toute décision nationale en matière de fiscalité du patrimoine « doit s'inscrire dans le contexte européen de liberté des mouvements de capitaux ». Ces déclarations modérées réussissent à calmer momentanément le jeu et jeudi l'indice CAC 40 redevenait positif en s'appréciant de 0,25%. Les 10 jours de réajustement n'étaient que temporaires et vendredi la Bourse reprenait le chemin de la baisse (-1,42%), en raison également des incertitudes liées à la conjoncture internationale et surtout à l'évolution des

taux d'intérêt tant aux États-Unis qu'en Allemagne. Une détente du loyer de l'argent Outre-Rhin semble écartée pour l'instant, ce qui rend peu probable une opération similaire en France qui pourrait relancer le marché.

Un message de prudence

Dans ces conditions, la réserve semble être de rigueur chez la plupart des intervenants. Dans la synthèse mensuelle consacrée aux valeurs, les analystes de la société de Bourse Dupont Denant concluent : « Pour les semaines à venir, nous retenons un message de prudence : attendre la confirmation de l'optimisme américain, laisser s'éclaircir le paysage des taux d'intérêt en Europe et donner la préférence à la visibilité, à la sécurité et au rendement. » Même souci à la société de gestion Finigest qui vient de sortir le premier numéro d'une lettre mensuelle : « Sauf à ce que de nouvelles et vastes opérations financières ne viennent relancer la cote ou à ce qu'une improbable baisse des taux ne redonne le moral, la Bourse de Paris devrait au mieux se stabiliser dans ses niveaux actuels au cours des prochaines semaines et, eu égard aux niveaux atteints, justifier à court terme une approche prudente et sélective. » Enfin la banque Indosuez, dans sa revue Perspec-

tives, après avoir constaté que « les ressorts internes du marché boursier se sont épuisés », estime qu'« un renforcement des positions est sans doute prématuré, même si une progression supplémentaire des cours de l'ordre de 10% est tout à fait possible à l'horizon de la fin de l'année ».

Peu d'événements ont marqué la semaine, si ce n'est la tenue de quelques assemblées générales. A la Lyonnaise des eaux, le président, M. Jérôme Monod, a présenté les modalités de son augmentation de capital de 2 milliards de francs par émission d'obligations convertibles en actions. A Marseille, M. Marc Fournier, président de la Compagnie de navigation mixte prévoit plus de 5 milliards de francs de résultats cette année. Enfin, chez LVMH, M. Bernard Arnault, président du groupe de luxe, n'envisage pas de diviser son titre, les actionnaires des Ciments français ont choisi quant à eux cette option. Dès 1991, le nominal des actions sera réduit de 75 à 25 francs, et le nombre d'actions sera ainsi multiplié par trois. Son concurrent Lafarge avait adopté la même politique en début d'année en divisant par quatre la valeur de ses titres. Ils n'ont jamais, depuis, été autrefois recherchés.

DOMINIQUE GALLOIS.

NEW-YORK

Sous la barre des 2900 points

INDICE DOW JONES
-1,3%

Wall Street qui avait débuté la semaine sur un nouveau record (2935,19 le 4 juin), a ensuite subi la pression des prises de bénéfices, renforcée par les inquiétudes sur l'évolution des taux d'intérêt aux États-Unis. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles est retombé sous la barre des 2900 points qu'il avait franchie à la fin de la semaine précédente, terminant à 2862,38 en baisse de 1,34% par rapport à la clôture de vendredi dernier. La semaine avait pourtant fort bien débuté, la poursuite du mouvement de baisse des taux d'intérêt obligataires permettant à l'indice d'atteindre un nouveau sommet. Le taux des bons du trésor à 30 ans, principale valeur de référence, tombé mardi matin à 8,38%, alors qu'il se situait au-dessus de 9% cinq semaines auparavant, a commencé peu après à cantonner une remontée, fluctuant entre 8,41 et 8,45% jusqu'à la fin de la semaine. Les analystes ont d'abord attribué ce redressement des taux d'intérêt à la chute des cours du pétrole et les dégagements boursiers à une correction technique aux gains de 10,97% enregistrés depuis le 27 avril. Les intervenants estimaient alors que le Dow-Jones, après avoir volé de record en record depuis la mi-mai marquant une pause, avant de reprendre sa lancée vers la barre des 3000 points. Ce sentiment s'est ensuite dégradé après les déclarations faites par plusieurs

responsables de la Réserve Fédérale américaine (FED) au Wall Street Journal. Les experts ont conclu de cet article que la principale préoccupation de la FED était de contenir les pressions inflationnistes, cet organisme ne ferait pas baisser davantage les taux d'intérêt, à moins que la faiblesse de la croissance ne menace de se transformer en récession. N'attendant pas de statistiques économiques cette semaine, les milieux boursiers ont alors jugé prudent de prendre des bénéfices en espérant que plusieurs indicateurs importants devaient être publiés la semaine prochaine permettant de mieux évaluer la conjoncture.

Indice Dow Jones du 8 juin : 2.862,38 (contre 2.900,97).

Cours	1-6-90	Cours	08-06
Alcoa	66 3/4	67	
ATT	42 1/8	42 1/8	
Boeing	94 3/8	93 1/8	
Chase Man. Bank	27	26 7/8	
Du Pont de Nemours	40 1/8	39 3/8	
Eastman Kodak	39 5/8	42	
Exxon	46 7/8	47	
Ford	46 1/8	46 1/8	
General Electric	69 1/2	68 1/2	
General Motors	49 5/8	48 3/4	
Goodyear	35 5/8	34 1/2	
IBM	119 3/8	119 1/8	
ITT	58 3/4	57 1/8	
Mobil Oil	52 3/8	51 3/8	
Pfizer	65	63 7/8	
Schlumberger	58	56 1/8	
Tesoro	59 1/2	57 1/4	
UAI Corp. (ex-Allegis)	159	157 1/8	
Union Carbide	28	26 3/8	
USX	33 3/4	33 1/2	
Westinghouse	37 1/8	37 1/2	
Xerox Corp.	47 1/8	46 7/8	

TOKYO

Etale

INDICE NIKKEI
+0,3%

Tokyo a vécu une semaine calme ne réagissant pas à l'euphorie de Wall Street en début de semaine. « Il n'y a ni facteur positif ni facteur négatif pour exciter les marchés », constate M. Alfred Janicki de Paribas Capital Market (Japon). Sur toute la semaine, l'indice Nikkei est resté parfaitement étale. Il a clôturé vendredi à 32 993,29 yens. C'est tout juste si, se piquant d'audace jeudi, il a brusquement gagné 200 points. Pour en reprendre autant vendredi, il a perdu 100 points. Reflet du manque d'intérêt, les volumes ont régressé pour tourner autour de 600 millions de titres traités.

Le dénouement de contrats à terme sur indice Nikkei et Topix, prévu pour vendredi, a renforcé l'attente générale de « wait and see ». On redoutait des ventes plus importantes que prévu des maisons d'arbitrage. Ce qui n'a d'ailleurs pas eu lieu.

« Sur le fond, la Bourse reprend par palliers. Et 34 000 yens est un seuil qu'elle a du mal à franchir », juge M. Alfred Janicki. Les investisseurs se sont brûlés les doigts en février et mars et restent circonspects. D'autant plus que Tokyo a regagné plus d'un tiers du terrain perdu. Ce qui est loin d'être négatif. La prochaine étape devrait

être la barre des 34 000 à 34 500 yens. Seuls quelques titres ont animé les séances. En particulier ceux des sociétés pétrolières. Une rumeur lancée par le quotidien économique *Nihon Keizai* sur la possibilité d'un contrat important de Nippon Oil en Arabie saoudite (un complexe pétro-chimique d'une valeur de 100 milliards de yens) a attiré l'attention sur ce secteur. Le démenti de Nippon Oil n'a pas suffi à calmer les mouvements autour de cette société et de ses concurrents (Nippon Mining, Arida, Cosmo Oil).

Autre vedette : les roulements à billes. « Il n'y a pas de raison particulière », juge Alfred Janicki. Oubliés pendant quelque temps, certains ont estimé qu'ils avaient un potentiel de hausse. Bref, un frisson spéculatif sur une Bourse d'huile.

Indices du 8 juin : Nikkei, 32 993,29 (contre 32 891,12) ; Topix : 2 411,78 (contre 2 407,24).

de notre correspondant
BRUNO BIROLI

Cours	1-6-90	Cours	8 juin
Alcal	1 040	1 060	
Bridgestone	1 570	1 570	
Canon	1 760	1 760	
Fuji Bank	2 800	2 730	
Honda Motor	1 800	1 770	
Matsumita Electric	2 150	2 200	
Mitsubishi Heavy	1 050	1 060	
Sony Corp.	8 550	8 530	
Toyota Motor	2 530	2 550	

LONDRES

- 0,2% Arrêt de la hausse

Après son envolée de la fin mai, la bourse de Londres a terminé la semaine boursière dans la morosité la semaine écoulée, son élan étant coupé par une vague de prises de bénéfices à Wall Street et une série de nouvelles de sociétés décevantes. L'indice Footsie des cent grandes valeurs, qui avait bondi de 4,6% la semaine précédente, a perdu 0,2% (4,8 points) par rapport au vendredi précédent, à 2.366,6.

Indice FT 100 du 8 juin : 100 valeurs, 2.366,6 (contre 2.371,4) ; 30 valeurs, 1.892,7 (contre 1.882,6) ; Mines d'or, 184,5 (contre 212,2).

Cours	1-6-90	Cours	8-6-90
Or fin (à la liv.)	67 100	66 150	
Or fin (à la liv.)	67 200	66 400	
Pétrole brut (20 b.)	380	382	
Pétrole brut (10 b.)	400	402	
Pétrole brut (20 b.)	427	421	
Pétrole brut (20 b.)	387	378	
Pétrole brut (20 b.)	380	378	
Pétrole brut (20 b.)	400	402	
Pétrole brut (20 b.)	380	380	
Pétrole brut (20 b.)	2.300	2.310	
Pétrole brut (20 b.)	1.200	1.220	
Pétrole brut (20 b.)	720	720	
Pétrole brut (20 b.)	2.500	2.480	
Pétrole brut (20 b.)	540	518	
Pétrole brut (20 b.)	380	382	
Pétrole brut (20 b.)	220	225	

En dollars.

FRANCFORT

- 1,8% Revirement à la baisse

A l'image de la plupart des grandes places internationales, la vapeur s'est inversée à Francfort et la semaine s'est traduite par une baisse de 1,87% effaçant les gains de la période précédente. Durant chaque séance la tendance est restée faible et, vendredi, les ventes les plus minimes ont suffi à faire baisser les valeurs. Le marché obligataire est demeuré d'intérêt. Le taux moyen de rendement des emprunts publics a atteint 8,97% (contre 8,95% le 1^{er} juin).

Indices du 8 juin : DAX 1 822,23 (contre 1 856,95) ; Commerzbank 2 238,9 (2 265).

Cours	1-6-90	Cours	8 juin
AGF	290,00	290,00	
BASF	383,00	383,00	
Bayer	305,00	305,00	
Commerzbank	283,70	276,50	
Deutschebank	789,50	767,50	
Hoechst	290,00	293,00	
Karstadt	64,00	64,00	
Mannesmann	64,00	64,00	
Siemens	720	719,10	
Volkswagen	687,20	687,20	

Bâtiment, travaux publics

	8-6-90	Diff.
Auxil. d'entr.	1 188	+ 54
Bouygues	659	- 7
Cheminots français	784	- 7
Dumez	606	- 31
GTM	1 650	- 77
Immo. Pénit.	119	- 4,50
J. Leclerc	1,16	- 28
Lafarge	467	- 21
Poliet et Chausson	625	- 19
SGE-SB	254,60	- 13,50

Filatures, textiles

	8-6-90	Diff.
Agache (Fin.)	1 640	+ 10
BHV	777	- 15
CFAO	600	+ 7
Dassier	3 150	- 200
DMC	572	- 15
Galeria Lafayette	1 870	+ 15
La Redoute	3 420	- 169
Nouvelles Galeries	785	- 16
Primatex	656	- 54
SCOA	26,20	- 1,70

Alimentation

	8-6-90	Diff.
Beghin-Say	913	- 17
Bouygues	3 365	- 115
BSN (1)	845	- 14,50
Carrefour	3 526	- 109
Casino	1 450,80	+ 3,30
Euroarch	3 880	- 40
Eurochemie et Cie	1 116	- 4
LVMH	4 548	- 48
Nestlé (2)	35 250	- 370
Océid. (Gie)	768	- 26
Ogilvy	387	+ 2
Pars-Réa	1 234	- 29
Promodis	4 051	- 139
St-Louis-Bouchon	1 530	- 48
Source Perrier	1 662	- 18

Produits chimiques

	8-6-90	Diff.
Int. Métrieux	5 010	+ 200
Labo. Bell	2 695	- 103
Roussel-Uclaf	2 296	- 14
BAF	1 001	- 19
Bayer	1 035	+ 15
Hoechst	985	- 19
Imp. Chemie	116	+ 1,50
Norsk Hydro	175,50	- 5,50

Valeurs diverses

	8-6-90	Diff.
Accor	984	- 18
Air liquide	734	- 19
Adomani	2 472	- 63
Bic	670	+ 41
Bis	648	- 37
CGIP	1 342	- 87
CUB Méditerranée	634	- 15
Essilor	2 594	- 106
Euro-Disney	105	- 2,50
Europe 1	1 372	- 27
Eurotunnel	49,50	- 2,75
Grande Cite	895	- 30
Hachette	398	- 7
Havas	652	- 28
Navigation mixte	1 715	- 15
Nord-Est	193,80	- 5,70
Oréal	5 140	- 160
Saint-Gobain	563	- 22
Sanofi (1)	1 007	+ 1
Smurfit Châtillon	327	+ 11
Sis Rousignol	1 050	- 20

(1) Coupon de 22 F.

Pétroles

	8-6-90	Diff.
BP-France	142,50	- 11,60
ELI-Aquitaine	680	- 20
Esso	687	- 26
Exxon	274,50	- 2
Petrofina (2)	2 000	+ 38
Primagaz	738	- 14
Raffinage (Fr.)	213	- 11
Royal Dutch (1)	430	- 10,50
Sogehap	461	- 39
UAP	663	- 33

(1) Coupon de 9,90 F.
(2) Coupon de 68 F.

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	8-6-90	Diff.
AGF	1 110	- 48
Ball Equipement	319,50	- 10,50
Banque (C*)	580	- 44
Cedex	600	- 14
CCF	232,60	- 7,40
CFI	1 306	- 28
CFI	517	+ 17
Chargeurs	1 041	- 37
CPI	463	- 14
Eurofinance	2 090	- 94
GAN	2 119	- 71
Héris (La)	704	+ 49
Locofinance	498	+ 8
Loxindes	858	- 12
Midi	1 338	- 37
Midland Bank	1 665	- 14
OFF	1 940	+ 10
Paribas	641	- 8
Prêtatril	1 210	+ 14
Schneider	1 060	- 28
Société générale	599	+ 9
Suez (C* fin.)	442,40	- 20,10
UAP	613	- 11
UCB (*)	236,10	+ 4,10

MATIF

Notionnel 10% - Cotation en pourcentage du 8 juin 1990

Nombre de contrats : 60 267.

COURS	Échéances	Jun 90	Sept. 90	Déc. 90	Mars 91
Premier					
+ last		101,62	101,68	101,72	101,70
+ bas		101,24	101,26	101,34	101,40
Dernier		101,26	101,28	101,34	101,40
Compensation		101,26	101,28	101,38	101,38

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	4 juin	5 juin	6 juin	7 juin	8 juin
RM	-	1 988 746	2 468 051	2 289 767	-
Comptant	-	10 412 299	7 769 192	7 748 353	-
R. et obl.	-	238 048	466 721	490 154	-
Actions	-	-	-	-	-
Total	-	12 639 093	10 703 964	10 528 274	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1989)

(base 100, 31 décembre 1981)

(base 1000, 31 décembre 1987)

Indice gén.	557,4	551,6	548,5	548,7
Indice CAC 40	2 069,43	2 045,43	2 050,45	2 021,41

Matériel électrique

construction mécanique		
	8-6-90	Diff.
Alsi	555	- 6
Avions Dassault-8	524	+ 19
De Dietrich	1 955	- 13
Facom	1 751	- 50
Fives-Lille	402	- 24
Marine Wondel	432 50	- 14,50
Penhoët	605	- 10
Peugeot SA	829	- 4

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

L'attention se porte sur l'eurolire

Jusqu'à la fin du mois de mai, un seul emprunteur souverain, le Danemark, avait sollicité le marché de l'eurolire. Depuis, en à peine une semaine, deux des signataires européens les plus appréciés, la République d'Autriche et l'Électorat de la Sarre, ont fait de leurs opérations de grandes réussites. Les deux emprunts sont swappés, celui d'EDF étant particulièrement intéressant puisqu'il procure au débiteur des ressources en dollars qu'il lui faudra rembourser à un taux de 0,6 % inférieur au Libor.

Ces transactions retiennent particulièrement l'attention, car elles montrent combien les emprunteurs de tout premier plan sont actuellement soucieux de diversifier leurs sources de financement. Des préoccupations de ce genre devraient d'ailleurs conduire à ouvrir prochainement le marché des emprunts en pesetas espagnoles aux investisseurs étrangers autres que les banques internationales de développement, qui y ont déjà accès.

La dernière euro-opération d'EDF porte sur 150 milliards de francs (ce qui correspond à environ 700 millions de francs français). Les titres, d'une durée de cinq ans, ont été lancés à 102,20 % du pair et seront remboursés à 12,375 % l'an. L'émission est placée sous la direction de la Banca Commerciale Italiana.

Comme si elle avait voulu faire la preuve des incertitudes qui pèsent sur le marché des titres en francs, une des eurobanques allemandes les plus ingénieuses, Trinkaus & Burkhart, a annoncé jeudi 7 juin une émission de 200 millions de DM qui devrait permettre aux investisseurs de profiter d'un éventuel mouvement de baisse des taux d'intérêt à court terme.

Il s'agit d'un emprunt à rémunération variable dont le rendement augmentera si le Libor en francs, baisse mais diminuera si ce taux de référence du marché monétaire international monte. La transaction a été accueillie dans une indifé-

rence presque totale, rares étant ceux qui, pour le moment, tablent sur un repli des taux. L'emprunteur est un autre établissement de crédit, la Landeskreditbank de Bade-Wurtemberg, qui, de toute façon, y aura trouvé un mode de financement très intéressant car le produit de l'emprunt de l'opération est swappé.

Libéralisation du marché luxembourgeois

Dans environ trois semaines, le marché des emprunts libellés en francs luxembourgeois sera affranchi de presque toute contrainte. On pourra y lancer des opérations de toute taille sans avoir à respecter aucun calendrier. Malgré la réglementation à laquelle il est encore assujéti, l'activité primaire, celle des nouvelles émissions, y a été considérablement stimulée. Les 45 milliards de l'année dernière tout entière étaient déjà dépassés au début de mai, les titres ayant trouvé preneurs sans difficulté majeure.

Aussi, nombreux sont ceux qui se demandent si la liberté dont ce compartiment jouira à compter du 1^{er} juillet ne va pas en faire un des grands révélateurs de l'année. Il faut toutefois se garder de trop d'optimisme et surtout d'extrapoler à partir de l'évolution récente, qui paraît devoir beaucoup à une conjoncture particulière.

Le franc luxembourgeois a la même valeur extérieure que le franc belge, monnaie dont les autorités de Bruxelles veulent faire entièrement partager le sort du mark allemand. Pour ce qui est du niveau de l'intérêt, il est au Grand-Duché moins élevé qu'en Belgique, la différence étant due principalement à l'absence de retenue à la source sur les revenus des placements de capitaux.

Mais dans les deux pays les taux de rendement sont toujours supérieurs à ceux du mark. On voit mal ce qui amènerait un débiteur international à lever des fonds en une monnaie directement liée à la devise allemande mais qu'il lui faudrait rémunérer davantage. Il ne se prêterait à un tel exercice que s'il pouvait en profiter pour

conclure une intéressante transaction de swap.

De fait, c'est à de telles possibilités de swaps qu'on doit le gros de l'animation du début de l'année sur le marché du franc luxembourgeois. Un changement de nature fiscale décidé à Bruxelles, touchant la taxation des plus-values réalisées sur les placements en valeurs mobilières, avait provoqué d'importantes ventes de fonds d'Etat belges qui avaient encore deux ou trois ans à courir. Aucune modification de ce genre n'ayant été annoncée au Grand-Duché, il s'en est suivi des disparités sensibles entre les taux d'intérêt servis en Belgique et au Luxembourg.

Les arbitrages que permettent de telles situations ne manquent jamais d'être exploités sur les marchés des obligations. Elles attirent une foule de débiteurs qui ne s'intéressent à l'emprunt qu'ils vont émettre que dans la mesure où ils savent en échanger le produit, à des conditions très favorables, contre des fonds libellés dans une autre devise dont ils ont l'emploi. Après un certain temps, des ajustements se produisent, ce qui a pour conséquence d'attirer de moins en moins d'emprunteurs internationaux.

Le marché luxembourgeois peut toutefois compter sur une catégorie particulière d'emprunteurs qui y sont mieux accueillis que sur d'autres places : celle des banques qui tentent des opérations subordonnées. Au Luxembourg, on fait moins la différence qu'ailleurs entre ces transactions et les emprunts de premier rang. Les souscripteurs, pour l'essentiel des banques, ne sont pas, à l'égard de cette catégorie d'obligations, la réserve dont font preuve les investisseurs institutionnels qui dominent la plupart des autres marchés. Après swap, en dollars, il n'en coûte à une banque qui lève des fonds sous cette forme qu'à peine ou tout juste le taux du Libor. Deux établissements français sollicitent actuellement le marché luxembourgeois des emprunts subordonnés, la Banque Worms et Indosuez.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le métal jaune en disgrâce

Cette semaine, le cours de l'once d'or (31,1 grammes) est retombé à son plus bas cours depuis quatre ans, plus précisément depuis le 30 juillet 1986, à 352,80 dollars, terminant la semaine à 353,50 dollars.

Tout se conjuge en effet pour déprimer les cours du métal jaune : les ventes soviétiques, précédemment évoquées, la baisse des prix du pétrole, l'interprétation des graphiques de cours et des allègements de l'assiette. Les ventes soviétiques d'abord : elles auraient atteint 220 tonnes depuis le 1^{er} janvier 1990, autant que pendant l'année 1989 toute entière, dont une cinquantaine de tonnes entre le 7 et le 11 mai dernier. Selon la maison de courtage Louis Dreyfus, ces ventes portent sur du métal mal raffiné, « du métal ancien », ce qui signifie que les Soviétiques puisent dans leurs stocks évalués à 2.500 tonnes.

Par ailleurs, ces mêmes Soviétiques auraient effectué de nombreux « swaps », c'est-à-dire des emprunts en devises sur six à douze mois gagés sur des dépôts de métal dans les coffres du prêteur, pour 200 à 300 tonnes, dit-on. Il est très probable qu'une bonne partie de ces gages devront être réalisés, faute de pouvoir rembourser les devises empruntées d'où la perspective de ventes ultérieures de métal.

On sait que ces ventes sont motivées par la nécessité de se procurer des devises, une quinzaine de milliards de dollars, pour payer l'importation de biens de consommation en URSS. Mais cent tonnes d'or ne valent qu'un peu plus d'un milliard de dollars, on voit que la cession de métal n'est guère suffisante pour régler la facture.

La baisse des prix du pétrole ensuite elle entraînerait des ventes répétées en provenance du Moyen-Orient, 115 tonnes, entre le 23 et le 26 mars dernier et d'assez grosses

quantités cette semaine, phénomène que certains relient à l'annonce d'une diminution du prix du brut saoudien.

En outre, le marché américain de la bijouterie, le plus gros du monde, est plutôt « mou », les stocks de la profession atteignant 200 tonnes en Europe et au Moyen-Orient.

Enfin, l'approche du cours de 350 dollars l'once rend nerveux les opérateurs. Ce cours est considéré comme un seuil, dont l'enfoncement pourrait précipiter la baisse des cours, jusqu'à un niveau de 335 à 340 dollars ou même moins.

« Une période d'exagération à la baisse »

Selon M. Jean-Claude Martini, directeur général à la Compagnie parisienne de réacompte, l'une des deux sociétés françaises spécialisées en métaux précieux, qui s'était montrée très réservée lorsqu'une flambée spéculative poussa le cours de l'once à 425 dollars en février dernier, « il semble que l'on entre dans une période d'exagération à la baisse, mais on pourrait voir plus bas dans l'immédiat ». Il souligne que le recul du prix du métal commence à avoir des répercussions sur l'activité des mines, notamment en Afrique du sud où 30% de ces mines vont avoir besoin de subventions de l'Etat et où la production pourrait diminuer de 10%. Pour lui, il conviendrait aussi de prendre garde à une forte dégradation de la situation à l'Est qui pourrait, d'un coup, faire monter brutalement les cours.

La conséquence est qu'à Paris le cours du lingot d'un kilo est retombé à 66.000 francs environ, au plus bas depuis juin 1982, après un record historique de 115.400 francs à l'automne 1983. Quant à celui de la pièce de 20 francs, le Napoléon, il a glissé en dessous de 400 francs, au plus bas depuis octobre 1979, après un pic de 950 francs en 1981. Pour un détenteur

français, le placement en or est désastreux : pas d'intérêt ni de dividende, une dépréciation continue non seulement en francs nominaux mais encore en francs réels et un taux de 7% sur les transactions. Notons enfin que la prime de la pièce sur le lingot, c'est-à-dire la survalue de ladite pièce au prorata du poids de métal contenu, est retombée de 70% en 1981-1982 à pratiquement zéro aujourd'hui. Une vraie ruine.

Sur les marchés des changes, le plus grand calme a régné, avec de faibles variations quotidiennes. Il convient de noter toutefois que le dollar est particulièrement soutenu. En revanche, le mark, périodiquement secoué par les craintes que soulèvent les conséquences éventuelles de l'union monétaire RFA-RDA, s'est un peu affaibli de même que le yen. Quant à la livre sterling, elle a bénéficié du niveau élevé des taux d'intérêt britanniques, comme d'habitude.

En Europe, le fait marquant est toujours la grande fermeté de la lire italienne, pour les mêmes raisons que précédemment : entrée en masse des capitaux attirés par les taux d'intérêt élevés pratiqués en Italie, taux qui d'ailleurs ont tendance à baisser, revenant vers 11%-10,5% sur trois mois, phénomène normal sur un marché lorsque la demande est forte. Il n'en reste pas moins que les banques centrales d'Italie, de France et d'Allemagne doivent continuer d'intervenir pour empêcher les cours de la lire de crever leur plafond avec ventes de livres et achats de francs et de marks, le tout pour l'équivalent de trois à quatre milliards de francs dans la semaine. Mardi et mercredi notamment de véritables « paquets » ont été échangés.

FRANÇOIS RENARD

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 5 JUIN AU 8 JUIN 1990

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	D.Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1.6830	—	17.5878	69.8369	58.9775	2.8086	52.4189	8.8882
Paris	1.6830	—	17.5878	69.8369	58.9775	2.8086	52.4189	8.8882
Zurich	1.6830	—	17.5878	69.8369	58.9775	2.8086	52.4189	8.8882
Frankfurt	1.6830	—	17.5878	69.8369	58.9775	2.8086	52.4189	8.8882
Bruxelles	1.6830	—	17.5878	69.8369	58.9775	2.8086	52.4189	8.8882
Amsterdam	1.6830	—	17.5878	69.8369	58.9775	2.8086	52.4189	8.8882
Milan	1.6830	—	17.5878	69.8369	58.9775	2.8086	52.4189	8.8882
Tokyo	1.6830	—	17.5878	69.8369	58.9775	2.8086	52.4189	8.8882

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 8 juin : 3.7260 F contre 3.7636 F le vendredi 1^{er} juin.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Morosité en France

Le changement d'atmosphère qui avait été observé la semaine dernière en France, pour des motifs d'ordre politique, essentiellement la perspective d'une hausse des salaires, s'est accentué cette semaine. Conjointement à la crainte d'un allongement de la taxation des plus-values, il a déprimé non seulement le cours des actions à la Bourse de Paris mais aussi ceux des obligations. Cette dégradation s'est traduite sur le MATIF où le cours de l'échéance juin est retombé de 102,30 à 101,30, en dépit du raffermissement du franc par rapport au mark dont le cours, en fin de semaine, est revenu de 3.3760 francs à 3.3630 francs.

Il est vrai que si les nouvelles d'Amérique ne sont pas mauvaises, le rendement de l'emprunt du Trésor américain à trente ans se maintient à environ 8,43 %, celles en provenance d'Allemagne sont moins favorables, toujours dans la perspective de l'union monétaire RFA-RDA : une véritable statue du Commandeur. M. Karl-Otto Poehl, président de la Bundesbank, a eu beau réaffirmer que son établissement ne ferait pas fonctionner la planche à billets pour financer la reconstruction de la RDA, les marchés financiers allemands sont restés inquiets, le rendement de l'emprunt d'Etat à dix ans, le Bund, s'élevait de 8,65 à 8,81 %. Par sympathie, celui de l'OAT français à dix ans, est passé de 9,73 % à 9,81 %, l'écart avec le Bund se maintenant à un point.

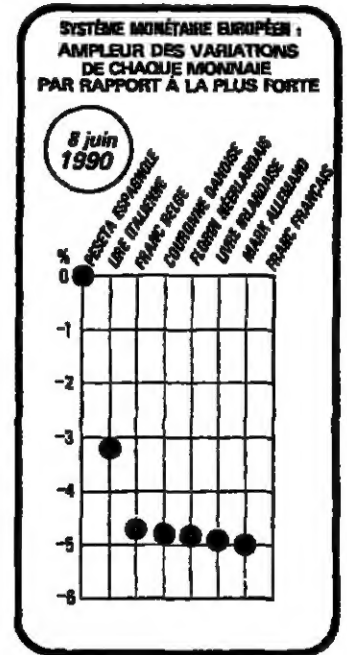
Comme le relève la Société générale dans sa Lettre des marchés obliga-

taires, « le facteur-clé de l'évolution des taux d'intérêt français réside dans le comportement des autorités monétaires allemandes dans les mois à venir. En effet, les craintes d'accélération de l'inflation en Allemagne que fait naître l'unification, craintes d'autant plus justifiées que l'activité est déjà très soutenue en RFA - ne permettent pas d'exclure un resserrement de la politique monétaire de la Bundesbank à l'horizon des trois ou six mois. On ne saurait mieux dire ».

Une élévation de rendement

Très logiquement, cette dégradation de la situation française s'est répercutée sur l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor, qui a levé, jeudi, 9,25 milliards sans mal, certes, mais au prix d'une élévation de rendement de 9,77% contre 9,70 % le 3 mai dernier. La ligne à trente ans a vu son rendement passer de 9,64 % le 5 avril dernier à 9,94%. Comme la chose est habituelle dans une période d'incertitude, les investisseurs institutionnels n'étaient guère présents, l'adjudication étant, pratiquement, souscrite par les spécialistes en valeur du Trésor. Les investisseurs étrangers étaient présents en revanche. Il est à noter qu'à 9,77% les rendements sur l'échéance à dix ans rejoignent et même dépassent légèrement les taux du court terme. La courbe des taux, auparavant inversée, s'aplatit donc à nouveau.

On peut relever également que dans la déroute européenne des marchés



MATIÈRES PREMIÈRES

Le cacao en dents de scie

Les cours du cacao connaissent depuis plusieurs semaines une grande volatilité qui traduit à la fois les tensions en Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de fèves, et surtout les difficultés de paiement que connaît l'Union Soviétique. Fin mai, le marché londonien avait coté quelques 150 livres par tonne. Les cours s'établissent autour de 834 livres. Quinze jours plus tôt, une tonne valait 1.008 livres. Le 8 juin, on traitait le cacao à 850 livres environ.

Ces à-coups traduisent d'abord l'énorme désappointement des opérateurs après l'annonce par l'URSS qu'elle ne serait pas en mesure de payer les récents contrats d'achat de cacao passés avec un certain nombre de négociants européens. L'encours porte sur 50 millions de dollars et sur des volumes de l'ordre de 30.000 à 40.000 tonnes. Des contrats à venir portant sur quelque 70.000 tonnes devraient en outre être différés, sinon annulés. Tous les négociants engagés dans ces opérations ont fait le voyage à Moscou pour faire valoir leurs intérêts. Il semble qu'ils pourront revendre sur le marché les volumes de marchandise n'ayant pas encore été livrés dans les usines soviétiques.

L'URSS aurait en outre demandé que les crédits dont elle a bénéficié soient prolongés de douze mois. « Si les Soviétiques vendent de l'or, ce n'est pas pour payer le cacao », regrettait vendredi un opérateur.

L'inquiétude des professionnels est grande de voir Moscou retirer à la douane tropicale le statut de matière première stratégique qui était le sien (le cacao figurait dans un stock spécial, notamment pour les rations des soldats). Chaque année, l'URSS achète près de 120.000 tonnes de fèves et 30.000 tonnes de produits chocolatés. Mais certains responsables de l'équipe Gorbatchev considèrent qu'il ne s'agit pas d'achats prioritaires, d'autant que l'importation de cacao déclenche d'autres consommations, de sucre et de lait en particulier.

Ces considérations arrivent comme une douche froide, trois semaines après les prévisions très optimistes dressées à Paris par M. Derek Chambers, le chef du département cacao de la firme américaine Phibro. A l'occasion de la présentation du rapport Cyclope sur les produits de base de MM. Chalmers et Gombaud (Edition Economica), celui-ci avait développé son sentiment haussier sur le marché du cacao. La consommation mondiale, expliquait-il en substance, connaît un nouveau boom, en raison d'une consommation accrue en Europe de l'Est. Et l'homme assénait des chiffres mirifiques : de 280.000 tonnes en 1989-1990, la demande à l'Est passerait à 456.000 tonnes en 1994-1995, à 663.000 tonnes en 1999-2000, et à 804.000 tonnes en 2004-2005... Il notait parallèlement que la production allait décroître en raison des baisses de prix internationales de ces dernières années.

Force est de constater que si l'Europe de l'Est, Union Soviétique comprise, doit soutenir le marché du cacao, il faudra se montrer patient pour en observer les premiers signes. La petite sécheresse du début d'année en Afrique a sans

doute contribué à rendre aux récoltes une dimension plus raisonnable, en Côte d'Ivoire notamment. La récolte principale devrait atteindre 650.000 tonnes, auxquelles s'ajoutent entre 80.000 et 120.000 tonnes de récolte dite intermédiaire. Le total restera inférieur au record justifié de 800.000 tonnes enregistré l'an passé.

Le marché demeure pourtant encombré de marchandises. Phibro détient en Europe entre 350.000 et 400.000 tonnes de stock de marchandise ivoirienne. Si on ajoute les réserves détenues par l'Organisation internationale du cacao et quelques autres opérateurs, on estime à 80.000 tonnes le surplus de fèves déposé sur le seul Vieux Continent... Phibro, qui détient une créance estimée à plus de 100 millions de dollars sur la Côte d'Ivoire, a récemment envoyé des émissaires à Abidjan. L'incertitude subsiste sur l'écoulement de la prochaine récolte ivoirienne, même si certains rumeurs accréditent l'idée qu'elle se vendra plus facilement que la précédente. « Il faut être prudent, ce ne serait pas étonnant si le marché recommandait à baisser un peu prochainement vendredi un négociant ».

ERIC FOTTORINO

Mines d'or, diamants

	8-6-90	Diff.
Anglo-American	174,90	-14,10
Angold	455	-28
Bul. Gold M.	73,20	-8,10
De Beers	140,50	17
Drief. Cons.	57,90	-5,90
Gencor	16	-0,25
Harmony	35,05	-4,45
Randfontein	28,75	-3,05
Salme-Hohe	53,50	-4,45
Western Dope	172	-27

Mines, caoutchouc

	8-6-90	Diff.
Géophysique	1.280	-1,20
Indal	374,50	+10,50
Michelin	125,20	-4,80
Michaloup	93	12
RTI	56	+1,50
ZCI	2,12	-0,07

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

F.R.

Huit morts en janvier 1989

Deux inculpations pour l'accident du téléphérique de Vaujany (Isère)

Le juge chargé d'instruire le dossier de l'accident du téléphérique de Vaujany (Isère) survenu le 13 janvier 1989, M^{re} Elisabeth Servoin, a inculpé vendredi 8 juin d'homicide involontaire le PDG de la société grenobloise Pomagalski, M. Jean-Pierre Cathiard, et le directeur technique de l'entreprise, M. Serge Tarasoff.

GRENOBLE

de notre correspondant

Les deux inculpés avaient conçu au cours de l'année 1988 un téléphérique « géant » en deux tronçons qui devait transporter le long d'un câble de 4,3 kilomètres 165 personnes dans chaque cabine. Considéré avant son ouverture au public comme le plus gros appareil de ce type dans le monde et comme une « prouesse de la technique française », en matière de remontées mécaniques — Pomagalski est le leader mondial des remontées mécaniques — l'une des cabines de ce téléphérique se détacha brusquement du câble porteur et s'écrasa dans une rivière située plusieurs dizaines de mètres en contrebas. Huit personnes, qui étaient employées à la réalisation des dernières finitions de l'appareil qui

devait être ouvert au public quelques jours plus tard, trouvèrent la mort.

Le rapport des experts judiciaires remis au juge d'instruction à la fin du mois de mai, qui comprend 215 pages d'analyses et 600 pages de calculs, confirme point par point le précédent rapport établi le 31 mars 1989 à la demande du ministère des transports. Ce dernier, accusant pour le constructeur du téléphérique de Vaujany, mettait en évidence des « graves négligences » dans la conception et la réalisation de cet appareil et notamment des « fautes grossières » dans les calculs effectués ainsi que le montage défectueux d'une des pièces incriminées, un amortisseur d'oscillation.

Le rapport administratif avait également souligné « le climat de méfiance » qui régna pendant toute la durée de la conception et de la réalisation de l'appareil entre le constructeur « Pomagalski » et le maître d'œuvre le cabinet Denis Creissel. Ce dernier qui, selon la commission d'enquête, « n'a pas eu en mesure d'assurer de manière complète la vérification du projet ni le contrôle des fabrications », a toutefois donné à la fin de l'année 1988 un avis favorable à sa mise en fonctionnement. La brève excessive des délais séparant la conception de la réalisation — moins d'une année — et la fréquence des modifications des dispositifs pendant la construction de l'appareil, sont également retenues par les experts pour expliquer cet accident.

CLAUDE FRANCILLON

Le maire de Vierzou refuse une salle municipale à M. Le Pen. — M. Jean Rousseau, maire sortant de Vierzou, en congé du PS, a refusé une salle municipale à M. Jean-Marie Le Pen, qui avait annoncé pour le 11 juin une réunion publique dans cette ville afin de soutenir la liste du Front national à l'élection municipale partielle des 17 et 24 juin.

L'université d'été des jeunes du Front national. — L'organisation de jeunes du Front national, le FNU, a indiqué, jeudi 7 juin, qu'elle tiendra sa sixième université d'été du 18 au 22 juillet dans l'ancien séminaire Saint-Louis du Cercle national des combattants (CNC) — à Neuilly-sur-Seine (Paris).

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a cinquante ans, l'invasion des États baltes par l'armée rouge. 2

ÉTRANGER

Les élections en Bulgarie. L'opposition a marqué des points en fin de campagne. 3

Divisions au sein du SPD en RFA. M. Oskar Lafontaine pourrait retirer sa candidature à la chancellerie. 4

POLITIQUE

L'opinion et le pouvoir. « Les trois erreurs des socialistes », par Jérôme Jaffré. 6

L'opposition face au FN. M. Carignon et M. Millon : deux approches « républicaines » face au Front national. 6

à Vincennes. La fête... et le spleen des « potes ». 6

« Livres politiques ». La chronique d'André Laurens. 7

SOCIÉTÉ

Anniversaire cistercien. Les célébrations du neuf centième anniversaire de la naissance de saint Bernard. 8

SPORTS

Mondiale. La victoire du Cameroun sur l'Argentine. 9

Roland-Garros. Agassi, Pinocchio des courts. 9

CULTURE

Sarrebrück francophone

A deux pas de la frontière, la ville allemande a accueilli le troisième Festival du théâtre français. 10

La presse sur le gril. Réunis au sein d'une association, Droit et regard, des photographes de renom dénoncent le traitement de leur travail dans les journaux. 10

RÉGIONS

La Guadeloupe et le tourisme vert. Corse : les journées du conservatoire du littoral. Un colloque sur le développement rural. 10

CHRONOLOGIE

Mai 1990 dans le monde. 14

ÉCONOMIE

Conférence des banquiers. A San-Francisco les banquiers s'interrogent sur l'environnement et l'avenir de M. Gorbatchev. 15

L'avenir de FO. Un entretien avec le secrétaire de l'Union départementale de Paris. 15

Revue des valeurs. Crédits, changes et grands marchés. 17

Services

Abonnements. 2
Cartes. 12
Météorologie. 12
Mots croisés. 12
Télévision. 12
Spectacles. 11

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LIM

Le numéro du « Monde » daté 9 juin 1990 a été tiré à 528 165 exemplaires.

Après les déclarations de M^{re} Michèle Barzach

Le gouvernement est divisé sur l'opportunité de rouvrir les maisons closes

Les déclarations de M^{re} Michèle Barzach, ancien ministre (RPR) de la santé et adjointe au maire de Paris pour les affaires sociales et sanitaires, dans les colonnes du Monde (le Monde du 8 juin), en faveur de la réouverture des maisons closes, ont suscité de très nombreuses réactions. Au sein même du gouvernement, trois ministres ont exprimé des points de vue pour le moins contradictoires.

Les droits de la femme contre l'action humanitaire : la prise de position M^{re} Michèle Barzach en faveur de la réouverture des maisons closes, comme moyen de lutter plus efficacement contre le sida, a donné lieu à d'étonnantes dissonances gouverne-

mentales. Tandis que M^{re} Michèle Barzach, secrétaire d'Etat chargée des droits de la femme, condamne immédiatement cette proposition la qualifiant de « d'indignité » et de « solution réactionnaire », M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire (et par ailleurs médecin, tout comme M^{re} Barzach), estimait au contraire que « le problème méritait d'être posé » et qu'il ne s'agissait pas de « continuer à faire la politique de l'autruche ». « Aujourd'hui, devait déclarer M. Kouchner, les avancées d'hier, comme la loi Marthe Richard, ne sont plus des progrès. Il est hypocrite de penser qu'en laissant les prostituées dans l'ombre, on les protège. Accepter qu'elles travaillent dans des chambres sans eau, c'est de l'assassinat ».

Pour sa part, tentant sans doute de concilier l'inconciliable, M. Claude Evia, le ministre de la santé, se disait « prêt à examiner tout ce qui permet-

tra d'enrayer le développement du sida ». A Matignon, où la question n'a fait l'objet d'aucune séance de travail entre les collaborateurs du premier ministre, on se refuse toutefois à considérer la proposition de M^{re} Michèle Barzach comme devant être exclue à priori.

Du côté du Parti socialiste, on estime que M^{re} Barzach « mélange deux problèmes », celui de la prostitution, qui est une question de société, et celui de la propagation du sida, qui est une question de santé publique. Le PS juge que « l'éventuelle réouverture ne manquerait pas d'aggraver le sort des femmes soumises à la prostitution souvent par la misère, qui se verrait un peu plus livrées à la loi du milieu et ainsi conforter les réseaux de proxénétisme ».

Plus nette encore, M^{re} Ségolène Royal (PS) estime qu'une telle proposition est « contraire aux règles éthi-

ques (...), inefficace car les prostituées ne sont pas seules responsables du sida ». Se déclarant « contre l'esclavage des femmes et contre la législation du proxénétisme », le député des Deux-Sèvres affirme qu'elle ne votera « jamais » une loi allant dans ce sens.

Dans l'opposition, la proposition de M^{re} Barzach n'a suscité l'adhésion d'aucun des responsables politiques qui l'ont commentée. M. Jacques Chirac s'est contenté d'observer que les déclarations de son ancien ministre de la santé avaient été faites « à titre personnel » et qu'elles ne sauraient « engager en rien la municipalité de Paris ou le maire de Paris ».

Quant à M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, il a fait part de son désaccord en observant que la réouverture des maisons closes « ne constitue pas la meilleure manière de défendre la condition féminine ».

« J'espère qu'on ne reviendra pas au fichier sanitaire »

nous déclare M^{re} Laure Adler

Le temps des maisons closes serait-il revenu ? Nous avons demandé à Laure Adler, auteur d'une « Vie quotidienne dans les maisons closes - 1830-1930 » (Hachette) et spécialiste de l'histoire des sentiments, son avis.

« Je ne pense pas que l'on puisse revenir en arrière. Vers la fin du XIX^e siècle, les maisons closes ont formé en grand nombre parce que les hommes s'y allaient plus ; pas du tout parce qu'une loi les a contraints à trouver d'autres moyens d'aimer marchant. Les maisons closes ont été désertées dans les années 1880 parce que les hommes n'avaient plus envie d'aller consommer des femmes considérées comme des esclaves, des femmes jugées beaucoup trop passives. Ils avaient envie de pouvoir consommer de l'amour en ayant des rapports plus égaux avec les filles ».

On a alors définitivement franchi un cap. L'histoire des mentalités oscille toujours, elle est soumise à des allers et retours. En revanche, l'histoire de l'amour « progressa ». Vouloir rouvrir les maisons closes, c'est vraiment oublier le mouvement de libération de la femme, tous les progrès du rapport entre les sexes ».

« Mais l'exemple de la RFA, avec son système d'eros centers, démontre qu'il peut en aller différemment ».

« En Allemagne, oui. Mais en France on en (a) pas, ce qui paraît impossible. L'histoire de la prostitution est aussi tissée d'une histoire du désir, d'une histoire de l'amour, prononcée le mot. Notre tradition, qui oscille entre la gravité et une espèce de courtoisie, rend absolument impossible une espèce de prostitution hygiénique, super-médicalisée, une prostitution qui serait, comme disaient les moralistes du XIX^e, celle du soulagement sexuel, uniquement. Les plus réactionnaires appelaient alors les filles les « vidangeuses d'amour ». C'est pour cela que la proposition de Michèle Barzach ne fait sourire. Sans le savoir, elle parle comme les moralistes les plus répressifs du XIX^e siècle ».

« La crainte du Sida n'est-elle quand même pas propice à la renaissance du contrôle sanitaire et social auquel était soumis les prostituées jusqu'en 1960 ? »

« Là aussi, je ne crois pas. Et j'espère qu'on ne reviendra pas au fichier sanitaire. C'est comme un marquage. Au XIX^e siècle, de nombreuses pétitions ont circulé réclamant que les filles soient habillées uniquement en jaune, qu'elles soient repérables au premier regard dans la rue. Quelle attitude à la liberté ! »

Pourquoi les prostituées seraient-elles les seules porteuses du Sida ? Les filles qui exercent « légalement » leur métier ne le sont pas. En fait, c'est le Bois de Boulogne, phénomène de société, qui inquiète. Ce n'est pas la rue Saint-Denis. Un retour au fichier

consisterait à les isoler du reste de la population. Encore un rêve moraliste et hygiéniste qui n'a cessé de tourmenter les législateurs depuis la haute antiquité ».

« Aujourd'hui, une sorte de nostalgie inconsciente des maisons closes ne se greffe-t-elle pas sur ce rêve hygiéniste ? »

« Il y a encore pas mal de personnes qui ont connu le temps des bordels. Certains aimeraient bien le retrouver. Mais le bordel — il en existait de différents types —, ce n'était pas forcément le paradis. Au départ, il s'agissait d'enfermer les filles pour tenter d'enrayer la syphilis. Des Liges voulaient contenir cette cohorte, cette armée de filles clandestines qui faisaient le trottoir, qui vivaient de la prostitution dans les brasseries, dans les cafés, dans les fourrés — parce que le Bois de Boulogne ne date pas d'aujourd'hui ! Mais cela n'a jamais marché. C'est peut-être sympathique... mais suranné ».

Propos recueillis par LAURENT GRELSAMER

Environnement, accidents de la route

Les recommandations du président

LA CHARITÉ-SUR-LOIRE

de notre envoyée spéciale

M. François Mitterrand a inauguré, vendredi 8 juin, la dévotion de la nationale 7, à La Charité-sur-Loire (Nievre).

Le président de la République a évoqué les infrastructures de transports terrestres en affirmant son souci de voir « concilier l'ambition des bâtisseurs et la vigilance des défenseurs de l'environnement ». Il a justifié son opposition à l'échangeur projeté en forêt de Saint-Germain-en-Laye, par la nécessité de « donner un coup d'arrêt à l'utilisation trop fréquente, trop facile peut-être, des territoires forestiers afin de créer de nouvelles infrastructures ». M. Mitterrand a précisé qu'il avait écrit à M. Michel Rocard et à M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer pour leur demander d'« adopter une démarche générale pour mieux intégrer tous objectifs d'environnement, particulièrement forestiers, dans les programmes d'équipement ».

Envoquant, enfin, le drame des accidents de la route, M. Mitterrand a souhaité que soient poursuivies « sans faiblesse » les actions de prévention et de sécurité qui font de leur véhicule un instrument de violence et ceux qui continuent de se croire les seuls à pouvoir bien conduire après des excès d'alcool ».

A. CH.

Tchécoslovaquie

Bulgarie : succès

maintenant. formes...

A Sofia

La

M. Mitterrand

Les

La Coupe de

Un

Le

CHANGEMENT

Mitterrand

Le

L'Assemblée

La

A L'Assemblée